

L'Aspect agricole de la Crise mondiale de surproduction de 1929-1931

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 10 mars 1932, à 14 heures

PAR

Pierre RIVIÈRE

Avocat à la Cour

Président : M. ROGER PICARD, professeur

*Suffragants : { M. PERREAU, professeur
M. OUALID, professeur*

PARIS

JOUBE & Co, ÉDITEURS

11, RUE RACINE, 11

1932

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

L'Aspect agricole de la Crise mondiale de surproduction de 1929-1931

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le jeudi 10 mars 1932, à 14 heures

PAR

Pierre RIVIÈRE

Avocat à la Cour

Président : M. ROGER PICARD, professeur

*Suffragants : { M. PERREAU, professeur
 { M. OUALID, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Introduction



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547126_0070

La crise agricole dont souffrent depuis plusieurs mois et même plusieurs années les agriculteurs du monde n'est pas, quoiqu'on en puisse dire, sans précédent. Elle ressemble, par ses causes et par ses effets, aux deux grandes crises agricoles du dernier siècle, celles qui ont coïncidé avec la fin des guerres napoléoniennes et avec la guerre franco-allemande de 1870.

La période de 1815 à 1830 présente, avec celle que nous vivons, des ressemblances qui se trouvent à la fois, dans le domaine politique et dans le domaine économique. Dans le domaine politique le traité de Vienne, de même que le traité de Versailles a bouleversé les anciennes frontières de l'Europe. Des gouvernements s'instauraient alors en Allemagne, en Italie, en Espagne, à tendance plus ou moins dictatoriale, comme ceux acceptés, après la guerre de 1914, par certaines nations. Alors comme aujourd'hui des révolutions éclataient. Enfin la Sainte Alliance se donnait déjà pour but, l'organisation et le maintien de la paix.

Sur le plan économique une crise agricole étreignait alors comme aujourd'hui tous les pays producteurs ; des mesures analogues à celles dont nous sommes actuellement les témoins étaient prises par gouvernements et parlements. En France notamment, la loi du 2 août 1816 instituait un droit protecteur pour les blés. La loi de 1819 tendait à stabiliser les cours des blés à des taux suffisamment rémunérateurs que l'on estimait alors à 21 fr. Et l'on mettait en œuvre le renforcement de la protection, l'institution de droits mobiles et même la fermeture éven-

tuelle de la frontière. La dernière époque nous a-t-elle apporté quelque chose de nouveau ?

Après la guerre 1870-1871, une crise semblable provoque des mesures du même ordre : résultat de la controverse célèbre entre protectionnistes, libres échangistes et partisans du monopole du commerce des blés. Le droit d'entrée sur les blés est fixé par la loi du 28 mars 1844 à 3 francs par quintal ; il est élevé à 5 francs en 1887, puis à 7 francs en 1894. On veut encore stabiliser le prix du blé à un taux rémunérateur. Le taux seul a changé. M. Méline déclare le 20 février 1894 : « tant que le blé n'a pas atteint « 25 francs on est autorisé à faire un grand effort, sans « trop se préoccuper de l'importance du droit ».

Quant aux causes, elles sont également les mêmes.

Les crises agricoles qui ont suivi les années 1815, 1871 et 1919 ont leur origine dans le déséquilibre entre la production et la consommation, conséquence des guerres.

L'activité des populations rurales des nations combattantes est considérablement réduite par la guerre : c'est pour elles la ruine pour des années. Par contre les pays en paix trouvent dans les armées et les nations belligérantes une clientèle facile : stimulés par cette sorte de prime à la surproduction elles se mettent à produire, et accroissent leur faculté de production. Puis, la paix revenue, les agricultures nationales des peuples engagés dans la lutte, se reconstituent, elles se mettent à produire à nouveau. Et l'équilibre entre la production et la consommation se trouve rompu. Pour certains pays, l'accroissement de production devient définitif. Ainsi après 1870 la production des Etats-Unis s'est considérablement accrue. Elle était en moyenne de 60 millions de quintaux de blé de 1866 à 1870. Elle passe à 85 millions de quintaux pendant la période de 1870 à 1879. Elle atteignait pour les années 1878 et 1879, 120 millions de quintaux. Et ce n'était pas là le résultat d'une demande augmentée : le

prix du quintal de blé tombait à New-York pendant cette même période 19,50 à 12 fr.

Au cours de cette crise, l'agriculture anglaise achève définitivement sa ruine (1). L'Angleterre se met pour son alimentation à la merci de l'étranger et sa situation dès lors ne cesse de s'aggraver: « Ses importations de céréales « qui n'étaient que de 83 millions de quintaux anglais en « 1871, ont atteint en 1901, 196 millions de quintaux ; le « blé seul y entre pour 69 millions au lieu de 39. Pour la « viande, la situation est la même : les importations d'ani- « maux vivants ont passé pour les bêtes à cornes de « 248.000 têtes en 1871 à 495.000 en 1902. A ces impor- « tations, il faut ajouter celles des viandes conservées, qui « se sont élevées de 2 millions et demi de quintaux en « 1871, à 20 millions de quintaux en 1902 » (2).

La guerre 1914-1918, en raison de son importance a bouleversé encore plus profondément l'économie du monde. Par son caractère de guerre mondiale, par sa durée, elle a provoqué une crise plus générale et plus longue : le mal est plus profond et le monde entier est en état de déséquilibre.

L'exemple de l'Angleterre qui souffre tant aujourd'hui de son évolution industrielle reste une menace. Elle voudrait voir ses chômeurs chercher du travail dans les campagnes délaissées : en vain. L'évolution est achevée. Les nations de l'Europe s'efforcent d'atténuer les effets de la crise : elles mettent en œuvre tous les moyens qu'offre la technique économique : elles consentent des sacrifices importants pour défendre leur agriculture. La bataille économique est plus terrible que celle du passé.

Toutes les nations courent le risque d'en être les victimes. Toutes s'efforcent de sauver leur agriculture, de

1. *La crise agricole en France et en Angleterre*, par E. Risler. *Revue des Deux Mondes*, 12 février 1885.

2. J. Méline, *Le retour à la terre*.

lui assurer des conditions économiques qui lui permettent de durer. Il ne s'agit pas de prospérer ; il s'agit simplement de vivre.



L'intérêt que présente la crise est évident tant par ses effets que par les réactions qu'elle a provoquées. L'influence de la crise économique sur le paysan est déjà immense. On a souvent affirmé que l'exploitation paysanne résiste mieux aux crises économiques que la grande exploitation capitaliste et que dans un pays comme la France où 97 % des exploitations sont petites ou moyennes, la crise économique est à peu près sans effet nocif. Contre cette assertion se sont élevées des autorités en matière agricole. Dans la *Revue Internationale d'Agriculture* on trouve d'une part un article de M. le professeur Dr Münzinger pour l'Allemagne, d'autre part un article de M. Augé-Laribé pour la France, qui s'élèvent contre cette assertion et prouvent que l'exploitation paysanne souffre de la crise (1).

Le paysan, dit-on, travaille pour lui-même, pour les besoins de sa famille et non pour le marché ; il cultive lui-même et avec l'aide des siens et il n'est pas atteint par la hausse des salaires ; il achète peu d'outils, les répare lui-même, il emploie comme engrais le fumier des fermes. Dès lors que lui importe la crise de vente des produits agricoles ; il souffre tout au plus des mauvaises récoltes et la crise agricole n'amène pas l'inclémence des saisons.

Ce portrait du paysan était peut-être vrai en partie il y a quelque vingt ans ; il ne l'est plus (2). Les paysans subis-

1. Voir dans *Revue Internationale d'agriculture*, n° du mois d'octobre 1930, l'article du professeur Münzinger intitulé : *La crise agricole et ses effets sur la classe paysanne* ; la même *Revue*, n° de juin 1931, publie sous la signature de M. Augé-Laribé un article intitulé : *La crise agricole et ses effets sur la classe paysanne en France*.

2. Consulter sur cette évolution un article de M. Paul Doin dans *Réforme sociale*, juillet-août 1920, intitulé : *La vie chère et ses répercussions dans l'ordre agraire*.

sent les modifications économiques et techniques survenues dans l'agriculture au début du **xx**^e siècle. Actuellement le paysan achète et vend : l'économie agricole repose sur l'échange. Il a besoin de faire beaucoup d'argent, car il a incomparablement plus de dépenses à engager qu'autrefois. Il ne peut plus faire son outillage devenu trop compliqué : il emploie largement les engrais chimiques : c'est la condition de la productivité. Il ne peut plus même réparer son outillage ; il doit s'adresser à des spécialistes. Il a besoin de vendre et la baisse des prix de vente, le renchérissement des objets qu'il utilise l'atteignent profondément.

Il est atteint dans ses forces vives. Obligé de se restreindre, de comprimer ses besoins, il voit ses enfants désertier la culture et l'abandonner (1). C'est qu'il y a une disproportion trop grande entre les rémunérations du travail paysan et celle du travail industriel. Tous les avantages, qu'il apprécie vivement, d'une vie indépendante libre, sont compensés et au delà par la vie pénible et de restrictions à laquelle il est acculé : alors il préfère une carrière qui lui offre une rémunération meilleure pour une journée de travail plus courte. Il le regrettera peut-être un jour, mais l'amour-propre aidant, il ne l'avouera pas et il ira grossir le nombre des mécontents, des aigris, déjà trop important dans notre société qui en est menacée.

Celui qui reste au pays continue à se restreindre. Il économise : voilà son grand effort. Il économise souvent trop àprement le quelque argent qu'il a pu obtenir en échange de ses produits. Il est à craindre que le paysan s'efforce de répondre aux diminutions de recettes qui sont la conséquence de la crise, par une économie mal comprise : l'instrument de production, terre, outillage, ne sera plus aussi bon qu'il serait souhaitable. Et à ce point de vue toutes les mesures de nature à réduire la dépense, comme les

1. Dans *Revue internationale d'agriculture*, numéro de mars 1929, un article intitulé : *Quelques aspects du problème de l'exode rural*.

ententes internationales pour lui procurer des engrais à un moindre prix sont heureuses.

Mais ce qu'il faudrait surtout, c'est qu'il augmente sa force de résistance, sa puissance d'utilisation de ses maigres ressources par la coopération. A ce point de vue son éducation est insuffisante : habitué à lutter isolément contre les éléments, n'ayant avec ses semblables que des relations rares, son temps est trop précieux et il l'emploie parcimonieusement à produire, il laisse libre cours à ses instincts individualistes qu'il tient de ses ancêtres. A ce point de vue, il est peut-être en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents, particulièrement de ses concurrents des pays neufs.

Même du point de vue politique son isolement lui est préjudiciable. Il ne sait pas exiger de ses élus les mesures de défense de ses intérêts. Dans notre régime de suffrage universel, il devrait par son nombre imposer le régime économique, notamment le régime douanier qui lui est favorable : il ne sait pas.

Il semble néanmoins qu'un revirement se dessine et que les gouvernants aient enfin adopté une politique agricole qui sauvegarde mieux les intérêts de l'agriculture. L'exemple de l'Angleterre nous montre où un pays peut aller quand il abandonne sans défense une branche aussi importante de sa prospérité.

Mais la crise n'est pas terminée : elle commence seulement et elle sera longue. Il n'y aura pas trop de toute la résistance paysanne et de l'aide entière de la nation pour que notre pays en sorte sans être trop bouleversé.

*
* *

Il nous a paru intéressant d'étudier cette crise dont les effets touchent aussi douloureusement une partie importante de la population, la population agricole et dont les conséquences générales risquent de troubler l'équilibre social de notre pays.

D'autre part on peut estimer qu'une première phase de la crise agricole est achevée. Nous avons assisté à la chute des cours ; ils sont momentanément stabilisés. Les causes de la crise subsistent, elle est loin d'être terminée. Mais partout des mesures ont été prises qui ont du moins eu cet effet d'arrêter artificiellement la baisse des prix. Les moyens mis en œuvre sont en action : de plus en plus les pays se sont fermés pour protéger leur agriculture contre les dangers, que leur fait courir la baisse des prix. Dès lors la crise va présenter des manifestations plus spéciales et des réactions propres à chaque pays.

On peut donc étudier cette première phase. C'est ce que nous nous proposons. Notre examen portera d'abord sur les origines de la crise, puis sur son évolution. Née dans les pays exportateurs d'outre mer elle y a provoqué des réactions de la part des gouvernements, réactions de défense contre la baisse des prix qui ont empêché le jeu de la libre concurrence. Elle a ensuite étendu ses effets dans les pays exportateurs de l'Europe qui n'ont pas retrouvé leurs débouchés habituels de l'avant-guerre, et y a provoqué des mesures d'organisation du marché : effets heureux dont la bienfaisance se fera sentir probablement pendant longtemps. Enfin elle s'est étendue aux pays de l'Europe, importateurs de produits agricoles où elle a provoqué une faveur nouvelle pour l'activité agricole. Les gouvernements de ces pays ont dû prendre des mesures de défense contre la concurrence.

Toutes ces réactions diverses présentent le caractère commun d'aboutir, à une lutte économique entre les différents pays, et non à la collaboration que l'on semble désirer sur le plan politique. Le monde souffre actuellement de cette opposition. Dans quel sens se fera l'évolution future ? Laquelle de ces deux tendances l'emportera ? L'année 1932, peut-être, nous l'apprendra.

CHAPITRE PREMIER

La production des produits agricoles, la crise.

I. — La phase de prospérité et de surproduction.

II. — La dépression et la sous-consommation.

La phase de prospérité et la surproduction.

Depuis 1893, la production du blé n'a cessé d'augmenter. Dans le monde elle est évaluée pour cette année à 525 millions de quintaux. En 1909 on inscrit le chiffre de 985 millions de quintaux et en 1913, l'année de la plus forte récolte enregistrée par la statistique, on atteint le chiffre de 1.150 millions de quintaux. En 20 ans la production du blé a doublé.

A cette époque l'Europe est à saturation. La France, l'Italie, l'Espagne ne peuvent plus accroître les surfaces ensemencées. L'Angleterre se désintéresse de l'agriculture : confiante dans sa flotte, fidèle à sa tradition libre-échangiste, elle laisse en friche des terres susceptibles de donner du froment. Ses économistes triomphent : la spécialisation agricole internationale est le secret de la vie à bon marché. En Europe, la Russie et la Roumanie ; en Amérique, les Etats-Unis, le Canada, la République Argentine ; en Asie, les Indes ; en Océanie, l'Australie, sont les fournisseurs de l'Angleterre. Tout semble être parfaitement accordé.

Cependant en 1913, après une longue et sérieuse enquête, Pierre Leroy-Beaulieu fait entendre une note discordante. Dans une série d'articles de l'*Economiste Français*, il conseille à notre pays de ne pas trop dépendre des autres, surtout des Etats-Unis.

Avec la guerre, le ravitaillement en blé devient extrêmement difficile. Le principal rôle est joué par les pays d'outre-mer, de vibrants appels sont adressés de tous côtés, aux paysans français pour les conjurer de rendre la production plus intense. A la démobilisation la mode est aux blés. L'*Annuaire international de législation agricole* est rempli de lois, de décrets, de circulaires destinés à favoriser la culture du blé par tous les moyens dont disposent les Etats.

Le résultat de cette propagande nous est donné par l'Institut International d'Agriculture. Les surfaces cultivées sont de 85.952 millions d'hectares, supérieures de 11 % à celles de 1914. En 1925 cette étendue est encore en progression de 3 %. L'augmentation de production sur 1919 est due à l'Europe revenue aux occupations de la paix. Cependant le vieux continent est loin encore d'avoir atteint le nombre d'hectares semés avant la tourmente. En Russie le régime économique nouveau n'est pas favorable à la production. La politique agraire de la Roumanie et de plusieurs nations agricoles de l'Europe nouvelle, n'a point provoqué de progrès, bien au contraire : la généralisation de la petite culture s'accompagne d'une diminution notable de la qualité et de la quantité de grain ; ces nouveaux propriétaires manquent de connaissances et de moyens techniques et ils travaillent pour vivre, non pour exporter.

Les gros fournisseurs des pays importateurs sont encore les Etats-Unis dont cependant les disponibilités ont fléchi de 1922 à 1925. Dans la République Argentine, en Australie, aux Indes, l'augmentation de la surface cultivée est constante. Mais avec l'extension de la culture à de nouvelles terres, la moyenne des rendements à l'hectare est en décroissance : de 10,4 quintaux métriques à l'hectare entre 1909 et 1913, la production descend en 1924 à 9,7 quintaux. Cependant la récolte de 1924 est

estimée à 830 millions de quintaux, inférieure de 99 millions de quintaux à celle de 1923, qui avait été de 920 millions de quintaux. Ecart de plus de 10 % qui n'a rien d'extraordinaire. Il y a encore beaucoup de blé. Mais y en a-t-il assez pour satisfaire tous les besoins ?

La lecture des études parues à cette époque est inquiétante (1). L'Europe risque-t-elle de manquer de pain ?

C'est qu'en effet la consommation s'est modifiée ; la céréale de la race blanche gagne chaque jour du terrain chez les peuples mangeurs de riz : la Chine et l'Inde. D'après M. René Musset, la consommation est de 979 millions de quintaux et elle croît sans cesse. L'élévation du niveau de vie accroît même en Europe la consommation de blé. L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la Suède, la Roumanie accusent des exigences toujours plus grandes, quoique celles de la France et de l'Angleterre tendent à diminuer avec l'augmentation de consommation en viande et en lait. Il en résulte que les importations dont a besoin l'Europe qui étaient de 74 millions et demi de quintaux en moyenne de 1907 à 1913 s'élèvent en 1921 à 137 millions.

Les pays sur lesquels l'Europe prélève pour satisfaire ses besoins sont les Etats-Unis, le Canada, l'Inde, la République Argentine, l'Australie. Or les ressources exportables de ces divers pays seront-elles toujours suffisantes ? Les Etats-Unis approchent de l'époque où ils consommeront toute leur récolte. Pierre Leroy-Beaulieu l'avait prédit en 1918. M. René Musset, et tous les rapporteurs de la semaine du blé ont insisté sur ce point. L'Inde est toujours exposée à une mauvaise récolte : en 1919 elle a dû interdire toute sortie de blé pendant un an. La même année la récolte compromise par la sécheresse a mis l'Australie en

1. Voir *Le Blé dans le monde*, par René Musset : « Le blé, production, industrie de transformation, commerce », compte rendu de la semaine nationale du blé, et surtout les *Bulletins de statistique agricole* de l'Institut de Rome.

déficit. Restent le Canada et la République Argentine. Est-ce suffisant ?

M. Victor Boret ne le pense pas et à la semaine du blé il demande avec insistance de crier à tous les échos cette vérité : « Le monde ne produit plus assez de blé. Si trois « récoltes déficitaires se succédaient chez les uns ou les « autres des pays exportateurs, le monde pourrait manquer « de pain ». Et M. René Musset tire de son livre cette conclusion : « L'Europe apparaît comme condamnée à la « famine si elle ne réussit pas à étendre ses propres cul- « tures ».

Les faits justifient rapidement ce pessimisme. Du 1^{er} août 1924 au 1^{er} août 1925 les quantités de blé dont on peut disposer sont aux dires des experts de Rome de 213 millions de quintaux ; les besoins s'élèvent à 210 millions de quintaux. Le rapprochement de ces deux chiffres est saisissant. La conclusion qui s'en dégage est double : sans doute les quantités de blé permettront d'attendre la récolte de 1924, mais les stocks seront épuisés complètement. Cet écart trop faible entre les ressources et les besoins cause de graves préoccupations qui se répercutent sur les cours.

La hausse du blé est générale à partir du deuxième trimestre 1925. Pour l'établir, il faut opérer des discriminations et dissociations, calculer les variations du franc sur les diverses places mondiales, tenir compte de la dévalorisation de l'or et ramener tout au franc or. L'Institut international de Rome par son bulletin et ses annuaires facilite la tâche.

Les cours du blé sont au 3 avril 1925 : 26 fr. 33 au Canada, 26,90 aux Etats-Unis, 30,49 aux Indes britanniques, 32 fr. 52 en France. Si nous comparons les prix ainsi ramenés à leur valeur or avec ceux antérieurs à la guerre nous constatons qu'ils sont élevés, mais sans exagération.

En effet de 1845 à 1861 le prix du quintal de blé est en

moyenne de 21 fr. 22, de 1861 à 1875 il varie de 26,64 maximum à 16,41 minimum. En 1876 on note 31 francs, en 1886 20 francs, en 1894 18 francs, en 1898 26 francs, en 1900 20 francs. Enfin en janvier 1914 le blé vaut à Paris 26 francs. En avril 1925, le cours de 32,52 est plus élevé que celui de 26 francs de janvier 1914, mais la différence n'est pas encore tellement grande, elle l'est en tous cas beaucoup moins qu'on ne l'imagine. Il faut également tenir compte du caractère exceptionnellement mauvais de l'année agricole. Telles sont les conclusions auxquelles arrive également M. Augé-Laribé dans son article : *Le blé est-il trop cher ?*

A partir de cette date le blé monte brutalement : nous sommes en pleine phase de prospérité, phase qui dure pour les pays exportateurs depuis la guerre 1914-1918. Vendu en France en 1924 au prix moyen de 108,53 (1), il se vend en 1925 au prix moyen de 131,13 et en 1926 à 187,69. Stimulée par cette élévation de prix la culture s'étend dans les pays exportateurs.

TABLEAU I.

SUPERFICIES CULTIVÉES EN BLÉ EN MILLIONS D'HECTARES (1).

Années	Canada	Etats-Unis	République Argentine	Australie	Inde	France	Russie
1913	4.458	20.308	6.918	2.970	12.170	6.542	
1920	7.378	24.744	7.045	2.598	12.120	6.094	
1921	9.413	25.777	6.076	3.671	10.434	5.382	
1922	9.074	25.219	5.763	6.933	11.415	5.290	
1923	8.857	24.139	6.578	3.951	12.485	5.533	
1924	8.926	21.191	6.952	3.861	12.617	5.512	21.338
1925	8.892	21.147	6.465	4.378	12.858	5.614	24.878
1926	9.265	22.790	7.130	4.128	12.331	5.249	29.906
1927	9.089	23.789	7.669	4.729	12.668	5.287	31.955
1928	9.761	23.582	8.173	4.969	13.028	5.243	29.089
1929	10.220	24.873	8.126	5.735	12.939	5.160	30.644
1930	10.075	23.938	6.436	6.042	12.686	5.346	23.832

1. Statistique du ministère de l'Agriculture.

TABLEAU II.

PRODUCTION DE BLÉ EN MILLIONS DE QUINTAUX.

(Statistique de l'Institut International d'Agriculture de Rome).

Années	Canada	Etats-Unis	Républ. Argentine	Australie	Inde	Totaux de pays exp.	France	Russie
1913	63,1	207,8	51	25	100,2	447,1	86,9	279,7
1920	71,6	226,7	60,5	12,5	102,8	474,1	64,5	
1921	81,9	221,8	46,2	39,7	68,9	458,5	88	
1922	108,8	236,1	42,2	35,1	99,9	522,1	66,2	
1923	129,1	217	53,5	29,8	101,4	530,8	75	
1924	71,3	234,8	67,4	34,8	98,2	506,5	76,5	128,5
1925	117,9	184,1	52	44	90,1	488,1	89,9	206,1
1926	110,8	226,2	52	31,2	88,4	508,6	63,1	248,7
1927	130,5	239,1	62,6	43,8	91,2	567,2	75,1	211,2
1928	154,2	249	76,8	32,2	79,2	591,4	76,6	215,9
1929	82,8	220,2	83,6	43,4	87,3	517,3	87,1	201,1
1930	107,7	239,6	44,2	34,2	105,2	523,1	62,9	

TABLEAU III (1).

STOCKS VISIBLES DE BLÉ DANS LE MONDE EN MILLIONS DE BOISSEAUX A LA DATE DU

	1 ^{er} janvier	1 ^{er} février	1 ^{er} mars	1 ^{er} septembre	1 ^{er} décembre
1925				133	257
1926	323	314	311	182	300
1927	378	380	374	205	346
1928	400	422	407	233	459
1929	565	553	526	435	553
1930	583	577	550	469	541
1931		601	630		
Accroissement					
moyen annuel...	65	57	63	67	57

1. Ces évaluations ne doivent être acceptées qu'avec beaucoup de réserves. On ne doit leur accorder de signification que comme évolution du stock d'une année en année. Chaque colonne verticale doit donc être considérée, séparée des colonnes voisines : elles proviennent d'experts différents.

Les diminutions subies par les emblavures à la suite de la crise de 1922-1923, dans les pays dont les agricultures ont souffert sont complètement compensées dès 1926. Aux Etats-Unis la récolte a été mauvaise en 1925 (voir Tableau II). Aussi malgré l'accroissement des ensemencements, la période de prospérité et de hausse des prix se continue. En Europe, par contre la récolte est belle. En 1925 la production en France atteint le chiffre rond de 89.900.000 quintaux, le plus haut qui ait été obtenu depuis la guerre.

En 1925 les cours maxima sont atteints. C'est qu'en effet apparaît alors la présence d'un stock d'excédents qui dès lors se reportera d'année en année. Sur ce point il n'existe pas de statistiques officielles. Les diverses évaluations que l'on puisse avoir, proviennent des organes du commerce (notamment l'expert Broomhall et le *Corn Trade news* de Liverpool) qui font leurs évaluations à des époques différentes de l'année (consulter sur ce point le tableau III).

Il résulte de ces évaluations que l'accroissement moyen annuel des stock est compté suivant les experts de 57 à 67 millions de boisseaux. Cet accroissement représente de 21 à 25 % du stock moyen devant exister en année normale. Dès lors on s'explique qu'un stock croissant avec une telle rapidité, en une denrée dont le besoin n'est pas extensible et dont par conséquent la demande ne croît qu'autant que se multiplient les consommateurs ait pesé lourdement sur le marché.

Et nous arrivons ainsi à la phase de dépression (1) : les

1. Nous faisons débiter la crise au moment où se termine l'ascension des prix suivant la formule de Juglar. Nous ne méconnaissons pas que les Etats-Unis ont pu, par la réduction du coût, par l'accroissement de la production, trouver les moyens de maintenir une activité économique considérable laissant des profits appréciables. On a même prétendu et à raison, nous semble-t-il, que ce niveau relativement élevé des prix et des profits a poussé à la surproduction encore pendant la période de crise. Ceci constitue un des caractères particuliers les plus frappants de la crise mondiale actuelle.

cours les plus hauts ont été atteints, la baisse commence ; lente d'abord, elle ira s'accroissant. Mais la situation du marché seul du blé ne suffit pas à expliquer comment ait pu en résulter une crise mondiale agricole. Il nous faut avant de suivre la dépression, examiner la situation du marché d'autres produits agricoles : voyons ce qu'il en est pour le sucre.

*
* * *

Le sucre est avec le café, la denrée agricole qui a enregistré les plus grandes fluctuations de prix, mais tandis que le café n'a dans l'économie mondiale qu'un rôle modeste, le sucre y occupe une place importante. La plupart des pays tropicaux s'adonnent à la culture de la canne à sucre, et leur équilibre économique dépend dans une large mesure de la vente plus ou moins rémunératrice du sucre. Dans les pays tempérés de l'Europe, la culture de la betterave à sucre est complémentaire de celle du blé ; il en résulte que l'écoulement plus ou moins facile du sucre a des répercussions sur l'économie de ces pays, répercussions moins profondes que dans les pays tropicaux, où le sucre constitue le produit unique de l'activité agricole ; elles ne contribuent pas moins à créer un profond malaise dans l'économie des pays d'Europe. Donc pour le sucre comme pour le blé, la concurrence des pays d'outre mer est très vive sur le continent européen ; d'autre part pour le sucre comme pour le blé, pour des causes assez semblables, nous assistons à un développement parallèle, de la culture, des stocks et de la chute des prix.

Pendant la guerre les principaux pays producteurs de betteraves à sucre, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie, la France avaient considérablement réduit leurs cultures, d'où raréfaction du sucre sur le marché mondial et une forte hausse des prix.

Stimulés par cette hausse, les producteurs de canne à

sucré, à l'écart du conflit mondial, ont fortement étendu leurs plantations. Des progrès nouveaux étaient opérés chaque année sans que cependant soit comblée la déficience à peu près complète de la production européenne. La production est restée sans cesse au-dessous de celle d'avant-guerre. En 1918-1919 elle est de 15.797.000 tonnes au lieu de 18.187.000 tonnes en 1912-1913 et 18.788.000 tonnes en 1913-1914.

Avec le retour à la paix, les pays producteurs de betteraves à sucre reprennent leurs anciennes cultures. La production de sucre dès lors a commencé un mouvement d'augmentation, et ce mouvement s'est manifesté à un moment où la culture de la canne à sucre avait déjà reçu un tel essor que le recul de la culture de la canne à sucre était impossible. Ainsi le développement de la production du sucre de betterave a coïncidé avec un développement parallèle de la production de la canne à sucre, et la quantité de sucre annuellement disponible est devenue d'une importance que l'on n'avait jamais connue. (Voir tableau IV.)

TABLEAU IV
PRODUCTION DE SUCRE EN MILLIERS DE TONNES.

	Sucre de betterave	Sucre de canne	Total
1913-1914.....	8.919	9.869	18.788
1919-1920.....	3.259	12.236	15.495
1920-1921.....	4.687	11.942	16.629
1921-1922.....	4.914	12.767	17.621
1922-1923.....	5.203	13.121	18.234
1923-1924.....	6.015	14.706	20.721
1924-1925.....	8.275	16.052	24.327
1925-1926.....	8.216	16.957	25.173
1926-1927.....	7.658	16.216	23.874
1927-1928.....	8.920	16.716	25.636
1928-1929.....	9.211	17.901	27.112
1929-1930.....	9.230	17.540	27.770
1930-1931.....	11.255		27.492

La production du sucre de betterave qui avait été au chiffre le plus bas en 1919-1920, 3.259.000 tonnes, se relève rapidement et dès 1927-1928 atteint le chiffre d'avant-guerre, soit 8.920.000 tonnes pour s'avancer ensuite à plus de 9 millions de tonnes en 1928-1929 et 1929-1930. Parallèlement la production du sucre de canne a progressé de 12.236.000 tonnes en 1919-1920 jusqu'à 16.716.000 tonnes en 1927-1928 pour atteindre 17 1/2 et 18 millions de tonnes en 1928-1929 et 1929-1930. La production mondiale qui avant la guerre se tenait au-dessous de 19 millions de tonnes était déjà dépassée en 1923-1924 et n'a cessé de monter pour atteindre en 1929 1930 26.770.000 tonnes.

Les hauts prix de la période de guerre et des premières années de l'après-guerre ont stimulé la production. Dans la réalité la production est restée rémunératrice jusqu'en 1925. La production avait déjà à cette époque fait d'assez importants progrès mais la consommation s'était également développée. Les besoins comprimés pendant la guerre, se sont fortement étendus, après la guerre, en réaction peut-être des privations endurées, mais aussi en raison de l'élévation du niveau de la vie dans toutes les nations civilisées.

Mais la consommation a suivi un mouvement relativement lent : 4 1/2 % d'augmentation moyenne annuelle, elle était de 3 % avant la guerre. Par contre la production à partir de 1925 s'accroît suivant un rythme beaucoup plus rapide : la récolte 1925 a déjà dépassé les besoins de près de 2 millions de tonnes. Et comme pour le blé, les prix baissèrent ; la consommation s'en trouva quelque peu stimulée, mais très insuffisamment et le déséquilibre devint définitif. Et en même temps, les stocks augmentaient (1).

Logiquement les bas prix de vente auraient dû provo-

1. Les stocks visibles tels qu'ils sont établis en fin d'année par le statisticien allemand F. O. Lient sont les suivants : 1926 : 3.640.795 tonnes ; 1927 : 3.849.474 t. ; 1928 : 4.413.185 t. ; 1929 : 4.826.114 t.

quer une réduction de la production qui grâce au développement constant de la consommation, aurait rétabli rapidement l'équilibre du marché. Mais on se heurte à des particularités techniques de cette production. La canne à sucre produit pendant 2 ou 3 ans de suite : à Cuba elle produit même pendant 7 ou 8 ans. La canne ne peut être arrachée qu'après épuisement : la production ne peut donc pas être réduite d'une année à l'autre.

Lorsque la canne est épuisée, le propriétaire n'a pas encore recouvré sa liberté d'action. Dans cette culture en effet, il a engagé de gros frais pour défricher la terre ; souvent il a contracté de lourdes dettes envers les banques. Il lui faudrait pour renoncer à la culture de la canne trouver une culture de substitution : le sol ne s'y prête pas toujours, ni le climat. Il est obligé de persister dans une culture qui n'est plus bénéficiaire mais lui permettra du moins de payer l'intérêt de ses dettes bancaires.

TABLEAU V.

COURS DU SUCRE DE CUBA A NEW-YORK.

(En cents pour une livre anglaise 433 Gr. Paris par quintal.)

Années	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
1923	6,78	3,26		
1924	5,77	2,76		
1925	3,08	1,95		
1926	3,39	2,20		
1927	3,20	2,76	196,07	302,31
1928	2,89	2,13	233,22	305,09
1929	2,26	1,76	222,16	249,25
1930	1,82		188,89	240,63

Le problème est plus simple quand il s'agit de la betterave sucrière. L'exploitant a plus de liberté, mais il doit toutefois faire entrer en ligne de compte l'amélioration que la culture de la betterave procure au sol, en vue des

récoltes postérieures ; et il peut être plus avantageux de produire du sucre à perte que de laisser le sol en jachère.

En outre, il importe de considérer l'effet de la protection douanière. En Europe la culture de la betterave est fortement garantie, et à l'abri des droits de douane, la production nationale arrive à subsister. Avec l'excédent de production, seuls les pays exportateurs souffrent de la mévente, c'est-à-dire en Europe : l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et pour le sucre de canne : Cuba, les Antilles, Pérou, Java et l'Australie. Ainsi grâce aux droits de douane l'exploitation reste rémunératrice, et pratiquement, le problème de la surproduction ne se pose que pour Cuba et Java qui produisent ensemble 8 millions de tonnes de sucre, soit la moitié de la production mondiale de sucre de canne.

Ainsi donc en 1926 et encore plus en 1927 la surproduction a déterminé la chute des cours, tant pour le blé que pour le sucre. Il en est d'ailleurs de même pour le café, le caoutchouc, le coton, toujours pour les mêmes causes : insuffisance des disponibilités due soit à la réduction de la production, soit à l'augmentation de la demande pendant la guerre, qui fait place après la guerre à une tendance au rétablissement de l'équilibre d'avant-guerre, s'opérant toujours dans le sens d'un excédent de la production et de la constitution de stocks toujours de plus en plus importants ; nous sommes en pleine crise de surproduction agricole (1).

II

La dépression et la sous-consommation.

Jusqu'en 1927 la crise se présente comme exclusivement agricole. A l'origine se trouve la surproduction de denrées

1. Voir dans *Revue Universelle*, n° du 1^{er} février 1931 un article sous la signature de M. le D^r A. Legendre, intitulé : *Les causes profondes de la crise économique*.

agricoles qui est générale : elle résulte du trouble apporté dans la production par la guerre mondiale. La paix rétablie, les producteurs d'outre-mer ont méconnu cet événement et ont continué à accroître leur production sans tenir compte de l'activité des anciens belligérants qui revenaient prendre leur place. Dès lors le déséquilibre va évoluer. De l'agriculture, il va s'étendre à l'industrie et à toute l'activité humaine. A la surproduction va s'ajouter l'effet de la sous-consommation pour accentuer encore le déséquilibre. Les lois de l'automatisme de l'adaptation de la production à la consommation sous l'effet de la concurrence semblent mises en défaut.

La production continue à croître. Le cultivateur des pays exportateurs, le cultivateur américain, ne répond pas à la baisse des prix des produits agricoles par la réduction de la production ; la baisse en effet a été modérée d'abord, les cours sont encore rémunérateurs. Et le producteur ne croit pas à la surproduction, il croit au retour à des prix plus normaux, les prix antérieurs lui apparaissant comme des prix de disette et il songe à réduire son prix de revient pour accroître ses bénéfices. Il le réduit par les deux façons qui s'offrent à lui : en réduisant les frais généraux et en augmentant le rendement. Pour cela le moyen le plus efficace c'est de réduire la main-d'œuvre : il la remplace par des machines perfectionnées, il industrialise encore davantage la production agricole, il rationalise l'agriculture. Il réduit la main-d'œuvre, et surtout il étend encore son exploitation.

A cette surproduction effective de certaines denrées agricoles, s'ajoute ce que l'on peut appeler une surproduction « virtuelle » qui résulte d'un outillage qui n'est pas employé à la limite de sa capacité. La production industrielle est beaucoup plus facile à régler que la production agricole. Elle est plus facile à régler parce qu'elle ignore les incertitudes de la culture, parce que souvent le producteur

industriel travaille sur commande ou pour un marché bien connu et parce que souvent aussi, les producteurs industriels moins nombreux peuvent mieux se concerter entre eux. Aussi de ce côté, la crise se manifeste par le chômage, tandis qu'en agriculture, la crise se manifeste par des stocks invendus et la baisse des prix.

Cette tendance à la compression des prix de revient dans l'agriculture a sa répercussion sur la production industrielle. Le cultivateur dont les disponibilités sont diminuées, réduit ses dépenses, et dans un pays où la population agricole est nombreuse, la crise agricole devient rapidement industrielle. C'est ce qui s'est passé aux Etats-Unis. La surproduction industrielle qui par suite des troubles dus à la guerre existait déjà en puissance, s'est trouvée déclenchée par la crise agricole. Et la crise générale a été stimulée par la crise de crédit qui a amené la crise boursière de 1929 à New-York.

Depuis un an la baisse des prix était appréciable mais elle était encore modérée. D'après le Bureau of Labour, l'index des prix supposé égal à 100 en 1926, après avoir fléchi en 1926 au-dessous de 95, était remonté à 100 au milieu de 1928 et était encore à 98 au milieu de 1929. Et c'est surtout par là que la crise actuelle diffère de celle de 1920-1922. La réalisation du stock en 1920 provoqua une chute de prix extrêmement brutale ; le pouvoir d'achat des monnaies fut à peu près doublé et rapidement le stock fut résorbé. De 1926 à 1929, la chute des prix fut modérée : non seulement le stock ne fut pas réduit, mais encore il augmenta.

Il augmenta d'autant plus que parallèlement la consommation intérieure diminua. Le ralentissement industriel, conséquence de la crise agricole et de la crise de crédit, entraîna à son tour une aggravation de la crise agricole par la restriction de la consommation. Tant que le crédit fut assez étendu, le chômage s'était trouvé modéré ; avec

la politique des hauts salaires la capacité d'achat de la classe ouvrière ne fut pas sensiblement diminuée. Mais après le krack boursier de 1929 (1) la situation empira subitement. Malgré l'optimisme de commande, l'optimisme fut atteint.

Dès le krack de la Bourse, le gouvernement s'efforça de masquer la crise en provoquant des manifestations rassurantes : c'était naturel quand il s'agissait d'enrayer la panique, mais présenter la crise comme une sorte d'accident psychologique résultant d'excès spéculatifs à la Bourse conjugués avec de fâcheuses circonstances extérieures, c'est systématiquement tromper (2) sur la situation véritable de l'économie.

On oublie, en induisant en erreur les producteurs, qu'on ne fait qu'aggraver la situation. Emporté par son enthousiasme de producteur le technicien perd assez volontiers de vue les autres aspects du problème, de la satisfaction des besoins humains : rémunération du capital engagé, écoulement des produits. L'erreur économique est grandement cause de la crise actuelle : et il est à noter que la crise se fait le plus durement sentir dans les pays comme les Etats-Unis, où les techniciens ont la plus large influence

Ce déséquilibre entre une production artificiellement soutenue, et une consommation limitée par un pouvoir d'achat diminué est encore accru par une diminution de la consommation extérieure et une augmentation brusque de la production.

La diminution de consommation extérieure résulte sur-

1. « Le ralentissement de l'activité économique a commencé à se dessiner dès le milieu de 1929 alors que le krack boursier ne s'est déchaîné qu'en octobre. Le rôle de la crise boursière n'en est pas moins demeuré des plus importants. Elle a ajouté à l'intensité de la crise économique et elle a fait prendre conscience de cette crise au point que c'est la débâcle boursière à Wall Street qui apparaît comme le point de départ de la crise mondiale ». M. A. Aftalion, *Information*, 24 oct. 1930.

2. Les chiffres officiels indiquant 2 millions 1/2 de chômeurs sont notoirement au-dessous de la vérité, le professeur Douglas en accuse 6 millions.

tout de la disparition à peu près complète du consommateur chinois dont la capacité d'achat a été considérablement réduite par la baisse du métal argent et par les troubles intérieurs provoqués par le communisme, donc indirectement par l'U. R. S. S.

La Russie a joué en outre dans la crise agricole mondiale un rôle de première importance (1). Il résulte de ce fait particulier de la participation toujours plus grande de la Russie aux opérations d'un marché ajusté depuis treize ans à un fonctionnement ne tenant aucun compte de ce pays. Ce n'est qu'en examinant les statistiques de l'exportation que l'on peut se rendre compte du déséquilibre qu'a pu déterminer l'entrée en jeu des exportations russes. Mais il importe de noter au préalable que dans un marché dans un équilibre déjà instable, un petit excédent d'offres réagit sur le facteur prix d'une façon hors de proportion avec les quantités effectivement en jeu et que cela est encore plus vrai lorsqu'on ne sait pas quelles quantités pourront effectivement être jetées sur le marché.

Les importations normales nécessaires à tous les pays qui achètent sur le marché mondial des céréales destinées à leur consommation, s'élèvent approximativement à 800 millions de boisseaux de blé et 170 millions de boisseaux d'autres céréales (seigle et orge notamment).

Or, pour l'année agricole 1928-1929 le marché mondial des céréales s'établit comme suit d'après l'Agricultural year book of 1930, Bureau of economies.

1. Sur le rôle de la Russie dans la crise mondiale de surproduction, ont paru de nombreux articles, les uns défendant la politique des Soviets, d'autres l'accusant de dumping. Voir sur ce sujet dans *La vie économique des Soviets*, 20 janvier 1931 un article de Goïchberg, intitulé : *La situation du marché mondial des céréales et le soi-disant « dumping soviétique »*. Voir également dans *Le monde nouveau*, n° d'octobre 1930, un article de André Pierre intitulé : *Le dumping soviétique*.

BLÉ

Exportations en milliers de bushels.

Roumanie	7.000
Canada.....	422.732
Etats-Unis	163.687
Argentine	215.603
Australie.....	113.285
Indes anglaises	5.678
Hongrie.....	23.658
Yougoslavie	7.919
Total	<u>959.562</u>

Importations en milliers de bushels.

Amérique	57.580
Asie	69.620
Europe industrielle..	506.721
Europe du Sud	99.144
Europe du Nord	40.105
Egypte	12.906
Divers	8.064
Total	<u>780.273</u>

SEIGLE

Exportations en milliers de bushels.

Allemagne	21.316
Etats-Unis	9.400
Argentine	6.804
Canada	5.844
Hongrie.....	4.564
Pologne	2.956
Tchécoslovaquie	2.128
Roumanie	892
Total	<u>53.904</u>

Importations

Finlande	7.116
Allemagne	7.100
Danemark	7.044
Norvège	5.580
Lithuanie	5.472
Suède	4.636
Autriche	4.544
Hollande	3.476
Estonie	2.916
Total	<u>47.884</u>

ORGE

Exportations en milliers de bushels.

Etats-Unis.....	53.572
Canada.....	34.964
Roumanie	16.860
Argentine	8.424
Pologne	7.524
Tunisie	6.768
Algérie	5.256
Tchécoslovaquie....	3.212
Total	<u>136.580</u>

Importations en milliers de bushels.

Allemagne	64.956
Grande-Bretagne ...	27.212
Hollande	15.248
Belgique	13.932
France.....	4.960
Suisse	3.724
Autriche	1.902
Lithuanie	1.656
Total	<u>132.690</u>

Pendant l'année 1928-1929 le mouvement des céréales russes était négligeable, il ne figure pas dans les statistiques officielles.

Au cours de l'année 1930-1931, la situation a changé : les expéditions en provenance des ports russes ont atteint des chiffres élevés, les statistiques du ministère de l'Agriculture américain, les statistiques allemandes sont unanimes pour accuser des expéditions importantes qui sont évaluées entre les limites de 200 millions de boisseaux au minimum et de 250 millions au maximum.

Or, sur ces 200 millions de boisseaux disponibles (à s'en tenir au chiffre le plus bas) environ 65 %, soit 130 millions de boisseaux, se composent de blés de qualité égale à celle des meilleurs blés du Canada : un apport d'une telle importance sur un marché dont la demande s'élève à 800 millions de boisseaux, et est déjà couverte largement par l'offre des autres pays du monde, détermine un déséquilibre définitif. Le supplément des 130 millions de boisseaux russes représente un surcroît d'environ 1/7 par rapport à un marché saturé.

Pour le seigle et l'orge les chiffres sont tout aussi frappants. Le marché dont l'absorption normale est de 170 millions de boisseaux recevra de la Russie environ 70 millions de boisseaux, soit plus de 1/3 de sa consommation normale.

Or, pour l'année prochaine, le plan actuel prévoit encore une augmentation des quantités exportables : les semailles ont dû elles-mêmes être augmentées de 10 à 15 %. Et comme la majeure partie de ce supplément est assurée par les soins des exploitations agricoles de l'Etat, il ne sera pas consacré à améliorer la condition des habitants malheureux de la Russie, mais bien affecté à l'exportation. La surproduction ne sera donc évitée que si la récolte se trouvait compromise par quelque cataclysme (1).

1. La Russie dont les exportations avaient été ralenties, a repris ses expéditions

L'on ne saurait faire retomber sur la seule Russie la responsabilité de cette surproduction qui a ramené le prix mondial du blé de 1 dollar 30 cents (prix avant la crise) à 59 cents (prix en décembre 1931) sur le marché de Chicago. Or ce fléchissement à un niveau inférieur au prix de revient moyen de quelques pays producteurs déterminera vraisemblablement une diminution de la production jusqu'à ce que les prix se stabilisent à un niveau permettant tout au moins au cultivateur de couvrir ses frais. Sous le régime capitaliste cela serait incontestablement vrai, mais il convient de se rappeler qu'avec la production russe, l'on a affaire avec un concurrent pour qui les frais de production capitalistes ne comptent à peu près pas; les frais de premier établissement sont limités au prix des machines; il n'y a ni hypothèques, ni loyers venant à échéance; enfin les salaires de la main-d'œuvre sont réduits aux frais d'habillement et de nourriture d'une population de travailleurs pour qui sont inconnues les menues jouissances de la civilisation que le producteur des Etats-Unis et du Canada a l'habitude de s'offrir.

*
* * *

L'excédent de production des denrées agricoles a coïncidé avec une diminution de la consommation dont il importe de rechercher les causes et de mesurer l'importance.

Parmi les causes qui ont déterminé une diminution de la demande on trouve tout d'abord les causes ordinaires qui font varier en permanence, la demande de quelque produit que ce soit. La demande est excitée par les besoins : les besoins variant font rechercher des produits susceptibles de satisfaire les besoins nouveaux. On pourrait citer de nombreux objets qui, recherchés à une époque ne le

et ses affrètements (décembre 1931). Cependant, les troubles d'Orient pourraient inciter la Russie à conserver son blé en vue d'une intervention éventuelle de sa part dans le conflit.

sont plus à une autre. Mais les produits agricoles destinés à satisfaire des besoins principalement alimentaires, donc assez stables offrent cette particularité d'être toujours à peu près également demandés. Egalement les besoins de denrées alimentaires sont parmi les moins extensibles considérés globalement. Il semble donc que le marché des produits agricoles doive assez peu se modifier.

Cependant pendant la période qui s'est écoulée de 1919 à 1929 diverses causes ont agi pour faire varier la demande des divers produits agricoles. Pendant la période de prospérité apparente qui a précédé 1929, la demande de produits agricoles, semble-t-il, a dû croître dans la mesure où les produits alimentaires peuvent être davantage demandés quand on vit plus largement. Et c'est en effet ce que l'on constate si l'on examine les statistiques de production des aliments d'origine animale. Pour la viande la production en 1927 a augmenté de 5 % sur 1913. En 1929 l'augmentation est de 20 %. Et l'accroissement de population pendant la même période ayant été de 6 % seulement, c'est bien à un accroissement de consommation que l'on assiste.

Cette augmentation a été particulièrement sensible en Europe occidentale. En Angleterre par exemple dont les statistiques sur ce sujet sont les plus dignes de foi, on constate que la consommation annuelle par tête est passée pour le beurre de 10 livres en 1913 à 14 livres 6 en 1928. Pour la viande de bœuf, elle est passée de 22 livres à 33 livres, pour le lard de 13 à 23 livres, pour les œufs de 56 à 69.

Ce mouvement n'est pas spécial à l'Europe. Aux Etats-Unis on constate une augmentation sensible de la consommation des produits alimentaires que l'on peut qualifier de luxe : lait, fruit, légumes. La consommation du café et du sucre a augmenté de 1921 à 1929 de 70 %, celle du cacao a plus que doublé.

Limitées à ces constatations, voilà des observations qui doivent surprendre ; les besoins alimentaires auraient-ils

perdu leur caractère d'extensibilité restreinte. Il n'en est rien ; la ration alimentaire n'a pas augmenté, elle a simplement varié ; à cette augmentation de la consommation des produits alimentaires de luxe, correspond une diminution des produits alimentaires courants, des produits alimentaires à moindre prix de revient, de l'aliment hydrocarboné, des céréales... La consommation de blé a diminué entre 1909-1913 et 1928, 1929 comme il suit :

Moyenne de la consommation de blé	en 1909-1913	en 1928-1929	différence %
	kgr.		
En Royaume-Uni et Irlande....	167	150	10 %
En France	248	198	20 %
En Allemagne	105	90	15 %
Aux Etats-Unis	154	125	19 %

Ainsi donc il ressort des statistiques que la consommation des produits alimentaires s'est modifiée de façon assez importante. Aux aliments hydrocarbonés, aux céréales, on a substitué les aliments plus coûteux, riches en matières albuminoïdes, les aliments d'origine animale. Comment s'explique ce changement dans les habitudes ?

On avait déjà constaté dès avant la guerre 1914-1918, que la consommation du seigle rétrogradait devant celle du blé, et de même que celle du riz faisait une place de plus en plus large chez les peuples orientaux à la consommation de froment. Ce double mouvement dans le sens de l'accroissement du blé s'est continué après la guerre, mais en même temps s'est dessiné le mouvement de substitution des produits albuminoïdes au blé. Ces changements ont la même origine ; le désir d'une alimentation plus recherchée.

Beaucoup de pays après la guerre ont pratiqué l'inflation ; l'illusion de prospérité qui en est résultée a rendu les consommateurs plus exigeants, et les a portés vers les produits de luxe. Cette raison qui vaut pour tous

les produits de luxe, mais surtout pour tous les produits industriels (1) agit surtout à partir de 1925 ; les dommages résultant de la guerre étaient réparés et on eut l'illusion d'une augmentation de revenus.

A cette première explication s'en ajoutent d'autres plus spéciales aux changements dans l'alimentation. Voici d'abord une cause démographique. La population s'est modifiée dans sa constitution. L'accroissement de la population de 6 %, résulte d'une diminution de la mortalité plutôt que d'un accroissement de la natalité. Le nombre des enfants diminue relativement à la population. Les enfants de moins de 15 ans qui représentaient en Allemagne en 1913 34 % de la population, n'en représentent plus que 25 % en 1925. En Angleterre la modification est semblable : la population des « moins de 15 ans » passe de 30 % à 25 %. Et cette modification de la population entraîne une modification de régime alimentaire : la consommation du pain est plus importante dans les familles nombreuses ayant des enfants,

En outre, dans ces familles, généralement la mère de famille reste au foyer, retenue par ses enfants : il en résulte la possibilité de préparer une alimentation demandant du temps. Au contraire lorsque la femme travaille, et en ceci l'emploi de la main-d'œuvre féminine a contribué à modifier l'alimentation, elle ne peut consacrer un temps suffisant à la préparation des repas et la consommation est orientée vers les aliments dits de luxe : lait, fruit, viandes grillées, cacao, etc.

1. La consommation des produits industriels a surtout augmenté en quantité, plutôt qu'en variété, mise à part la demande des produits nouveaux jusqu'alors inconnus (T. S. F.).

La consommation des voitures automobiles est passée aux Etats-Unis de 7 millions en 1919 à 21 millions en 1928. Les appareils ménagers sont extrêmement répandus.

Cependant comme déplacement de la demande on peut signaler la consommation étendue de la soie, et celle réduite de la laine et du coton.

Ces diverses raisons ont donc contribué à réduire la consommation du blé dont les effets ont été renforcés par la surproduction concomittante ce qui a déterminé un excédent de la production sur la consommation de cette céréale. C'est l'origine de la crise agricole de surproduction ; elle a provoqué la crise industrielle et le chômage, mais le chômage, la dépression économique sont un élément du retour vers l'équilibre antérieur où la consommation du blé occupait sa place entière.

Le résultat de cet ensemble de causes, fut la chute des prix gagnant de proche en proche les divers produits. Voici quelques-uns des coefficients de baisse qui affectent les plus importants des produits agricoles.

D'après la *Revue Internationale d'Agriculture*, de Rome, le froment Manitoba n° 1 sur le marché de Winnipeg se vend en décembre 1930 à un prix qui accuse par rapport à celui de janvier 1930, une baisse de 57 % et par rapport à celui de l'année commerciale 1927-1928, une baisse de 62 %. C'est la denrée agricole dont les cours ont le plus fléchi. Mais voici le tableau donné par la comparaison des cours à ces 3 époques : (année commerciale 1927-1928, janvier 1930 et décembre 1930) de quelques denrées agricoles (tableau n° VI). De janvier à décembre 1930 les prix de 10 denrées agricoles ont baissé en moyenne de 38,9 % et cette moyenne obtenue sans tenir compte des quantités est notoirement au-dessous de la diminution de la capacité d'achat de l'agriculture.

Déjà si impressionnants, ces chiffres le sont encore davantage, comparés à ceux figurant la réduction des nombres indices des prix de gros : ceux-ci n'ont baissé que de 15 à 20 % dans le cours de 1930 et de 20 à 25 % dans la période s'étendant de 1928 à la fin de 1930.

La valeur d'échange des denrées agricoles a donc fortement diminué, la puissance d'épargne de la masse paysanne et son pouvoir absorbant en produits de toutes

sortes, se trouvent également considérablement réduits.

Sans doute des conditions si défavorables finiront-elles à la longue par restreindre l'excédent de la production, soit par l'élimination des exploitations financièrement les moins solides ; soit par la disparition de certaines cultures dans les pays qui n'auront pas voulu ou pas pu se défendre contre la concurrence d'autres pays mieux organisés et surtout plus persévérants ; soit enfin par une limitation générale de la production, principalement dans les pays gros exportateurs.

TABLEAU VI

DIMINUTION DES PRIX EN DÉCEMBRE 1930 EN %.

Produits	Marchés	Qualités	Par rapport aux prix de	
			Années 1927-28 %	Janvier 1930 %
Blé	Winnipeg	Manitoba n° 1	62	57
Orge	Londres	Danube	61	38
Avoine	Buenos-Ayres	La Plata	72	48
Maïs	Braila	Danube	69	25
Riz	Londres	Birmanie n° 2	40	31
Café	Santos	Santos n° 4	63	41
Cacao	Londres	Acera	50	31
Sucre	New-York	Cuba	48	36
Coton	Liverpool	Broach mg fg	58	43
Caoutchouc	Londres	Crêpe n° 1	58	39
Soit en moyenne :			58,1	38,9

Malgré la limitation de la fabrication des sucres à Cuba, la production américaine est encore égale à 97 % de celle de 1929-1930 et la production mondiale des sucres de canne a dépassé celle de la campagne précédente. Pour le sucre de betterave, la production européenne croît encore en 1930-1931 d'un septième environ.

Par suite de la mévente, les grains ont tenu une plus

large place dans les rations du bétail ; il en résulte ici ou là un accroissement notable de la production du lait et de ses dérivés et certains Etats comme les Etats-Unis, vieux clients, attirés des pays d'élevage (Italie, France) font de moins en moins appel à l'exportation. Là encore la fin de la surproduction ne s'annonce pas.

Mais parmi toutes ces denrées, il n'en est pas qui égale le prestige du blé : il a cours comme valeur d'échange dans la plupart des régions du monde, et pour l'instant il reste encore une monnaie terriblement dépréciée.

Des mouvements de reprise enregistrés pendant le 3^e trimestre 1931 sur les marchés des matières premières et en particulier sur le blé ont éveillé l'attention du monde entier et l'on a, dans certains milieux, cru y voir un des premiers indices d'un revirement des marchés. Mais il semble à s'en rapporter aux statistiques encore incomplètes il est vrai, que la situation en 1931-1932 ne sera pas sensiblement différente de ce qu'elle fut en 1930-1931 (voir tableau VII).

TABLEAU VII

ETAT COMPARATIF DES RÉCOLTES DANS LES PAYS DE L'HÉMISPHERE NORD
EN 1.000 BOISSEaux DE 27 K. 100.

Pays ayant publié des rapports	Moyenne 1909-1914	1928-1929	1929-1930	1930-1931	1931-1932
Etats-Unis.....	690.108	914.167	809.176	863.430	884.286
Canada.....	197.119	566.726	304.720	397.872	271.400
Mexique	11.481	11.031	11.333	11.446	15.778
Total de l'Amérique du Nord.....	898.708	1.492.633	1.125.029	1.272.748	1.171.464
Europe (19 pays) ..	993.065	1.094.735	1.070.398	1.092.434	1.091.640
Afrique du Nord (3).	58.385	70.543	77.600	63.967	71.224
Asie (3)	383.827	330.271	359.547	429.366	385.745
Total des 29 pays de l'hémisphère Nord.	2.335.985	2.988.000	2.632.574	2.858.515	2.720.073

Il semble donc à s'en tenir à ces renseignements, il est vrai très incomplets, que le déficit de la récolte actuelle par rapport à la précédente ne sera pas extrêmement important, ne sera pas suffisant même, compte tenu de la réduction des surfaces emblavées en République Argentine, et du mauvais temps en Australie.

D'ailleurs, les carry overs sont encore très importants et joints à la récolte, il se trouve encore un excédent qui rend absolument inexplicable toute baisse de prix. D'autant que le facteur russe continue à peser sur le marché du blé, peut-être plus qu'il ne conviendrait même, à cause de l'incertitude de toute évaluation.

Néanmoins, la hausse du blé qui a porté le blé sur décembre 1931 à Chicago de 44 cents à près de 70 cents a eu un heureux effet sur les agriculteurs qui ont vu augmenter considérablement la valeur de leur récolte, et sur les banques qui se trouvaient engagées dans l'agriculture.

La culture mécanique a selon l'avis de la « Weath Studies » de la Food Research Institute de l'Université de Harvard réduit les frais de production dans les exploitations de moyenne importance à 60 cents par boisseau en moyenne. Or c'est précisément le prix vers lequel semble tendre le blé aux Etats-Unis et au Canada. L'agriculture pourrait de nouveau être rémunératrice. Mais avec le stock l'incertitude subsiste et l'avenir est loin d'être éclairci (1).

1. On a voulu voir des symptômes du retour de la prospérité dans les faits suivants :

1° On a constaté une reprise vigoureuse d'activité dans plusieurs industries fabriquant des articles de consommation courante et qui avaient été particulièrement affectées par la crise. L'épuisement des stocks, chez les consommateurs et les négociants, précède généralement de peu la fin des crises et les industries qui travaillent pour le consommateur se redressent avant celles des industries qui travaillent à outiller le producteur.

2° Il est intéressant de souligner également que de l'avis des meilleurs observateurs, un effort considérable a été effectué au cours du 2^e semestre 1931 par un grand nombre d'entreprises en vue de s'adapter aux nouvelles conditions d'entreprises. Les prix de revient ont été comprimés dans de nombreux cas, et de nouveau

Le Comité Economique de la S. D. N. résume l'évolution de la crise agricole ainsi qu'il suit :

« Au lendemain de la guerre mondiale, l'agriculture
« avait connu une période de prospérité. Dans la plupart
« des pays elle traversa une crise en 1920 et 1921. Puis une
« réelle amélioration se manifesta en 1924-1925. Enfin
« une dépression marquée atteignit la culture des céréales,
« et à partir de 1928, gagna le monde entier après avoir
« également frappé d'autres branches de la production
« agricole, telles que la laine, le coton, le caoutchouc. Peu
« à peu la situation est devenue nettement défavorable.
« Riche en déceptions de toute nature, l'année 1930 a laissé
« dans la mémoire des agriculteurs le souvenir d'une année
« presque désastreuse. Le marasme de l'agriculture me-
« nace de décourager les campagnes, malgré la fermeté
« traditionnelle des cultivateurs, et aux difficultés maté-
« rielles, s'ajoute une certaine part de trouble moral. Les
« difficultés ont revêtu un caractère général international,
« même si elles présentent des aspects propres à chaque
« Etat. Il ne s'agit pas seulement de mauvaises récoltes
« que provoquent le désordre de la nature et les mal-
« chances atmosphériques : pluies continues ou sèche-
« resses. Le mal est profond, on peut en suivre le déve-
« loppement dans le monde » (1).

des bénéfices ont été réalisés. Dans la mesure où le nombre des entreprises assainies augmentera, la reprise des affaires interviendra progressivement.

Il semble donc qu'on attende le retour à la prospérité agricole par un processus inverse de celui qu'a suivi la crise dans son développement. Ce seraient les entreprises industrielles qui donneraient le signe du retour à l'équilibre, et les entreprises agricoles ne deviendraient rémunératrices qu'après la reprise industrielle.

Tels sont du moins les symptômes que l'on a cru voir apparaître aux Etats-Unis. Il est donc intéressant de détourner de temps à autre les yeux des problèmes et des difficultés inhérentes à l'Europe, pour examiner dans quelles conditions évolue la situation des affaires aux Etats-Unis. D'ailleurs depuis longtemps on avait émis cette loi empirique que la crise ayant commencé par les Etats-Unis, la fin nous en viendra de l'autre côté de l'Atlantique.

1. *La crise agricole*, publication de la S. D. N., Comité économique, vol. 1, n° officiel C. 239. M. 105.1931 II B.

CHAPITRE II

Conséquences de la Crise agricole pour les pays exportateurs d'outre-mer. Les mesures de défense.

- I. — *Conséquences de la crise au Canada et aux États-Unis.*
- II. — *Les moyens de défense mis en œuvre.*

I

Conséquences de la crise au Canada et aux Etats-Unis.

Pendant les trois dernières années, au Canada, la valeur de la récolte agricole a été en régression constante. Cette valeur en réduction peu importante en 1928 a été évaluée à 948 millions de dollars en 1929 ; elle descend en 1930 à 629 millions de dollars, ce qui fait d'une année à l'autre un recul de 30 % du pouvoir d'achat d'une catégorie de producteurs, les producteurs agricoles, qui représentent à eux seuls 40 % de la population active.

Voici d'ailleurs qui montre mieux le rapport qui existe entre la diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs et le prix des denrées agricoles. Ce sont des renseignements relatifs à la seule culture du blé. Ils sont extraits des statistiques publiées par l'Office des statistiques des dominions.

	1928	1929	1930
Surfaces ensemencées...		61.200.000	62.200.000
Rendements moyens en blé par aire (bushels)...	18,6	12,1	16
Prix moyen du blé (cents par bushel)	101	105	44
Valeur estimative de la récolte totale du blé en dollars	463.000.000	320.000.000	175.000.000

Il en ressort que pour une surface cultivée légèrement supérieure en 1930 et pour un rendement moyen supérieur de 33 %, sur ce qu'il avait été en 1929, le pouvoir d'achat correspondant des agriculteurs a été réduit de 320 millions à 175 millions de dollars, soit dans la proportion de 42 %, conséquence de la chute des cours du blé.

Comme conséquence de la crise de surproduction, l'agriculture se trouve dans une situation extrêmement difficile.

Aux Etats-Unis, la valeur totale des récoltes, qui était estimée en 1919 à la somme particulièrement élevée de 16.560 millions de dollars, tombe brusquement en 1921, année de crise mémorable à 7.760 millions de dollars. Mais la crise est de peu de durée. Dès 1922 le chiffre se relève à 9.430 millions de dollars et dans les trois années qui suivent, il oscille entre 10 et 11 milliards de dollars.

Etablissons la comparaison avec la situation actuelle, et prenons pour base les récoltes de maïs, de coton et de blé, qui représentent les plus grosses valeurs aux Etats-Unis (l'ensemble de ces trois produits fournit la moitié de la valeur totale des produits agricoles). Cette valeur totale était en 1926 de 9.266 millions de dollars avec un prix moyen chez le fermier de 64 cents pour le maïs, de 120 cents pour le blé, de 40 cents pour l'avoine, de 11 cents pour le coton. Les prix sur les lieux de production, pour la récolte de 1931, ne dépassent guère 40 cents pour le blé et le maïs, 20 cents pour l'avoine, 8 cents pour le coton. On voit qu'à quantités égales, il y a lieu de déduire environ 40 % pour le maïs, 65 % pour le blé, 50 % pour l'avoine, 25 à 30 % pour le coton. Et si l'on applique les coefficients de baisse des autres produits agricoles on arrive à cette conclusion que la production agricole des Etats-Unis ne doit guère dépasser pour 1930-1931, 5 milliards de dollars, 5 milliards $1/2$ au maximum pour tenir compte des excédents de récolte. C'est un chiffre misé-

nable qui doit fatalement avoir une répercussion grave sur l'économie américaine tout entière, par suite de la diminution considérable du pouvoir d'achat des populations agricoles.

L'américain dans l'expression blé-dollar (un dollar par bushel de blé) considérait comme naturel, comme normal avant la guerre, le prix satisfaisant auquel devait être vendu le blé. Et c'est en effet, entre 100 et 200 dollars que les cours évoluaient jusqu'en 1930 à Chicago. Et l'on comprend que le blé de la « nouvelle récolte » (1930-1931) n'obtenant sur certains marchés de l'intérieur que 25 à 27 cents, le président de l'Association des fermiers ait pu formuler sans hésitation une demande de moratoire en faveur des cultivateurs de l'Oklahoma. Quoiqu'il en soit il est bien évident que la vente du blé à 25 ou 30 cents est une opération lamentable et qui ne couvre pas à beaucoup près, les frais de production, dans le cas même des meilleurs rendements à l'acre.

Telle est la situation dans laquelle se trouvent les producteurs de céréales aux Etats-Unis. Ils y sont arrivés pour avoir oublié qu'il existait avant la guerre une Russie qui se classait parmi les plus grands exportateurs du monde et qui, le temps aidant, pourrait essayer de reprendre sa place au soleil ; ils ont cru, et en cela ils se sont lourdement trompés, que durerait toujours la prospérité inouïe qu'ils avaient connue pendant la guerre et dans les années suivantes, prospérité qui résultait de la rançon des consommateurs, enfin ils ont forgé leur misère actuelle, en continuant malgré les objurgations les plus pressantes, à ensemençer des superficies, notoirement trop élevées.

La leçon est sévère, et pour les agriculteurs et pour les contribuables américains. Elle illustre la notion d'utilité relative que mettait également en évidence d'autres surproductions, celle du café notamment, pour laquelle on

n'a rien trouvé de mieux que la suppression pure et simple de la denrée produite.

Et l'on pourrait constater dans tous les pays exportateurs, une baisse comparable des revenus agricoles. La meilleure preuve en est donnée par la statistique de l'exportation des machines agricoles (1) aux Etats-Unis : pour les six premiers mois de 1931 cette exportation est évaluée à 50 millions de dollars au lieu de 79 millions en 1930, soit une diminution de 36 1/2 %. La crise économique mondiale et le fléchissement des prix des produits agricoles n'ont pas permis aux fermiers étrangers de faire leurs achats habituels. Cela a été surtout le cas des pays essentiellement agricoles, Canada, Australie, Argentine qui étaient les principaux clients. Même les achats effectués par la Russie, très importants pour l'année 1930 et les 2 ou 3 premiers mois de 1931 ont considérablement diminué.

On s'explique dès lors que ces divers pays aient tenté par tous les moyens de conjurer les effets désastreux de la crise. Les moyens mis en œuvre sont divers suivant les pays et ont évolué avec la nécessité du moment.

II

Les moyens de défense mis en œuvre.

Au premier rang des mesures adoptées par les Etats-Unis (2) pour protéger leur agriculture il convient de placer leur protectionnisme « outrancier ».

1. Ces indications sont corroborées par le fléchissement très net de la consommation et de la vente des engrais qui s'est manifesté aux Etats-Unis en 1931. Ces ventes sont en régression moyenne de 25 à 36 % suivant les régions. La Floride a été la moins touchée : les chiffres de 1931 représentent 92 % de ceux de 1929-1930.

2. Voir dans *Revue économique internationale* un article paru dans le numéro de septembre 1927 sous la signature de M. T. de Felcourt, intitulé *La question du blé et la politique extérieure des Etats-Unis*.

Le protectionnisme américain date des origines même de l'Union et il s'est continuellement renforcé par la suite, quelles que fussent les circonstances qui servaient de prétextes. Mais pendant longtemps exportateurs de matières premières et de produits agricoles, les Etats-Unis n'avaient pas besoin de protéger leur agriculture. Déjà en 1922 avec le tarif Fordney ils accordèrent aux produits agricoles une protection que l'American Farm Bureau Federation jugeait illusoire ? Les 125 millions de dollars que représentait alors annuellement la protection en faveur de l'agriculture étaient compensés et bien au-delà par les 428 millions que coûtait aux fermiers le tarif Fordney.

Avec la crise, la situation de l'agriculture américaine devint plus difficile. Aux dernières élections, les démocrates cherchèrent à tirer parti du mécontentement de l'industrie que suscitait l'élévation du coût de la vie et ils inscrivirent à leur programme la diminution des tarifs douaniers exagérément protecteurs, mais le parti démocrate échoua, et le parti républicain une fois au pouvoir tint compte des promesses toutes différentes qu'il avait faites aux agriculteurs et spécialement aux fermiers de l'Ouest et procéda au relèvement des tarifs dans l'intention de conjurer la crise agricole.

Le 17 juin 1930, le Président Hoover apposa sa signature au bas d'un bill dont les buts exposés dans le préambule sont entre autres : « De procurer des ressources, de « réglementer le commerce avec les pays étrangers, d'encourager les industries des Etats-Unis, de protéger la main-d'œuvre américaine (1) ». Selon la commission du tarif douanier des Etats-Unis, cette loi a pour effet d'éle-

1. Extrait de la déclaration du parti républicain : « Le parti républicain estime que le marché intérieur défendu par une politique protectionniste appartient à l'agriculteur américain. Il promet l'appui d'une législation qui donnera ce marché à l'agriculture dans la mesure maximum où celui-ci pourra la satisfaire ».

ver le taux moyen des droits qui frappent les denrées agricoles de 38,10 % à 48,92 %.

Le lien étroit qui existe entre la proposition d'une réforme du tarif douanier d'une part, et la crise agricole de l'autre, est rendu encore plus évident par le fait que le bill sur le tarif douanier fut groupé avec une proposition destinée à la création d'un office fédéral de l'agriculture. Ce fut un des deux travaux législatifs principaux en vue desquels une session spéciale du Congrès fut réunie le 15 avril 1929. D'ailleurs le Président Hoover lui-même parlant des difficultés de l'industrie agricole, déclare que « certaines des « forces qui agissent au détriment de l'agriculture peuvent « être grandement atténuées par un rajustement du tarif « douanier ». Dans son message, le Président écrit encore : « Un tarif effectif sur les produits agricoles qui compense le « coût de production et le standard of living plus élevés « de l'agriculteur américain a un double effet : non seule- « ment ce tarif protège l'agriculture dans notre marché « intérieur, mais encore il l'incite à diversifier ses cul- « tures et à cultiver des produits qui autrement ne pour- « raient pas l'être, ce qui diminue ainsi sa dépendance « vis-à-vis de l'exportation vers les marchés étrangers... « Il semble naturel, par conséquent que l'agriculteur « américain qui a été fortement handicapé dans son marché « extérieur par la concurrence des pays de développement « plus récent, demande que la pénétration étrangère « sur notre marché intérieur soit réglementée en tenant « compte des différences dans nos coûts de produc- « tion (1) ».

Malgré les protestations et les menaces de représailles des pays européens, fut adopté le tarif douanier Hawley Smoot (2) encore plus protecteur que les précédents et que

1. D'après la *Revue internationale d'agriculture*, août 1930, p. 296 et s.

2. Dans le numéro de juin 1929 de la *Revue économique internationale* un article sur la *Revision douanière aux Etats-Unis*.

doivent subir les pays européens divisés en face de l'unité américaine tant que l'Union européenne ne sera pas réalisée.

Il est très curieux qu'aucun argument n'ait eu prise sur cette mystique de la protection dans laquelle se sont jetés les Etats-Unis. Car enfin l'Europe reçoit 42 % des exportations américaines et les produits manufacturés représentent en 1929 d'après les statistiques de la Chamber of Commerce of the United States 49,1 % du total des ventes américaines à l'étranger, ce qui rend les représailles possibles.

Si l'Europe gagnait en cette affaire, d'apprécier la valeur des motifs de coopération économique que les difficultés actuelles font ressortir davantage tout ne serait pas perdu.

D'ailleurs ce mode de protection de l'agriculture exportatrice était sans grande efficacité contre la crise.

Il n'est pas sans intérêt, d'apprécier les raisons par lesquelles l'Amérique justifie son tarif protecteur. Si l'Amérique, affirme-t-on, veut limiter les importations étrangères, c'est pour défendre le standard de vie de ses ouvriers. La capacité de concurrence des pays étrangers est due à l'insuffisance de rémunération et au standard de vie inférieur de leurs propres travailleurs. On laisse entendre aussi que si cette capacité de concurrence était due à un rendement élevé provenant d'une organisation supérieure et qui compense largement les frais d'une main-d'œuvre surpayée, les Etats-Unis ne songeraient pas à se protéger avec autant de rigueur. En somme, on nous reproche un bon marché immoral, comparé au bon marché moral des produits américains.

Cette augmentation est assez adroite et produit un grand effet sur l'opinion : il vaut donc la peine d'en relever les faiblesses. On a déjà remarqué que le standard de vie élevé de l'ouvrier tient en partie à ce qu'une partie des

producteurs américains est réduite à une portion plus congrue de la masse annuelle des revenus nationaux. On pourrait ajouter que l'on confond standard de vie et niveau des prix et qu'il n'est pas certain que le salaire de l'ouvrier européen soit tellement inférieur à celui de l'ouvrier américain et l'argumentation américaine tient peut-être insuffisamment compte de cette différence. Recherche d'ailleurs rendue difficile par la différence des genres de consommation.

L'ouvrier américain consomme davantage d'automobiles que l'européen : c'est peut-être qu'il dispose d'un réseau ferré moins parfait et moins pratique. Il a la disposition d'une salle de bain que n'a pas l'ouvrier français. Mais ce dernier a une alimentation supérieure en qualité à celle de son frère d'Amérique sans compter la boisson qui forme une part importante de son budget, car il n'a pas les mêmes préventions que l'Amérique sèche. Et puis il jouit des avantages de la variété dans la production qui n'existe pas en Europe, seulement pour les objets de grand luxe. Enfin il a dans son emploi une stabilité que ne connaît pas l'ouvrier américain, ce qui accroît singulièrement la valeur de son salaire réel.

En tous cas, la mesure douanière américaine va à l'encontre du but que l'on se propose. L'effet premier du tarif doit être de pousser à la compression des salaires pour augmenter les possibilités d'exportation. Et un deuxième devrait être de pousser les Etats européens à adopter une politique rationnelle par l'abrogation de la clause de la nation la plus favorisée faite logiquement pour jouer entre états s'accordant des avantages mutuels et que l'on accorde sans contre-partie à l'Amérique (1).

1. Voir dans le *Monde nouveau* d'avril 1929 un article intitulé : *la Politique protectionniste des Etats-Unis d'Amérique en face des Etats d'Europe*.

*
* *

Si l'on se reporte à la dernière campagne présidentielle aux Etats-Unis, nous y trouverons encore l'origine d'autres modes de protection de l'agriculture.

Diverses mesures législatives avaient été tentées mais n'avaient pas abouti. Le bill Norbel-Nelson avait en vain essayé de faire admettre l'ouverture de nouveaux crédits à l'Europe pour les achats de céréales. Le bill Mac-Nary, Hangen avait préconisé l'achat par un organisme (doté de 250 millions de dollars) des stocks disponibles. L'excédent des récoltes sur les besoins devait être vendu à l'étranger même au-dessous du prix de revient. Critiqué par le secrétaire du Trésor Mellon parce qu'il profiterait à l'étranger au détriment des Etats-Unis,¹ il fut rejeté. Le bill présenté par M. Fess d'ouvrir des crédits aux fermiers à concurrence de 100 millions de dollars fut également rejeté malgré l'approbation du Président Coolidge. Mais l'intervention de l'Etat sous forme d'aide pécuniaire semblait la solution ayant les faveurs (1).

M. Hoover promit aux masses agricoles du centre et du sud, électeurs sur lesquels comptait son concurrent, le gouverneur Smith, de convoquer une session spéciale du Congrès pour étudier les remèdes à la crise agricole, ce qui lui valut le succès. Il tint promesse et obtint du Congrès la nomination d'une commission spéciale qui entra dans les vues du Président Hoover.

D'autre part la situation de l'agriculture avait également attiré l'attention de la Chambre de commerce des Etats-Unis et de la National Industrial Conference Board qui

1. Sur toutes les mesures envisagées par les E.-U. pour défendre leur agriculture voir un article paru dans la *Revue internationale d'Agriculture*, numéro de janvier 1929. Dans la même *Revue*, numéro de juin 1929, un article intitulé : *Propositions législatives pour l'assistance aux agriculteurs aux Etats-Unis*.

nommèrent pour étudier la question la commission Nagel qui aboutit aux conclusions que préconisait le Président Hoover.

Cette unanimité aboutit à la création du Federal Farm Board (1) avec des attributions de deux sortes. Il centralise et diffuse les renseignements concernant l'agriculture, surveille les conditions de la surproduction, indique les moyens de la prévenir: production et distribution des produits. La seconde de ses attributions est d'un secours plus effectif et plus immédiat pour les agriculteurs. Le Federal Farm Board dispose de crédits lui permettant d'aider les fermiers à s'organiser coopérativement et à régulariser les prix.

Le mouvement coopératif des Farm Board ne fut pas couronné de succès ; des discussions réduisirent à l'impuissance la corporation nationale des fermiers dans son œuvre de rétablissement du marché des blés.

Le gouvernement des Etats-Unis décida de former une compagnie de stabilisation. Cet organisme était autorisé, pour raréfier la marchandise sur le marché à acheter des blés aux producteurs et à opérer au besoin sur les marchés à terme. Environ 69 millions de boisseaux de blé furent achetés ; ils disparurent momentanément du marché. Mais chacun savait que ces stocks existaient dans les magasins et elevators et que tôt ou tard il faudrait bien en disposer.

La compagnie de stabilisation s'était engagée à ne pas écouler son stock avant que la récolte de 1930 ne soit liquidée. Cette mesure devait entraîner une perte importante pour le gouvernement des Etats-Unis. Les stocks en effet payés sur le taux moyen de 1 dollar 18 par boisseau ne pourront plus être vendus qu'à un prix maximum moitié

1. Le Farm Board des E. U. a été constitué en application de la loi du 15 juin 1929.

moindre. En outre de gros frais de magasinage, d'assurance et d'intérêts d'argent grèverent lourdement la marchandise, et allèrent en croissant assez rapidement.

Il en résulta que le report de blés vieux au 1^{er} juillet 1930, s'élevait à 57 millions de quintaux en accroissement de 20 % sur celui existant au 1^{er} juillet 1929 qui était de 49 millions de quintaux contre 23 millions au 1^{er} juillet 1928.

Le mal était trop grave : le remède était insuffisant pour parer à une baisse de 15 % de septembre 1929 à juin 1930, faisant suite à une autre baisse encore plus importante 16 % de juillet 1925 à décembre 1926.

Le secrétaire de l'agriculture, fin juillet 1930 fit savoir aux agriculteurs que les opérations faites pour stabiliser les prix de leurs produits avaient absorbé le double de la part qui leur était destinée, et qu'il était dès lors impossible d'affecter de nouvelles sommes au maintien du prix du blé.



Les menaces de mauvaise récolte dans les Etats du nord-ouest parurent alors devoir rendre inutile l'intervention gouvernementale, mais rapidement la diminution des achats extérieurs raviva les craintes et la crise persista. C'est alors que considérant qu'il avait atteint la limite de son intervention financière le gouvernement américain chercha d'autres solutions et le Président du Federal Farm Board, M. Legge se mit à parcourir les Etats agricoles invitant les fermiers à réduire la superficie des emblavures et à les remplacer par d'autres cultures, celle du lin en particulier ou par des prairies d'élevage.

Cet appel fut mal compris et M. Legge fut assez vivement contredit. Les fermiers objectèrent qu'ils avaient besoin d'un appui immédiat, et que la réduction des emblavures, peut-être efficace pour l'avenir, n'apportait

aucun soulagement à la situation actuelle. D'ailleurs, estimaient-ils, un changement de culture exige un sacrifice qui ne saurait être accompli sans l'aide financière du gouvernement.

Ils demandent en outre des garanties qu'ils ne seront pas seuls à suivre les conseils du gouvernement et que la réduction sera générale. Les Etats du nord déclarent en particulier que spontanément ils ont réduit les surfaces emblavées, et que la surproduction est le fait des Etats du sud-ouest où la propagande officielle devrait s'exercer plus activement.

A cela les agriculteurs du Kansas, de Colorado, du Nebraska et de l'Utah, répondent que s'ils sont grands producteurs de blé, c'est grâce aux perfectionnements qu'ils ont su apporter à leur outillage et à leur méthode, ce qui leur a permis d'atteindre le prix de revient le plus bas des Etats-Unis. Leur sol se prête mal à d'autres cultures et les millions qu'ils ont investis dans leur matériel agricole seraient perdus s'ils abandonnaient la culture du blé.

En outre, ils reprochent au gouvernement son protectionnisme industriel qui favorise les produits manufacturés au détriment des produits agricoles. Le tarif douanier Hawley Smoot leur paraît être la cause de leurs maux à un double titre ; par son influence sur les prix intérieurs et par l'éloignement du blé américain, des acheteurs étrangers. Et le gouverneur du Minnesota répond aux conseils du Federal Farm Board : « l'Europe ne peut pas acheter son blé en Amérique car elle ne peut pas y vendre ses produits industriels ».

La propagande gouvernementale semble donc ne pouvoir atteindre le but qu'elle s'était fixé. Elle aboutit à accentuer l'opposition des milieux agricoles et des milieux industriels, et à renforcer la tendance des agriculteurs américains vers le libre échangeisme ou tout au moins un

abaissement des barrières opposées à l'acheteur européen.

On était accoutumé à considérer que la partie orientale et industrielle des Etats-Unis était celle qui s'intéressait davantage au vieux Continent ; les gens de l'ouest, les Américains *cent pour cent* au contraire affectaient d'ignorer l'Europe. Aujourd'hui ce sont ces derniers qui poussent au rétablissement avec l'ancien continent de relations économiques plus étroites et mieux équilibrées !

L'opposition des fermiers à la réduction des emblavures n'a rien de surprenant. L'approche de la crise de 1929 a été dissimulée par ces deux faits touchant l'un la production, l'autre la consommation. 1° L'excès des profits antérieurs semblait dû surtout à la compression des prix de revient, beaucoup plus qu'à la hausse des prix de vente ; 2° la véritable capacité de la consommation était ignorée des producteurs trompés par l'abus des ventes à crédit (1).

Dès lors par là s'explique que les Etats-Unis se soient laissés guider par la mystique de la surprospérité ; et l'institution du Farm Board en est la manifestation la plus éclatante. L'Etat américain a été conduit à venir au secours de l'agriculture quand celle-ci n'en avait nul besoin, alors que le blé valait 120 cents et le coton 18 cents, et il n'a plus apporté aucune aide aux fermiers quand le blé a coté 45 cents et le coton 6 cents 1/2.

Le bilan de l'opération se chiffre par une perte massive éprouvée par le Farm Board, perte irréparable : par son action intempestive il a stimulé la production du blé dans le monde entier, la Russie soviétique comprise. Quand son action aurait pu être utile, il avait épuisé ses ressources et était réduit à l'impuissance.

1. Voir dans *Revue économique internationale*, de janvier 1928 un article intitulé : *Le crédit à la consommation aux Etats-Unis, ses dangers pour la stabilité des affaires* dans la *Revue d'Economie politique*, numéro de mars-avril 1929, un article de M. R. Nathan intitulé : *Le financement de la consommation ; vente à crédit et finances comparées*.

Au Canada, la lutte pour la défense de l'agriculture du pays incombait du Pool Canadien (1). Ses efforts au début de l'année 1930 pour imposer à l'Europe des prix plus élevés que ne le justifiait la situation statistique, ont incité la minoterie à couvrir ses besoins en blés étrangers dans des pays mieux disposés aux concessions qui s'imposaient, et d'autre part à renvoyer ses achats le plus possible, à vivre au jour le jour. Les stocks visibles ne cessèrent de croître : en 1928-1929 le Pool avait rassemblé 253.102.585 boisseaux de blé, sans compter l'avoine, l'orge, le seigle : au moment de la panique bancaire, il avait 227 millions de boisseaux. Aussi avec la forte récolte de 1930, dans tous les pays exportateurs la lutte contre le fléchissement des prix devint particulièrement pénible.

Le pool canadien continua sa politique d'arrêt des ventes en cas de baisse : cette politique qui avait assez bien réussi pendant les premières années de fonctionnement de cet organisme, devint de plus en plus difficile devant l'augmentation constante de la production mondiale, et de plus en plus onéreuse. Les reports de blé vieux en fin de campagne allaient croissant : de 21 millions de quintaux au 31 juillet 1928, ils étaient passé à 29 millions au 31 juillet 1929 et à 31 millions au 31 juillet 1930 (2).

1. Le Pool est une coopérative de vente qui, née en 1924, groupait en 1930 55 % des producteurs de l'Ouest Canadien. Ceux-ci, au nombre de 140.000, fournissaient environ 52 % de la récolte du Canada. Des 5.481 silos et élevateurs ruraux de l'Ouest, 1.636 appartiennent au Pool qui dispose ainsi d'une capacité d'entreposage de 57.550.500 boisseaux. Le Pool possède en outre la moitié des entrepôts où l'on peut non seulement conserver le blé, mais pratiquer les mélanges correspondant aux différentes qualités légales (ou grades) par lesquelles on désigne les blés canadiens. Le Pool possède en outre 12 élevateurs terminaux qui lui donnent 51,3 % de la capacité d'entreposage des terminaux de Port-Arthur et 45 % de celle des terminaux de Vancouver.

2. Le Pool disposait en temps normal de fonds abondants, constitués par les cotisations de ses membres auxquelles s'ajoutaient les recettes des ventes, diminuées seulement des acomptes versés parcimonieusement aux producteurs qui attendaient parfois plus d'un an pour recevoir le solde du produit de la vente du blé. Avec ses ressources il pratiquait une politique de restriction des offres qui lui réus-

Pour faire face à ses difficultés financières, le Pool Canadien dut contracter de gros emprunts et les critiques contre sa gestion devinrent de plus en plus acerbes. En outre, alors que le Pool Canadien jusqu'à 1929 avait payé à ses membres des prix de base rémunérateurs (1 dollar par boisseau au début de la campagne) il dut pour la campagne 1930-1931 réduire ses avances jusqu'à 50 cents par boisseau. Il en résulta un mécontentement de ses adhérents, qui malgré leurs engagements vendirent une partie de leur récolte au commerce libre, et firent ainsi au pool une concurrence funeste pour les uns et les autres.

De plus en plus gêné dans sa trésorerie, la Coopérative dut pour accroître son crédit, vendre des options sur le marché à terme de Winnipeg, ce qui gêna les opérations de spéculation par lesquels elle avait coutume d'agir sur les cours dans le sens qui lui était favorable.

La tâche que lui imposaient les circonstances était pour le Pool canadien à peu près impossible à remplir. Une si énorme organisation est déjà difficile à conduire dans des périodes économiques normales : malgré toute l'intelligence et l'activité de ses dirigeants, il semble impossible en temps de crise de la conduire judicieusement. Ses opérations ont une répercussion beaucoup plus profonde sur l'économie générale que celles d'un grand nombre de commerçants dont les erreurs individuelles dans leur concours à la répartition se compensent (1).

sit assez bien pendant les années où une récolte abondante au Canada coïncidait avec des récoltes déficitaires dans les autres pays. Avec la surproduction généralisée, les conditions économiques dans lesquelles évoluait le Pool, ne lui permettaient pas d'user de ses procédés habituels.

1. L'immobilisation des céréales entraîna un arrêt dans les transports ferroviaires, fluviaux et maritimes. D'autre part ses élévateurs pleins restaient inactifs ; le pool dut congédier une foule d'employés.

Il provoqua le mécontentement général ; il réveilla la vieille rivalité entre l'Est et l'Ouest, et l'existence même du Pool fut menacée, car « il constitue une coalition qui fonctionne au détriment des citoyens, au détriment des consommateurs du commerce et d'entreprises nationales telles que le port de Montréal et le chemin de fer national du Canada » (*Canada N. Revue*).

*
* *

Outre la tentative sans résultat des Etats-Unis à provoquer par une campagne de propagande la réduction des emblavures, tout ce qui a été tenté dans les pays riches pour venir en aide au cultivateur, se ramène à ces deux opérations : faire des avances au producteur pour lui permettre de ne pas cesser de produire ; diriger l'offre du blé de façon à empêcher que l'excédent de la production ne vienne peser trop lourdement sur le marché et provoquer la chute des cours.

Ce moyen offrait l'inconvénient, étant donné l'ampleur des excédents, d'exiger des sommes telles pour être acceptable par le cultivateur, qu'aucune puissance financière ni publique ni privée ne pouvait le mettre en œuvre efficacement. D'autre part, ce moyen ne s'attaquait pas à la cause du mal ; bien au contraire il gênait l'action du mécanisme d'auto-régulation qui résulte de la libre concurrence. Au lieu de réduire la production afin de la ramener au niveau de la consommation, il soutenait l'excès de production par des moyens artificiels.

Il semble donc qu'il y ait eu erreur de diagnostic sur les causes de la crise. Le remède employé laisse penser que l'on a vu dans la baisse des bourses de valeurs la cause du fléchissement des cours de céréales. Sans doute les pertes subies par les spéculateurs sur les marchés financiers ont pu les décourager de s'intéresser au marché des blés. Mais il est certainement plus exact de prétendre que la baisse des produits agricoles a des causes plus profondes, la surproduction, et plus lointaines, la surproduction est bien antérieure à la chute de la bourse des valeurs, et le remède employé par ces pays ne pouvait qu'être sans efficacité, si même il ne devait encore aggraver le mal.

Le système du stockage des excédents de récolte appa-

raissait donc comme inefficace à conjurer la crise de mévente quand se produisit le fait nouveau de la réapparition sur le marché des céréales de l'Union soviétique et des pays danubiens, qui s'en étaient retirés depuis la guerre.

L'Union soviétique avait déjà fait quelques exportations depuis 1925, mais elles étaient irrégulières et peu importantes, et la période des offres ne s'étendait guère au-delà de deux à trois mois. Grâce à l'emploi étendu de machines agricoles achetées à crédit aux Etats-Unis, et à l'agglomération des fermes petites et moyennes transformées en grande exploitation collective, des résultats inattendus furent obtenus : on annonça en 1930 de source officielle une récolte de céréales en excédent de 164 millions de quintaux sur celle de l'année précédente.

Les provinces danubiennes obtinrent également en 1930 de très bons rendements, les récoltes totales de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Yougoslavie atteignent 95 millions de quintaux, contre 83 millions l'année précédente.

Des expéditions importantes de blé furent faites par la Russie dès le début de la campagne, et l'ont put ainsi mesurer tout de suite l'importance de ce nouveau centre d'exportation. La moyenne des exportations annuelles faites par la Russie de 1909 à 1913 était de 42 millions de quintaux de blé. Le président de l'association des négociants de céréales de Londres, estima le surplus exportable non tout à fait aux chiffres d'avant-guerre, mais comme devant atteindre 30 millions de quintaux en 1930-1931.

La Russie se présentait comme un concurrent particulièrement dangereux. Le commerce extérieur y est en effet monopolisé par l'Etat. Les autorités soviétiques dans leurs ventes à l'extérieur avaient la maîtrise complète de l'offre : ils avaient la possibilité d'accepter les prix qui leur étaient offerts quand ils estimaient opportun de lier leur co-contractant.

D'ailleurs les transactions étaient singulièrement facilitées par les dispositions des contractants. Les acheteurs divers, Royaume-Uni, Italie, Allemagne étaient heureux de recevoir de Russie des blés dont la valeur les garantissait des crédits ouverts dans ce pays que ses institutions mettent en marge de la communauté économique européenne. D'autre part les autorités soviétiques qui avaient acheté des quantités importantes de machines agricoles, et bénéficiaient de l'expérience des techniciens américains, avaient par ce concours heureux augmenté sensiblement leur production et désiraient exporter pour acquitter leurs achats de produits fabriqués en Europe et en Amérique. Il en résulta que les blés soviétiques furent généralement traités à des prix quelque peu supérieurs aux prix des blés roumains ; il en résulta également que : Royaume-Uni, Italie, Allemagne achetèrent des quantités massives de céréales en Union soviétique au détriment des autres provenances.

Dès lors le problème change de nature. Pour les pays exportateurs, il ne s'agit plus de défense des prix des produits agricoles pour les maintenir à un niveau suffisamment rémunérateur, mais bien d'une lutte pour les débouchés, afin de s'assurer l'écoulement des stocks qui existent partout et compromettent l'avenir de l'agriculture. Il s'agit en outre de créer si possible des débouchés nouveaux ou d'augmenter les facultés d'absorption de ceux existant déjà. Et la politique économique des pays d'outre mer, exportateurs de blé, va se heurter à la concurrence des pays européens de blé.

Ils ont rétabli leur agriculture et sont arrivés à leur production d'avant-guerre. La baisse des prix du blé menace leur équilibre économique. Ils sont décidés à la lutte (1).

1. Au début de la 2^e quinzaine d'octobre 1931, on a pu constater une diminution des stocks visibles de blé, identique dans les deux grandes régions de production de l'Amérique du Nord. C'est un phénomène anormal à pareille époque, mais qui s'explique en partie par ce fait que les fermiers ne livrent que des quantités insigni-

fiantes. Ils sont occupés aux travaux des champs, et ils gardent l'espoir de voir reprises ultérieurement, les mesures en faveur du blé dont ils ont bénéficié au début de la campagne.

D'autre part le Farm Board continue à exporter activement en exécution de contrats passés avec de nombreux gouvernements étrangers, à la faveur de crédits accordés d'Etat à Etat.

Néanmoins il y a toujours 350.000 tonnes de plus entreposées que l'année dernière à pareille époque : il est difficile d'en augurer une amélioration de la situation du marché du blé dans le monde.

CHAPITRE III

La crise et les pays exportateurs de blé de l'Europe centrale et orientale.

- I. — *La Yougoslavie et la crise : l'organisation du crédit et de l'exportation.*
- II. — *La Hongrie et la crise : la boletta, prime à la production.*
- III. — *La crise en Bulgarie : l'organisation de l'exportation.*
- IV. — *La crise en Roumanie : le crédit et l'exportation.*

Les pays agricoles exportateurs de blé de l'Europe centrale et orientale, présentent ce caractère commun d'avoir particulièrement souffert de la guerre. Ces pays ont été largement ravagés par la guerre : l'agriculture y a souffert dans son sol ; elle y a souffert par l'absence de la main-d'œuvre appelée aux armées.

Après la guerre la remise en état ne se fit pas sans difficultés : tous ces pays procédèrent à une réforme agraire qui aboutit plus ou moins complètement à l'appropriation de la terre par les producteurs agricoles et à la disparition des grands domaines.

Les résultats de ces profondes transformations furent dès l'abord une diminution de la production. Il y avait tant à faire pour remettre le sol en état. D'autre part, le producteur, le petit producteur n'eut pas d'abord d'excédents à exporter : il consomma sa production.

Mais progressivement la production s'accrut et quand les exportations purent être reprises, on s'aperçut de la désorganisation du marché. En effet cette production accrue coïncida avec la crise des prix, contribua même à la provoquer, ce qui entrava les exportations. Et le problème qui se posa dans ces pays était un problème de recherche de débouchés : il fallait reconquérir le marché envahi par les producteurs d'outre-mer.

Aussi la tâche de ces pays fut de coordonner les efforts des producteurs isolés. Nous allons suivre cette œuvre d'organisation dans quelques-uns de ces pays.

I

**La Yougoslavie et la crise : l'organisation
du crédit et de l'exportation.**

Avant la fin de 1929, l'organisation du commerce du blé avec l'extérieur était peu développée en Yougoslavie (1). L'agriculteur, sans gros capital, était obligé de vendre son blé dès la récolte (2), alors que les prix en raison de l'affluence des offres sont plus bas que la moyenne. D'autre part les maisons d'exportations et les organisations agricoles ne disposaient pas de moyens financiers suffisants et les silos faisaient défaut dans le pays : d'où impossibilité également d'exporter les excédents de récolte. Les maisons étrangères exploitaient cette situation et la concurrence n'était pas suffisante, l'exportation non étendue, le blé était vendu au-dessous du prix du marché international.

La crise agricole mondiale aggrava encore considérablement les conditions de l'agriculture. Aussi le gouvernement intervint pour combattre les plus graves conséquences qui résultaient du manque de crédit à bon marché et à long terme, de l'endettement des agriculteurs (conséquence de la baisse du prix des céréales au-dessous des prix de production), des difficultés de placement de l'excédent des produits sur les marchés étrangers.

Parmi les mesures énergiques adoptées méritent une attention spéciale la fondation de la Banque agricole pri-

1. Sur la *Situation du crédit agricole en Yougoslavie* voir la *Revue internationale d'agriculture*, numéro de septembre 1918.

2. Sur la réforme agraire en Yougoslavie et les problèmes que pose la culture yougoslave voir le livre de M. Ivic intitulé : *Les problèmes agraires en Yougoslavie*. Voir également la thèse de M. Srebreno-Dolinski intitulée : *La réforme agraire en Yougoslavie*, Paris, 1921.

vilégiée (1) qui résolvait la question du crédit et la création de la Société privilégiée pour l'exploitation des produits agricoles avec pour principales tâches la rationalisation de la production et du commerce des produits agricoles et la défense des prix des produits. Cette dernière donne à la défense agricole en Yougoslavie sa physionomie particulière.

La Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles (2) reçoit comme objet de s'occuper du placement direct des produits agricoles dans les pays importateurs ; si les intérêts du pays l'exigent elle peut acheter pour son propre compte, elle peut accorder des crédits sur la marchandise ; elle participe à la construction de silos, magasins généraux et de dépôts, elle encourage la sélection et la standardisation de la production agricole. Enfin elle doit encore dans sa tâche d'organisatrice du marché en Yougoslavie, chercher les débouchés anciens et nouveaux pour susciter la demande, éliminer les intermédiaires en mettant en liaison producteur et consommateur ; collaborer avec le gouvernement dans les traités de commerce, obtenir avec l'accord du gouvernement des réductions des tarifs de transports et des charges fiscales.

Son activité ne porta au début que sur le marché des céréales principales en raison de leur importance spéciale et elle eut à surmonter des obstacles innombrables. Le prix du blé était en baisse importante sur le marché mondial, et la concurrence était très difficile à combattre dans les

1. Dans la *Revue internationale d'agriculture* de juillet 1929, un article sur *La nouvelle banque agricole de Yougoslavie*.

2. Elle a été fondée au capital initial de 30 millions de dinars souscrits en partie par l'Etat et en partie par les coopératives agricoles et les maisons d'exportation. Elle reçut des crédits de la banque agricole privilégiée (200 millions à 4 %) pour construire des silos et magasins généraux. Elle peut également compter en cas de besoin sur le crédit de la Banque hypothécaire de l'Etat et des Caisses postales d'Epargne. Enfin elle peut recourir à des prêts étrangers. Voir dans *Revue internationale d'agriculture* de décembre 1930 un article sur *La Société privilégiée pour l'exportation des produits agricoles en Yougoslavie*.

ports de l'Europe occidentale, concurrence des pays d'outre-mer et de l'U. R. S. S. Son champ d'action se limitait aux marchés de l'Europe centrale d'une capacité d'acquisition limitée.

La Société acheta le blé yougoslave à des prix avantageux pour l'agriculteur, généralement supérieurs à ceux pratiqués sur le marché international, et réussit à vendre son stock de la récolte 1930 à des prix assez favorables. Le gouvernement avait pris sur lui le risque que comportait une telle opération.

La Société réussit à réaliser la stabilité des prix du blé et mérita par ses résultats d'être présentée en exemple à la Conférence de Belgrade; les autres pays agricoles de l'Europe Centrale et Orientale furent invités à créer des instituts d'exportation. L'accord entre les instituts de ces pays rendrait bien plus facile la tâche entreprise isolément par la Yougoslavie et des résultats meilleurs pourraient probablement être obtenus.

II

La Hongrie et la crise : la boletta, prime à la production.

La Hongrie fut une des premières nations d'Europe à entreprendre la protection de son agriculture. Cette intervention s'explique par l'importance de l'agriculture dans ce pays. En outre la crise agricole a eu rapidement une forte répercussion sur les autres branches de la vie économique du pays.

Malgré les achats effectués pour soutenir les prix pratiqués, par l'Etat hongrois et par de nombreuses initiatives de coopération, la baisse a continué sans cesse. Vendeurs et acheteurs se sont tenus sur la réserve et les transactions y

ont été sans animation. En 1930 les difficultés ont encore été accrues sur le marché international par le dumping soviétique. Si bien que les cours, malgré tous les efforts, ont été sans cesse en baissant. Fin septembre 1928, le blé était coté 26 pengoe le quintal, en septembre 1929, 21 pengoe 40 et fin septembre 1930, 15 pengoe 20.

Cependant alors jouait un système de prime à l'exportation, assez curieux. Grâce à l'institution de la boletta, le producteur hongrois reçoit en effet pour son blé un prix un peu supérieur à celui indiqué ci-dessus. Voici en quoi consiste ce système.

Aucun achat de grains ne peut être fait sans que l'acheteur se soit au préalable muni d'un certificat, la boletta, espèce d'acquit à caution en deux parties : un bulletin et une souche. Ces boletta s'achètent dans les mairies, débits de tabacs, bureaux de poste. Le prix fut variable : il était de 3 pengoe pour un achat de un quintal de blé, en fin 1930. La souche constitue un coupon de la valeur d'achat de la boletta; elle est remise au paysan hongrois qui peut avec ce coupon effectuer le paiement de ses impôts, ou le rendre à la mairie qui lui en rembourse la valeur.

Pour les échanges intérieurs, le prix de la boletta est incorporé au prix du blé qui se trouve ainsi vendu à un prix supérieur. Quant aux quantités de blés qui sont exportées, soit en grains, soit en farine, elles donnent lieu à un remboursement par la douane du montant de la boletta contre remise des bulletins.

Ce système a permis d'augmenter le prix du blé sur le marché intérieur, ce qui sert les intérêts du producteur : le producteur hongrois reçoit 3 pengoe en sus du prix du marché. Cependant le prix à l'exportation ne supporte pas cette augmentation, ce qui facilite la concurrence sur le marché international. Ainsi le prix intérieur est augmenté, ce qui favorise la culture sans que l'exportation en soit entravée. Ce procédé est d'autant plus énergique que le

gouvernement peut relever la boletta : un récent décret du gouvernement hongrois a porté le prix du bon de céréales à 10 pengoe par quintal pour la période du 12 juillet 1931 au 30 juin 1932.

En outre le gouvernement négocia avec l'Autriche, la Tchécoslovaquie, des traités commerciaux permettant l'exportation des blés dans ces pays à un tarif réduit. Il aboutit également le 18 juillet 1931 à conclure un traité avec l'Allemagne par lequel, en échange d'abattements consentis sur son propre tarif, elle obtenait un régime de faveur pour l'exportation de son bétail et de son blé.

Mais ces diverses mesures, auxquelles il convient encore d'ajouter l'extension des achats de l'Etat par l'intermédiaire de « Fulina, » coopérative centrale (1) de vente des producteurs, qui offrait aux cultivateurs un prix supérieur à ceux du marché mondial, n'étaient pas suffisantes pour remédier à la ruine de la culture. Non content en outre de stimuler la consommation intérieure par la mise en chantier d'un plan d'outillage national doté de 120 millions de pengoe pour venir en aide aux chômeurs, le gouvernement hongrois vient directement en aide à l'agriculture qui nourrit les 4/5 de la population en décidant que les ruraux seraient pourvus par les soins de l'Etat des produits de première nécessité, tels que le cuir et les étoffes. Ce n'était pas inutile, car la misère de ces populations est pitoyable et l'on pouvait craindre des troubles sociaux (2) (manifestation du 1^{er} septembre 1930).

Toutefois le gouvernement hongrois arrive assez facilement à placer ses excédents de céréales : 100.000 tonnes étaient déjà exportées sur les 600.000 à placer de la récolte

1. Sur « les coopératives agricoles en Hongrie », voir un article de la *Revue internationale d'agriculture*, d'avril 1931.

2. Un article de la *Revue internationale d'agriculture*, numéro de septembre 1931, décrit *L'influence de la crise agricole sur les exploitations paysannes en Hongrie*.

1931. Des marchés étaient en cours d'exécution portant sur 200.000 tonnes (situation à fin 1931). Il reste ainsi à placer jusqu'à la moisson prochaine 300.000 tonnes, soit la moitié seulement de la récolte.

III

La crise en Bulgarie : organisation de l'exportation.

La guerre n'a pas apporté à l'agriculture bulgare de bien grand changement. Cependant depuis la perte de la Dobroudja, la culture des céréales qui constituait alors la principale source de richesse économique du pays, a perdu pour la Bulgarie son ancienne importance.

Dans les premières années après la guerre on peut constater une diminution des superficies cultivées : phénomène temporaire car ces dernières années les emblavures ont dépassé le niveau d'avant-guerre. L'introduction de moyens techniques plus modernes a d'autre part sensiblement accru le rendement moyen par hectare ; néanmoins en raison de l'augmentation de la consommation des céréales par tête d'habitant et de l'accroissement de la population, les quantités disponibles pour l'exportation ne sont pas très importantes.

La production est sous la dépendance des conditions climatiques ; les belles récoltes comme cela fut le cas en 1929-1930, laissent une marge importante pour l'exportation alors que les années mauvaises (1928-1929) obligent à des importations.

La crise agricole a eu de fortes répercussions sur la situation de l'agriculture bulgare dont l'organisation laisse beaucoup à désirer quant à la production et quant à l'exportation : et la période des premières années de l'après-

guerre relativement prospère malgré les charges imposées par les traités de paix, a fait place en 1930 à une profonde dépression économique qui inquiéta les pouvoirs publics.

Dans le deuxième semestre 1930, la baisse des prix des céréales fut causée par l'abondante récolte de 1929-1930, et par le dumping de l'U. R. S. S. Tant pour arrêter la chute des prix que pour décourager les exportateurs, le gouvernement décida d'acheter par l'intermédiaire de la Banque agricole, directement aux producteurs, les céréales nécessaires pour les besoins de l'Administration publique. Dans ce but il créa une « Direction pour l'achat des céréales panifiables et fourragères pour les besoins de l'administration (1) publique et de l'exportation » (loi du 23 décembre 1930). Les achats devaient être faits jusqu'à la nouvelle récolte ; les sommes dues aux agriculteurs sont payées 50 % comptant, le reste en bons spéciaux devant être remboursés jusqu'au 30 septembre 1931 sauf faculté de les proroger si besoin était d'une durée de 4 mois.

Du 15 janvier au 3 mars la direction avait déjà acheté 420.000 quintaux de blé et en avait exporté 80.000, arrêtant ainsi la baisse des prix sur le marché intérieur. Elle continue ses opérations qui portèrent sur 720.000 quintaux dont 372.000 ont été exportés.

D'autre part, au début de 1931 la Bulgarie adopta la création d'un institut pour l'exportation des produits agricoles (1) (18 février 1931) pour répondre au vœu exprimé aux Conférences de pays agricoles de l'Europe Centrale et Orientale. Comme tous les instituts récemment créés dans les pays agricoles de l'Europe, il a pour objet de réorganiser et rationaliser la production agricole et d'intensifier

1. Voir dans *Revue internationale d'agriculture*, numéro d'avril 1931, un article sur *L'institut pour l'exportation des produits agricoles et la direction pour l'achat et l'exportation des céréales panifiables et fourragères en Bulgarie*. La même *Revue*, dans son numéro de février 1927, expose le fonctionnement du *Crédit hypothécaire rural et crédit agricole en Bulgarie*. Enfin dans son numéro de juin 1930, elle expose le fonctionnement de *La banque agricole de Bulgarie*.

l'exportation en vue d'assurer au producteur bulgare un prix rémunérateur. Mais il limita son activité, au moins au début, aux produits agricoles principaux autres que les céréales dont continua de s'occuper la Direction pour l'achat et l'exportation des céréales.

IV

La crise en Roumanie : le crédit et l'exportation.

La crise offre en Roumanie le caractère particulier de frapper une population agricole particulièrement pauvre.

La réforme agraire consécutive à la guerre (1), qui a prévenu l'expansion de la propagande bolcheviste a mis la terre à la disposition des paysans en Roumanie. Les grands domaines ont été expropriés par l'Etat et attribués à ceux qui les cultivaient. Le régime de la petite propriété a été substitué au régime de la grande propriété.

Mais cette évolution nécessaire pour éviter les convulsions sociales a eu aussi des inconvénients. La petite culture n'a obtenu que des résultats inférieurs à la grande culture dans les vastes plaines valaques et moldaves. Manquant de connaissances et de ressources, les paysans n'ont pu recourir à l'emploi des machines et des engrais. Ils ont travaillé suivant les routines ancestrales. Conservant pour eux seuls leurs récoltes, ils se sont contentés souvent, dans leur fatalisme oriental, de produire ce qui était nécessaire à leurs seuls besoins, sans guère se soucier de produire

1. Sur la réforme agraire en Roumanie consulter le livre de M. V. Berbaru, intitulé : *La Réforme agraire en Roumanie*, Paris, 1928. Consulter également sous le même titre un article dans la *Revue internationale d'agriculture*, numéro de mars 1931. Un article de la *Revue économique internationale*, numéro de janvier 1928 est intitulé : *Les conséquences de la réforme agraire en Roumanie*.

plus en vue d'améliorer leurs moyens de production, d'augmenter leurs rendements et finalement de s'enrichir.

Quand sont venus les mauvais jours, ils se trouvaient sans réserves. Les anciens propriétaires auraient pu profiter de cette occasion pour reprendre en partie leurs terres, mais ils étaient eux aussi démunis de ressources. Très incomplètement payés de leurs domaines, ils ne l'ont été en outre qu'en une monnaie avilie par la suite, qui avait perdu son pouvoir d'achat : ils étaient donc réduits à l'impuissance.

D'autre part, les paysans ne pouvaient emprunter, les capitaux étant rares, qu'à des taux fréquents de 18 à 36 %. L'endettement des paysans a donc rapidement grossi. Et le gouvernement roumain depuis longtemps se préoccupait de venir en aide à l'agriculture quand survint la crise agricole.

En Roumanie la situation était particulièrement grave, car dans ce pays sur 18 millions d'habitants, 15 millions sont agriculteurs. Une constatation qui montre bien la gêne dans laquelle pouvaient se trouver ces populations se tire des statistiques. En 1929 la production de blé a été de 13.538.000 tonnes valant 55.698 millions de lei. En 1930 la récolte fut sensiblement égale, 12.028.000 tonnes, dont la valeur totale fut seulement de 23.061 millions de lei, soit inférieure de 32.250 millions de lei. Le prix de vente du décalitre de blé était passé de 100 lei en 1928 à 30 lei en 1931.

Et cette situation déplorable se trouve dans toutes les branches de l'agriculture. Pour le vin, par exemple, les deux dernières récoltes sont respectivement de 80.000 wagons et de 60.000 wagons et cette diminution du 1/4 dans la récolte est renforcée d'une diminution encore plus grande des prix : le vin est passé de 16 à 20 lei à 5 lei seulement. Cependant les dépenses sont les mêmes : les impôts n'ont pas diminué. L'on comprend facilement la situation pénible

dans laquelle pouvait se trouver cette population agricole fortement endettée et à des taux usuraires (1).

Le gouvernement intervint de deux façons : il fournit du crédit et il facilita l'écoulement des produits.

Le 18 mars 1931 il créa le Crédit (2) hypothécaire de Roumanie. Avec l'aide de la Banque de Crédit roumain, l'Etat roumain apportant sa garantie et contribuant pour sa part à la moitié du capital, obtint de différentes banques européennes la souscription de l'autre moitié du crédit hypothécaire de Roumanie. Celui-ci avait pour objet social de prêter sur hypothèques de biens immeubles faisant l'objet d'une exploitation agricole, des sommes remboursables soit à long terme par annuités, soit à court terme avec ou sans amortissement. Il procurait ainsi à ses agriculteurs le crédit dont ils avaient besoin.

Une des principales entraves à l'écoulement des produits des récoltes résultait de l'absence presque complète des routes, ce qui a rendu le transport très onéreux. L'Etat roumain décidait, à la même époque, la construction de 750 km. de routes.

Le gouvernement roumain intervint d'autre part, d'une manière plus directe et plus immédiate en faveur de l'agriculteur en facilitant l'écoulement des excédents de céréales. Pendant les mois de décembre 1930, janvier et février 1931, les exportations furent considérablement réduites. M. Manoïlesco eut l'idée d'instituer une prime de 10.000 lei par wagon pour favoriser l'écoulement du blé.

A vrai dire l'exportation du blé, en dépit de la baisse des prix se fit sur une échelle plus grande qu'on ne s'y

1. Sur « les effets de la crise sur les exploitations paysannes en Roumanie », voir un article de la *Revue internationale d'agriculture*, juillet 1931.

2. Sur la situation de la Roumanie au point de vue du crédit aux paysans consulter le livre de M. D. Juvara, intitulé : *Le problème du crédit agricole en Roumanie*, Paris, 1928.

attendait. La Roumanie avait ainsi dépensé à fin septembre 140,7 millions de lei et envisageait alors pour réduire ses charges d'instaurer le monopole des céréales, car le résultat était encore insuffisant ; et surtout les agriculteurs pressés de réaliser pour payer leurs dettes cherchaient à vendre immédiatement leurs récoltes.

C'est alors que les banques répondant à l'appel de l'Union des chambres d'agriculture discutèrent les meilleurs moyens de vente en commun. Et à cette occasion elles décidèrent d'établir un service de statistique spécial pour indiquer les disponibilités en céréales pour chaque région. Les instituteurs étaient chargés de ce travail. Des publications spéciales devaient indiquer pour chaque région les quantités disponibles. L'Institut d'exportation était chargé d'établir la carte agricole des pays.

Mais l'existence de grosses dettes pèse sur tout développement possible de l'agriculture. Le gouvernement envisage leur allègement en demandant aux créanciers de consentir un sacrifice et à la Banque d'agriculture d'y collaborer par son crédit. C'est ce qui explique le projet récent de règlement des dettes agricoles.

Les dettes sont divisées en trois catégories suivant l'importance des propriétés (moins de 5 hectares, de 5 à 25 hectares, plus de 25 hectares). Les dettes de la première catégorie doivent être payées en 30 ans à 4 1/2 %, l'Institut d'amortissement étant autorisé à acheter les titres de dette de cette nature. Celles de la 2^e catégorie sont ramenées à 7.000 lei par hectare. Pour celles de la 3^e catégorie 60 % des dettes sont admis à conversion.

Les dettes des 2^e et 3^e catégories seront payables à la Banque d'agriculture à 8 % en trente ans. Pour trouver les fonds nécessaires la Banque d'agriculture est autorisée à émettre des bons à 8 % d'intérêt avec garantie de l'Etat et la conversion ne peut être faite qu'avec le consentement du créancier.

Ce projet constitue un effort intéressant du règlement des dettes, mais il reste encore à l'état de projet et la question est extrêmement débattue. Les créanciers consentiront-ils au sacrifice qui leur est demandé ? Et la Banque d'agriculture trouvera-t-elle les fonds qui lui sont nécessaires pour jouer le rôle qui lui incombe (1) ?

*
* *

A en juger par les moyens préconisés par les pays de l'Europe orientale et centrale pour conjurer la crise, la cause principale et celle qui peut être supprimée le plus rapidement serait le débouché insuffisant que leurs céréales trouvent du fait des bouleversements de la guerre dans l'Europe occidentale. L'Europe agricole voudrait que l'Europe industrielle sans renoncer à ses débouchés d'outre-mer dont elle reconnaît l'importance, coopère économiquement plus étroitement avec elle sur la base de l'échange des produits de l'une contre ceux de l'autre. Le livre de M. Fr. Delaisi paru en 1929 sur ce sujet *Les Deux Europes* est très souvent cité par les pays de l'est Européen ; il semble qu'il représente les revendications que ces pays présentent dans les conférences européennes.

Après la guerre en effet il semble à en juger par les statistiques que l'Europe industrielle n'ait pas apporté à l'Europe agricole l'aide habituelle qu'elle lui apportait dans l'équilibre économique d'avant-guerre. Ce déplacement des courants commerciaux est encore une conséquence de la guerre : on continue à vivre comme on a vécu à l'époque où l'Europe agricole n'avait pas encore retrouvé sa productivité.

Les onze pays que M. Delaisi range dans son Europe

1. Selon des données contrôlées au ministère de l'Agriculture en Roumanie, il existait encore (décembre 1931) un stock de 50.000 wagons de blé pour l'exportation.

agricole ont toujours eu un déficit qu'ils ont couvert par l'importation. Si nous étudions comment il a été couvert à deux époques caractéristiques, l'une de la situation d'avant-guerre, l'autre de la situation actuelle, nous arrivons aux résultats suivants :

IMPORTATIONS DE L'EUROPE INDUSTRIELLE

En millions de quintaux.

	Des pays d'outre-mer	De l'Europe agricole	Total
De 1909 à 1913.....	72	61	133
De 1927-1928	162	6	166

Ces chiffres ont leur éloquence. Après la guerre les céréales de l'Europe agricole ont été littéralement chassées de l'Europe industrielle par la concurrence écrasante des céréales d'outre-mer. Le grand reproche que fait par conséquent l'Europe agricole à l'Europe industrielle, et justement, c'est de méconnaître la solidarité européenne en se fournissant dans une trop forte proportion de céréales dans les pays d'outre-mer.

Un autre grief de l'Europe agricole aux nations de l'Europe industrielle c'est leur protectionnisme agricole qui sacrifie trop délibérément les pays producteurs de blé. Ces derniers souhaitent l'abaissement de droits qu'ils estiment excessifs et gênants pour le rétablissement économique et ils appuient leurs souhaits de promesses et de menaces : la promesse du marché qu'ils offrent aux produits industriels, la menace de retourner à l'économie naturelle dont ils sont à peine sortis et de se fermer à l'Europe industrielle.

CHAPITRE IV

Les pays de l'Europe occidentale et la crise agricole.

- I. — *L'agriculture allemande.*
- II. — *L'agriculture anglaise : le protectionnisme.*
- III. — *L'agriculture italienne : la bataille du blé.*

L'Europe occidentale constitue actuellement l'unique zone de la terre qui ne produise pas assez de blé pour se nourrir. C'est la grande région surpeuplée où l'industrie s'est trop développée, qui comprend : la Grande-Bretagne, la France du Nord, la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suisse, la Bohême, et l'Autriche. On peut également y ajouter l'Italie, moins industrielle, mais également surpeuplée.

Ces pays pratiquent la culture ; ils arrivent même, grâce à la culture intensive, aux rendements à l'hectare les plus élevés. Mais leur production est insuffisante pour faire face aux besoins d'une population trop dense. Ils sont arrivés dans leur évolution à former un complexe économique mal équilibré, qui ne peut se suffire à lui-même. Ce déséquilibre est complet pour certains pays : l'Angleterre restera vraisemblablement toujours tributaire de l'étranger pour son alimentation. Chez d'autres au contraire le déséquilibre est peu important ; encore un effort supplémentaire de technique culturale et le déséquilibre pourrait bien se changer en équilibre : tel est le cas de la France, de l'Italie (1).

Mais pour l'instant ces divers pays constituent le grand marché d'importation du blé. Et l'on comprend que, dans une période de crise de surproduction ce marché soit convoité par tous les pays exportateurs. Cette convoitise se manifestera par des baisses de prix des offres dont les

1. Voir « Les marchés du blé » dans les *Grands marchés des matières premières*, par F. Maurette, édition Armand Colin, Paris.

pays importateurs bénéficieront comme consommateurs mais souffriront comme producteurs.

Ils vont être contraints à un effort de défense de leur agriculture, défense qui naturellement se manifestera par des relèvements de droits de douane ; mais qui prendra parfois la forme, devant l'organisation du marché d'exportation, d'une organisation sous l'autorité de l'Etat du marché d'importation.

I

L'agriculture allemande.

L'agriculture allemande a affronté la guerre de 1914-1918 dans des conditions particulièrement difficiles. La dette hypothécaire était évaluée à 13 milliards de marks, soit avec les intérêts, 500 marks par hectare. Pendant la guerre elle dut subir les réquisitions les taxations, le manque de main-d'œuvre, la rareté des engrais. Mais après la guerre, la dépréciation du mark lui permit de se libérer à bon compte d'une importante partie de ses obligations, soit des 13 milliards de marks d'obligations hypothécaires. En même temps elle réalisait des bénéfices imprévus en vendant ses produits à des prix considérablement accrus.

Mais la crise de l'inflation passée, l'agriculture allemande s'est trouvée en face d'une tâche pressante et onéreuse. Tout était à refaire. Bâtiments ruraux, installations, outillages, cheptel durent être reconstitués, et cela à des conditions très dures car le marché de l'argent était exigeant. Dès la fin de 1924 les engagements de la culture se chiffraient par 436.900.000 rentenmarks et en 1928 le total de la dette était évalué à 13 milliards, sensiblement égal à celui de la dette d'avant-guerre. Il y avait cependant dans a situation des différences importantes : le poids de la

dette agricole est alourdi car le taux de l'intérêt est de 8 ou 9 % au lieu de 3 % ; d'autre part la plupart des engagements fonciers sont à brève échéance.

L'Allemagne souffre des inconvénients de l'inflation. Elle ne peut produire qu'à un prix de revient élevé. Et avec son climat hostile et son sol plus aride elle n'a pas l'avantage de l'agriculture française, de pouvoir au même degré diversifier ses cultures. Aussi la culture est ingrate, les récoltes ne sont pas en harmonie avec les besoins d'une population industrielle en majeure partie, et de plus en plus la culture est désertée. La population rurale de l'Allemagne ne cesse de décroître : de 1882 à 1925 la proportion par rapport à la population globale est tombée de 40 à 25 %.

L'insuffisante rémunération des avances et des efforts de la culture allemande est exposée d'une façon probante par le *Bulletin de l'Institut International* de Rome qui donne un rapport sur les résultats comptables des 40.000 exploitations témoins attachées aux offices de comptabilité du Reich. Le rendement brut a été en augmentant. L'augmentation des frais a plus encore augmenté avec la culture intensive. Si bien que tous comptes faits avec la hausse continue du taux de l'argent, le rendement net a toujours été en décroissant et l'agriculture se trouve souvent en déficit.

Ce qui inquiète surtout les agriculteurs, c'est la crise de sous consommation, conséquence du malaise économique, et surtout du changement dans les habitudes de la population. Pour s'adapter à la demande, elle a dû pousser la production du blé ; sans doute elle arrive à des résultats flatteurs de 20 quintaux à l'hectare mais c'est au prix d'efforts extrêmement coûteux. La culture intensive a considérablement accru les frais d'exploitations et encore plus, dans les terres qui auraient à moindre prix donné du seigle. Malgré ses efforts elle se trouve dans l'impossibilité

de faire face à la demande de blé, et elle se trouve avec des excédents de seigle dont la population ne veut plus.

Pour le sucre, l'Allemagne, en 1930 se trouvait avec un excédent disponible pour les exportations de 600.000 tonnes (cote Bodenheimer du 13 sept. 1930). Elle se trouve condamnée à une politique d'exportation. Elle doit ainsi affronter les prix mondiaux dans un marché international qui succombe sous le fardeau de la surproduction et où le nationalisme économique élève des barrières douanières de plus en plus étendues et élevées.

Son cheptel est en voie de relèvement mais c'est au détriment des cultures de céréales et industrielles : pour un pays qui ne se suffit pas, la production de la viande n'est pas avantageuse.

Les mesures de défense de l'Allemagne sont condamnées à être inopérantes. Les mesures de dumping sont coûteuses quand on produit à un prix aussi élevé ; le protectionnisme pour un pays qui ne se suffit pas n'aboutit qu'à élever le prix de la vie et à entraver les exportations de produits fabriqués. Enfin son plan de colonisation s'est révélé bien peu efficace : 52.000 hectares nouveaux ont pu péniblement être mis en valeur.

La situation reste donc encore bien pénible et l'on ne voit pas poindre le moindre indice d'amélioration.

C'est cette situation que constatent les experts du Comité consultatif spécial du plan Young quand ils écrivent dans leur rapport général : « la crise a sérieusement atteint l'agriculture allemande qui occupait en 1925, environ 30 % de la population active de l'Allemagne. Ces agriculteurs ont contracté des dettes à des taux d'intérêt élevés en période de hausse des prix. Il leur est actuellement très difficile, sinon même impossible, de faire des profits suffisants pour s'acquitter des intérêts de ces dettes. Des mesures d'assistance et de relèvement financier ayant

presque le caractère d'un moratoire, ont été nécessaires en vue d'éviter un effondrement général ».

II

L'agriculture anglaise : le protectionnisme.

Depuis longtemps l'Angleterre semble avoir oublié que l'industrie fondamentale d'un pays, fût-il fortement organisé au point de vue industriel, est encore dans son agriculture. La ville vit de la campagne : le déclin de la vie agricole apporte le germe de la décadence d'un pays : « Nous assistons à l'agonie de l'Angleterre parce qu'elle a, « de propos délibéré, sacrifié son agriculture à son commerce ». C'est cette déclaration de M. Herriot que commente en l'approuvant Lord Trule, ancien ministre de l'Agriculture dans la préface qu'il a écrite pour un livre sur la crise de l'agriculture anglaise (1).

Les anglais admettaient déjà depuis longtemps que leur agriculture est bien malade quand depuis deux ans surtout le problème agricole est venu sur le plan des préoccupations publiques essentielles en Angleterre : dès octobre 1928 M. Churchill a appliqué les dispositions du Derating Act qui valent à l'agriculture anglaise des dégrèvements d'impôt. D'autre part si l'on en croit MM. Thomas et Snowden, le gouvernement travailliste préoccupé des intérêts agricoles, n'aurait pas hésité à sacrifier le succès de la conférence impériale (1930) en refusant aux dominions les avantages qu'ils demandaient pour leurs produits.

Mais ces bonnes dispositions des gouvernements successifs de l'Angleterre n'ont pas apporté d'amélioration à la situation de l'agriculture qui continue à se trouver en

1. *The agricultural crisis and the way out*, par Cloudesley Brereton.

grand péril : les pâturages occupent dans de grandes parties du pays les surfaces jadis cultivées, mais que l'on ne travaille plus parce qu'elles ne rapporteraient plus assez ; et devant la politique de « dumping » (1) des céréales pratiquée par les soviets, l'Angleterre reste désarmée et laisse ainsi porter le coup de grâce aux régions où se pratique encore la culture en grand.

C'est précisément d'une de ces régions, le Norfolk, que Cloudesley Brereton expose la situation dans son livre, car cette région il la connaît pour y être propriétaire et s'intéresser activement à ses cultures. Il y montre la détresse de la culture anglaise, l'état du marché du blé et de la viande ; il y dépeint la misère des travailleurs agricoles et le malaise des propriétaires, enfin il expose les remèdes qui lui paraissent s'imposer. Le cultivateur anglais envie à celui de France la sollicitude dont il a toujours été entouré : la politique libérale de libre échange et de non taxation des denrées alimentaires est responsable pour une grande part de la situation critique de l'agriculture.

L'Angleterre souffre en effet du décalage excessif qui existe entre ses prix qui sont élevés et ceux de l'étranger qui sont bas.

Le salaire moyen des ouvriers agricoles est passé de 28 sh. 6 par semaine en 1926 à 30 shillings depuis 1927. Or entre 1926 et 1930 le prix du blé est tombé de 14 sh. 1 à 8 sh. 5 et il a encore sensiblement baissé depuis que la Russie a jeté en 1930 sur le marché britannique 780.000 tonnes de grains. A cela s'ajoute la menace du Farm board des Etats-Unis, du Pool canadien, du marché argentin, si bien comme conclut Brereton : « le libre marché du blé sur lequel a été édifiée toute la théorie des marchés économiques libres a cessé d'exister ».

1. Le mot de dumping est improprement employé pour désigner la politique des ventes de blé des soviets. Il est d'usage courant.

A ce danger, venant de l'extérieur, s'ajoutent encore les agissements des intermédiaires qui tout en maintenant les prix à un niveau élevé dans les villes font subir à l'agriculture des conditions insuffisantes. Ils continuent à coordonner leurs efforts comme ils y avaient été invités dans les temps difficiles de la guerre pour assurer le ravitaillement des pays. Ils développent les rings ou mergen mais maintenant ils s'en servent pour exploiter à la fois producteurs et consommateurs.

Les remèdes proposés par M. Brereton demandent tout à l'activité de l'Etat qui a trop peu fait jusqu'à maintenant : il voudrait que l'Etat porte à l'agriculture un intérêt plus actif par un contrôle plus éclairé et par des subsides ; il demande que soit abandonnée la doctrine surannée du libre-échange ; il voudrait que l'on adopte une politique de représailles douanières à l'égard des pays dont la concurrence sur le marché anglais peut être considérée comme déloyale.

Le gouvernement travailliste n'a rien fait pour s'engager dans cette voie. Il s'est contenté de refuser de sacrifier le cultivateur anglais au planteur du Canada, de l'Australie, de l'Afrique du Sud. Et l'Angleterre reste tributaire de l'étranger pour son alimentation (1).

L'Angleterre est entrée, à la suite de sa crise monétaire, dans une phase d'évolution de sa politique économique. Le vieux principe libre échangiste semble suranné et ne plus correspondre à la situation économique mondiale, mais l'Angleterre aura fort à faire pour ramener une prospérité même relative de son agriculture : le mal est à peu près irréparable.

1. L'Angleterre a importé au cours du mois de septembre 1931 812.000 tonnes de blé. La part fournie par la Russie y apparaît particulièrement importante : elle s'élève à 364.000 tonnes, soit 45 % du total, alors qu'elle n'était que de 113.000 tonnes en septembre 1930 et nulle l'année précédente.

III

L'agriculture italienne : la bataille du blé.

A l'opposé de l'Angleterre dont l'agriculture a périçlité parce que l'Etat s'en est désintéressé, l'Italie offre le spectacle d'un pays dont l'agriculture a été largement améliorée par l'impulsion de l'Etat.

Rome est la capitale du labour et du pâturage. Ses légionnaires ont fait la conquête du monde avec la pioche et la pelle autant qu'avec l'épée et le javelot. Son patriciat était composé de propriétaires fonciers qui entouraient la ville et qui cultivaient leurs champs. La décadence a commencé quand le peuple romain a déserté les campagnes : *latifundia perdidere Italiam*.

D'ailleurs l'Italie manque de ressources naturelles pour devenir une grande nation industrielle, aussi le fascisme comprit tout de suite que l'Italie nouvelle devait comme l'ancienne Rome être paysanne et c'est dans la régénération de la terre qu'il devait chercher le principe de la renaissance.

La tâche était importante, mais les résultats à obtenir ne l'étaient pas moins car les possibilités étaient grandes. Comme tous les pays belligérants, l'Italie se trouvait après la guerre avec une agriculture en recul sensible : il y avait déjà beaucoup à faire à remettre les terres en l'état de productivité d'avant-guerre, mais en outre, l'alma parens frugum de Virgile était devenue à la suite de l'abandon comme une accumulation d'obstacles bien propres à décourager l'homme. D'un côté, c'étaient des marais pestilentiels, de l'autre au sol dur, d'argile desséchée, piétiné depuis des siècles par des troupeaux, imperméable à l'eau comme à la charrue.

Le fascisme s'est d'abord attaqué à la transformation de la terre : il l'a fait en deux étapes (1). En 1913, la loi Serpieri a fixé les conditions du concours de l'Etat et des provinces aux travaux que nécessitent les terres à régénérer. En 1928 la loi Mussolini a coordonné tous les éléments de la « bonification intégrale, » établi le programme d'ensemble des réalisations à entreprendre (programme de 7 milliards en 10 ans) et créé enfin ces organes d'exécution, les consorzi ou syndicats spéciaux d'agriculteurs à qui est dévolue la tâche que les initiatives privées seraient impuissantes à accomplir.

L'œuvre de bonification fut entreprise en même temps dans le Marais Pontin (2) non seulement inculte, mais encore dépeuplé car il était la patrie de la malaria, et dans les terres sèches que l'abandon avait transformées en landes presque trop maigres pour le pâturage. Une première zone soumise à la bonification s'étend sur 48.000 hec-

1. *Les travaux de bonification en Italie* dans *Revue internationale d'agriculture*, octobre 1928 ; *Le développement de la bonification et de la colonisation* dans *l'Agro-Romano*, mars 1929 ; *La bonification intégrale des terres en Italie*, avril 1929 (même *Revue*).

2. A maintes reprises, au cours des siècles, les hommes ont tenté de guérir cette terre malade et de la mettre en état de culture par l'assèchement. La bonification des marais Pontins constitue un drame bi-millénaire. César, Auguste, Trajan, les premiers tentèrent de les arracher à Neptune. Le roi des Goths, Théodoric, leur succéda dans cette entreprise, et le souvenir de son effort est perpétué par une inscription en marbre que détient le palais municipal de Torracine. Les papes à leur tour affrontèrent cette bonification. Sixte-Quint fit creuser un long chenal, véritable fleuve artificiel, qui porte son nom ; il s'écroula. A la fin du XVIII^e siècle, Pie VI ordonna l'excavation d'un nouveau canal le long de la voie Appia : le canal fut creusé, mais on n'obtint pas les résultats espérés. Pendant l'occupation française de Rome, 1809-1814, Napoléon, à son tour, voulut entreprendre cette œuvre jusque-là vouée à des échecs répétés. « L'empereur, écrit M. Madelin dans *La Rome de Napoléon* se sentait fort tenté par l'entreprise précisément parce que de grands souverains y avaient successivement échoué. » Et dans un rapport, le baron Tournon, préfet de Rome, pouvait conclure : « à quelque époque que se termine l'entreprise de dessèchement, l'administration française aura le droit de revendiquer une part dans la gloire assurée au prince qui achèvera cette œuvre ». Les travaux exécutés sous l'égide de la France, gagnèrent à la culture plusieurs contrées.

La tentative du fascisme est plus ambitieuse. Pour la première fois on procède suivant un programme méthodique, tenant compte de toutes les difficultés à surmonter,

tares, le plan tout entier intéresse 307.000 hectares qui doivent être rendus à la culture..

Outre cette conquête de la terre, l'Italie avait entrepris depuis 1925 ce que le Duce dans un discours prononcé le 20 juin à la Chambre des Députés avait appelé la bataille du grain : « J'ouvre aujourd'hui la lutte, et je prends l'engagement de conduire jusqu'au bout la bataille du grain. « Chacun de nous est profondément convaincu de la sainteté de cette nouvelle guerre et de la possibilité d'y vaincre. Vous sentez tous que l'on combat, cette fois, pour la vraie liberté, c'est-à-dire pour délivrer la nation des servitudes économiques qui la lient à l'étranger. » Quelques jours après s'adressant au peuple il dénonçait encore le « pain étranger » et le conviait à la croisade du « grain national ».

C'est que les besoins en blé de l'Italie dépassent sa production. Sa population croît sans cesse, et par suite de ses besoins élevés en blé (elle occupe le deuxième rang par la consommation de pain par tête, après la France) il lui faut déjà 83 millions de quintaux ; la consommation du riz et du maïs diminue de plus en plus. La production par contre n'a été que de 62 millions de quintaux en 1927 ; exceptionnellement de 72 millions en 1929. Si l'on pense d'autre part que l'Italie importe par nécessité beaucoup de charbon, de pétrole, de coton, de bois, on conviendra que c'est avec juste raison qu'elle s'efforce de ne pas ajouter au déficit de sa balance commerciale, en important encore du blé qu'elle peut produire en quantité suffisante.

Le mot d'ordre du Duce provoqua dans tout le pays un élan de travail et d'organisation que soutint, d'ailleurs, l'intervention du gouvernement. Dès le 4 juillet un décret loi instituait un « Comité permanent du grain » qualifié d'Etat-major de l'armée croisée pour la bataille du grain disposant de tous pouvoirs sur les institutions publiques et les associations privées pour assurer la victoire. Deux

seules directives lui étaient données : ne pas augmenter la superficie consacrée à la culture du grain au détriment des autres cultures ; augmenter la production par l'augmentation du rendement moyen à l'hectare en agissant sur les éléments de la production : semences, engrais, procédés de culture, prix de revient et de vente.

L'œuvre du Comité fut particulièrement active et féconde. Si l'on se reporte aux renseignements fournis par l'ouvrage *Bataille du grain*, du ministre de l'Agriculture, et celui publié par le Syndicat national fasciste des techniciens agricoles (*I Progressi della granicoltura italiana*) en quatre ans (de 1925 à 1929) deux cent vingt-deux millions ont été dépensés pour cette campagne, consacrés à la création de champs de démonstration, aux expériences faites par les instituts agraires, à l'entretien et à la création de chaires ambulantes, en distribution de prix au Concours national de la bataille du grain.

Une subvention annuelle fut consacrée aux recherches de graniculture, dont le but tendait à confier à chaque terre la semence la mieux adaptée à la nature du sol et aux conditions climatiques. Dans une brochure : *Quatre ans d'expérience pour la céréaliculture* sont exposés les efforts et résultats théoriques et pratiques obtenus par les Instituts de graniculture créés pour la bataille du blé à Bari, Bologne, Cassin, Florence, Lodi, Messine, Palerme, Pérouse, Pise, Pistoëe, Portici et enfin à Rome (fondé en 1926 pour compléter celui de Rieti).

Sans doute on ne peut attribuer uniquement aux efforts de tous la récolte de 1929 qui a dépassé de 12 millions de quintaux la moyenne de 5 années précédentes. La mauvaise récolte de 1930, fut due aux conditions atmosphériques particulièrement défavorables et ne fut que de 58 millions de quintaux. Quant au résultat de l'année 1931 il vient d'être annoncé au Comité permanent du blé, il est de 67,2 millions de quintaux moissonnés sur une

superficie de 4.881.708 hectares, ce qui correspond à un rendement à l'hectare (1) de 13,7.

A ces résultats on peut ajouter qu'il s'est formé dans le pays une nouvelle « conscience paysanne » éclairée et élargie qui consacre l'incorporation de la science dans la technique agricole, ce qui renferme en puissance des résultats futurs encore supérieurs. D'autre part la population agricole se trouve en état d'offrir une plus grande résistance aux difficultés économiques.

La crise agricole surpasse l'agriculture italienne en plein essor d'amélioration, au moment où les efforts de tous étaient tendus vers la conquête de l'indépendance alimentaire du pays.

L'augmentation de la production est due à l'emploi plus judicieux des machines et des engrais, à l'application de méthodes de culture plus rationnelles, à l'organisation du crédit agricole qui a fourni aux cultivateurs les ressources financières nécessaires. C'est dire que le blé italien coûte cher. En engageant la bataille, le gouvernement fasciste a donc dû promettre aux paysans que le prix de vente du blé serait rémunérateur et les couvrirait des dépenses qu'ils doivent faire pour cette culture intensive.

Quand le prix du blé eut baissé sur le marché mondial, avec la crise, le droit de douane sur les blés étrangers fut peu à peu relevé, afin de maintenir les prix à un niveau suffisamment élevé sur le marché italien. Ce droit qui était de 7,50 livres or par quintal en 1925 a été successivement à 11 livres or en septembre 1928 et à 14 livres or en mai 1929, et le gouvernement peut le modifier selon les fluctuations du marché.

Ainsi le prix du pain sera maintenu à peu près fixe : il ne diminuera pas malgré les facteurs de baisse venant

1. Par le doublement des cultures, des récoltes de 100 à 120 quintaux à l'hectare ont pu être obtenues dans les régions de Pavie, de Novare.

de l'extérieur et de l'augmentation intérieure de la production. Le sacrifice des consommateurs aura du moins cet avantage de favoriser l'économie générale de la nation. Et l'agriculture pourra continuer sa tâche, sûre de ne pas perdre par la mévente du blé, le fruit de son labeur.

En ce seul ajustement des droits de douane consistent les mesures de défense que prendra l'Italie pour lutter contre la crise agricole. Elle est dans une situation où la défense est facile : les mesures intérieures suffisent. Produisant presque suffisamment pour satisfaire ses besoins, les importations soumises aux droits de douane surélevés sont sans importance et tout le sacrifice des consommateurs sert à protéger les producteurs. Et les consommateurs acceptent le sacrifice qui leur est imposé ; un véritable culte national en faveur de l'agriculture est né dans la péninsule italique.

L'Etat fasciste a continué pendant la crise et malgré la crise agricole, sa double politique de mise en valeur des terres incultes et d'encouragement à la culture du blé (1).

La situation des autres pays de l'Europe occidentale, est à peu près identique à quelques variantes près, à celle de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne. En Espagne la question agricole se complique encore d'une question agraire qui se pose à la jeune république.

Partout des mesures de protection sont prises : elles se ramènent toutes à une élévation des barrières douanières, dans tous les pays européens.

1. Au 8^e concours national du blé 1931, 1.500.000 liras, ont été distribuées à 2.000 agriculteurs comme récompenses.

CHAPITRE V

La France et la crise.

- I. — *La situation de l'agriculture française avant la crise.*
- II. — *La crise : la nouvelle politique agricole.*
- III. — *Les mesures de défense de la culture du blé.*
- IV. — *L'élevage et la crise.*

I

La situation de l'agriculture française avant la crise.

La guerre surprit notre agriculture dans l'effort qu'elle faisait pour se transformer. De plus en plus abandonnée par la main-d'œuvre masculine qui la désertait surtout pour les professions libérales et les services publics (1) et pour l'industrie, elle y suppléait par l'emploi plus large de la main-d'œuvre féminine. Elle y suppléait encore et en outre améliorait le rendement des cultures en modifiant ses méthodes de travail : elle emploie plus largement les machines, les engrais chimiques et surtout elle sélectionne d'une façon plus scientifique ses semences (2).

Les résultats obtenus sont satisfaisants. De 1882 à 1913 la culture des céréales réduit ses surfaces ; cependant les récoltes augmentent. La production des céréales passe de 60 millions de quintaux en 1850 à 90 millions en 1903

1. De 1901 à 1911, le nombre total de travailleurs qui sur 1.000 occupent des professions agricoles passe de 453 à 442. Pour les hommes il diminue de 459 à 428. Pour les femmes il augmente de 442 à 466. La perte par 1.000 travailleurs que supporte l'agriculture s'élève à 459-442 : 11 qui sont acquis à concurrence de 2 par les professions industrielles, de 2 pour les professions commerciales et de 7 par les professions libérales et services publics et administratifs. Résultats des recensements de 1901 et 1911 cités par M. Augé Laribé dans *Le Paysan français après la guerre*, p. 25.

2. Les théories de MM. Schribaux, Bretignères, J. Hitier ont pénétré jusque dans nos moindres hameaux. Rien n'est plus faux que de reprocher aux paysans leur esprit de routine.

(moyenne décennale). Néanmoins cela n'a rien de magnifique car la récolte à l'hectare n'est encore que de 13 quintaux 75 pour l'ensemble du pays, et comparée à celle des autres pays elle doit paraître très insuffisante. La France ne vient qu'au onzième rang après le Danemark dont la moyenne est de 30 quintaux, la Grande-Bretagne avec 21 quintaux 8, l'Allemagne avec 20 quintaux 6, le Luxembourg qui produit 14 quintaux 9.

Cela n'empêche que l'agriculture française avant la guerre était tout près d'atteindre le but qu'on lui avait assigné : produire assez pour nourrir le pays. Nous n'étions que pour de faibles quantités tributaires de l'étranger et avec l'appoint de l'Afrique du Nord l'on peut presque estimer que la soudure, généralement, se faisait ou était du moins sur le point de pouvoir être faite sans l'aide des grands pays exportateurs de blé.

M. Augé Laribe dans son livre *Le paysan français après la guerre* résume ainsi la situation dans laquelle se trouvait la France : « Un pays qui ne se suffit pas tout à fait à lui-même, mais qui y parvient à très peu près dans les « bonnes années, qui, renonçant à la lutte avec des « currents redoutés, borne son ambition à se rendre indé-
« pendant du reste du monde, à vivre sur lui-même et à
« produire un peu de tout » ; voilà donc ce que nos agriculteurs avaient fait du sol qui leur est confié.

Cet accroissement de la production des céréales, était accompagné d'un accroissement parallèle de la production de la matière albuminoïde. L'élevage en effet se présente comme devant se substituer à la culture des céréales ; tout accroissement de rendement en céréales s'accompagne de l'abandon des terres les moins aptes à la culture du blé, et leur transformation en prés. La productivité plus grande de la terre de France en blé, contribue donc à accroître la production en viande. D'autre part l'élevage plus intensif du bétail contribue en retour à l'augmentation du rende-

ment des terres cultivées en blé par l'abondance plus grande du fumier de ferme qui complète si heureusement les engrais chimiques.

Mais cette situation d'équilibre technique des diverses cultures aboutit au point de vue économique à des résultats non moins intéressants. L'abandon de la culture du blé, dans les terres les moins aptes, cause la régression de la rente sur toutes les terres.

*
* *
*

Avec la guerre l'équilibre si péniblement poursuivi par l'agriculture française se trouva rapidement perdu par deux ensembles de causes agissant l'une sur la consommation, l'autre sur la production.

La consommation des produits alimentaires fut par le seul fait de la mobilisation en accroissement sensible. La ration alimentaire du soldat, surtout en temps de guerre est plus élevée que celle du simple citoyen. Le surmenage auquel il est soumis, le genre de vie qu'il est obligé de mener accroissent ses besoins. En outre le gaspillage inévitable pendant les mouvements des troupes et les combats, les difficultés que doit vaincre l'administration pour se procurer les ressources et les répartir sont tout autant de causes d'accroissement de la demande totale relativement à la demande utile. Enfin il faut ajouter la demande des troupes alliées qui pour la plus grosse partie de leur alimentation ont été pourvues des denrées nécessaires par les pays d'origine, mais qui ont acheté sur notre sol un complément d'alimentation.

La production par contre a été diminuée et dans des proportions encore plus importantes. Le territoire a été réduit par l'invasion et ainsi ont été perdues les parties les plus fertiles qui donnaient $\frac{1}{5}$ de la production du blé, $\frac{1}{4}$ de la production d'avoine, la moitié des betteraves à

sucre. En outre sur le territoire où la culture pouvait continuer son activité productrice, les moyens étaient considérablement diminués. Le bétail de culture, le cheptel d'élevage étaient décimés. Les agriculteurs capables de porter les armes étaient appelés aux armées et il ne restait plus aux champs que les trop jeunes, et les trop vieux pour aller au combat et les femmes. Tous les moyens employés pour suppléer à ce défaut de main-d'œuvre sont restés très insuffisants, d'où la réduction fatale des terres cultivées et une répartition nouvelle des cultures : les terres à blé ont fait une large place aux cultures fourragères surtout aux prairies naturelles. La vigne n'a pas rétrogradé : elle ne s'y prête que difficilement, mais moins bien soignée, elle a moins produit. Les statistiques accusent ce recul des cultures, elles accusent aussi mais avec une moindre régularité la diminution des récoltes (1).

Ce profond déséquilibre aurait semble-t-il dû amener un renchérissement des produits agricoles, renchérissement qui, étant donné que ces produits satisfont des besoins incompressibles, aurait dû être tel que les cultivateurs doivent y trouver un accroissement de leur bénéfice total. Il n'en fut rien : car le gouvernement adopta une politique agricole profondément injuste pour l'agriculture. Il a protégé le consommateur, en sacrifiant le producteur. Cette politique, il y était condamné par la nécessité : il fallait maintenir le prix du pain à un niveau assez bas, éviter l'affolement qu'aurait provoqué une hausse importante des denrées agricoles. Le paysan dut travailler à perte pendant que partout d'autres réalisaient des bénéfices de guerre.

Le moyen employé dès 1915 est encore admissible : on supprime les droits de douane sur les blés (3 juillet 1915).

1. Sur ces questions voir les statistiques du ministère de l'Agriculture. Elles sont citées dans le livre *Le Paysan français après la guerre*, de M. Auge Laribé.

Mais ce moyen se montra insuffisant assez rapidement : le blé d'importation atteignit des prix élevés, prix qu'imposait le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande. C'est alors, 16 octobre 1915, que le gouvernement donna aux préfets le droit de réquisition pour nourrir la population et fixa le prix du meilleur blé à 30 francs. Mesure injuste celle-là et très maladroite.

A l'automne de 1915 les terres ensemencées sont en diminution : la riposte avait été rapide. Les paysans aigris et découragés, et recherchant leur intérêt, nourrissent leurs animaux avec le froment qui a échappé à la réquisition : on ne saurait leur en faire grief. On a beau dès lors relever les taux de la taxe, elle est toujours en retard sur la hausse des prix : on avait fixé le 13 juillet 1917 le prix de 50 fr. pour les céréales récoltées en 1918 : on croyait rassurer l'agriculture. Le 31 mai 1918 on doit le porter à 75 fr. Pendant ce temps le prix du vin haussait ainsi que celui de la viande : la taxation était une cause de division entre les gens de la culture ; elle allait à l'encontre du but recherché : elle poussait à abandonner la culture du blé pour les cultures plus rémunératrices (1).

Cependant nos agriculteurs réalisèrent de véritables bénéfices pendant la guerre. Ce n'est pas en cultivant du blé : l'ingérence de l'Etat rendit cette culture toujours déficitaire. Mais c'est par l'élevage du bétail. Les viticulteurs ont toujours pu gagner malgré tous leurs frais, surtout s'ils ont su vendre, car les cours ont subi des fluctuations assez imprévues par l'effet de la demande. Mais ce qui par dessus tout a procuré aux agriculteurs les plus beaux bénéfices, ce sont les produits de la ferme : lait, œufs, volailles, légumes, fruits. Les femmes sont restées au travail, l'entretien des terres n'a pas toujours été assuré, mais elles

1. Voir dans *Revue économique internationale* du 25 avril 1924 un article sur *le Malaise agricole en France*. Dans *Revue d'Etudes économiques*, avril-juin 1926 un article intitulé : *L'Agriculture française de 1892 à 1925*.

ont continué leurs soins à l'étable et à la basse-cour dont les produits taxés, mais avec moins de rigueur que le blé, étaient très demandés par les ouvriers éblouis par la hausse nominale des salaires.

Quand on veut établir le bilan de la culture pendant la guerre, il ne faut pas oublier cette autre source de recettes que constituent les allocations aux femmes des mobilisés. Ces allocations ont été distribuées dans les campagnes comme ailleurs avec une prodigalité inouïe, car les municipalités ont mal défendu les deniers publics. En outre, quelques cultivateurs ont bénéficié des subventions distribuées par les commissaires à l'agriculture pour remettre en culture les terres abandonnées.

Tout cela semble de peu d'importance : certes cela ne saurait assurer l'enrichissement de l'agriculture, ou du moins l'enrichissement en résultant a été singulièrement exagéré. Il a fallu l'esprit d'épargne de nos paysans pour que ces ressources soient mises en réserve et arrivent à la longue à faire des sommes nominalement assez importantes. Cette épargne n'était pas toujours bien judicieusement appliquée : la terre aurait gagné à être plus largement pourvue d'engrais, mais ses produits se vendaient au-dessous du prix de revient, alors que le placement des économies en bons du trésor était bien rémunérateur.

A la fin de la guerre, les cultivateurs étaient donc pourvus de quelques économies ; on a pu les dire enrichis, ce qui est exagéré. Mais leur terre était appauvrie, faute de soins, la culture du blé était en régression devant les prairies naturelles, les terres médiocres avaient été abandonnées. Les bonnes terres elles-mêmes étaient d'une productivité moindre : elles avaient été vidées de leurs qualités fertilisantes par une culture mal conduite par suite de l'incertitude de l'avenir (1).

1. Sur la situation des agriculteurs, voir dans *Action nationale*, avril 1921 un article de M. I. Serja intitulé : *Le cultivateur est-il un nouveau riche ?*



Après la guerre, les cultivateurs se mirent résolument à la tâche, car il y avait beaucoup à faire: dès 1920, les dévastations de la guerre (sauf dans les régions envahies) sont à peu près réparées, mais la situation s'est modifiée: il y a des différences importantes avec la situation de 1914. Le paysan français poursuit toujours le même idéal mais dans des conditions bien plus défavorables.

La main-d'œuvre fait de plus en plus défaut. Les paysans soldats ont donné généreusement leur vie pour la patrie. D'autres reviennent fatigués, incapables de fournir les efforts qu'exige la culture. Les femmes elle-mêmes qui avaient sous le régime des allocations continué à cultiver leur terre sont fatiguées: titulaires d'une pension viagère elles se sentent leur avenir assuré et vendent leur terre. Enfin, il existe par contre des paysans propriétaires, ceux qui ont le moins souffert de la guerre, qui ont des disponibilités liquides et qui aspirent, suivant une tradition bien française, à acheter de la terre.

Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que les statistiques accusent l'importance des transactions immobilières après la guerre. Sous la réserve que ces renseignements statistiques doivent être interprétés avec beaucoup de prudence, on peut en déduire que la situation économique poussait aux ventes du sol, et que le paysan ayant fait des économies pendant la guerre, étant donné d'autre part la convoitise de la terre que nous lui connaissons, nous pouvons sans grand risque d'erreur en déduire qu'il a dû acheter de la terre, arrondir son domaine.

Le rentier propriétaire foncier s'est rapidement rendu compte que le sol était loin de produire un revenu comparable à celui donné par les valeurs mobilières. D'autre part, le renchérissement de la vie, qui s'opère dès après la

guerre, l'incitait à sacrifier dans les placements la sécurité à la productivité. C'est ainsi que des transactions nombreuses eurent pour résultat de faire passer la terre des mains des rentiers aux mains de ceux qui les exploitent directement.

Les transactions se font ainsi généralement de telle façon que le paysan devienne propriétaire du sol, ce qui aboutit à une distribution de terre idéale au point de vue économique, comme au point de vue social. On pourrait enfin ajouter que le paysan, rendu débiteur par ces transactions, a pu à la faveur de la période d'inflation bénéficier de la facilité de libération que l'inflation confère à tous les débiteurs. Si bien que le paysan vit après la guerre sa propriété de sol étendue et rendue libre.

Faut-il attribuer à cette modification, dans la répartition de la propriété agricole, les meilleurs résultats obtenus par la culture après la guerre ? Faut-il les attribuer à l'accroissement des ressources que les paysans consacrent plus largement à l'amélioration du sol ? Oui, sans nul doute. Le paysan a eu les moyens et le désir d'utiliser plus largement les procédés à technique plus développée, et a, par sa demande, provoqué des progrès techniques.

Les buts sont les mêmes que ceux poursuivis par la culture avant la guerre : assurer l'indépendance alimentaire du pays. Dans une première période on procède à la mise en état du sol de 1919 à 1926, les superficies ensemencées en blé augmentent d'année en année à mesure que de nouvelles terres sont remises en culture. La crise 1920-1921 provoque un recul que l'année 1922 accuse dans les surfaces ensemencées ; puis la progression reprend et en 1923-1924 et 1925, les surfaces cultivées en blé sont au maximum, variant pour ces 3 années de 5.512 à 5.614 millions d'hectares. Les semailles de 1926 portent sur 5.249 millions d'hectares marquant par cet important recul le commencement de la crise.

Avant la guerre, les surfaces ensemencées en blé étaient

plus étendues : 6.500 millions d'hectares en 1913. Telle est une première observation qui se déduit des statistiques. La culture du blé revient relativement aux autres cultures plus cher et les surfaces ensemencées en blé sont en recul : on lui préfère l'élevage plus rémunérateur, parce que surtout il est moins coûteux de main-d'œuvre. Le prix de la terre en effet n'a pas progressé aussi vite que les autres facteurs du prix de revient : spécialement que celui de la main-d'œuvre. Rien d'étonnant donc que la répartition des cultures se fasse en tenant compte de leurs nouvelles conditions économiques.

Une deuxième observation résulte du rapprochement de la statistique des surfaces cultivées et de celle des quantités de blé récoltées. Tant du fait de l'abandon de la culture du blé dans les terres de moindre productivité, que des progrès de la technique de la production, les quantités de blé obtenues à l'hectare sont en progression.

D'autre part, les quantités récoltées, absolument parlant, se maintiennent à un taux à peu près constant, correspondant à peu de choses près aux besoins de la consommation. Les données de la loi de l'offre et de la demande restent les mêmes : les prix doivent donc facilement être maintenus à un niveau constant. Mais ce prix sera-t-il suffisant ?

Pendant cette période, semble-t-il, le prix du blé aura du moins été rémunérateur pour le cultivateur. Il le fut en apparence et le cultivateur, trompé par les apparences, s'est déclaré satisfait du moins au début. Mais rapidement il se rendit compte que le franc baissait et que la spéculation internationale amplifiait encore les variations combinées du marché des grains et des denrées. Le cultivateur vivait dans une perpétuelle incertitude et ne récoltait que des déceptions.

L'Etat lui-même était impuissant. Ce n'est pas que son intervention ait été rare : le mot blé se rencontre de plus

en plus dans les répertoires de droit. On y trouve une suite ininterrompue de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires qui sont abrogés, prorogés, modifiés. Les buts sont toujours les mêmes : accroître les disponibilités, modérer la consommation ; en un mot arrêter la hausse.

Une loi du 15 juillet 1922 prétendait assurer une meilleure utilisation du blé et des farines en prescrivant un taux minimum d'extraction et l'emploi des succédanés. Le congrès des grains à Paris le 14 juin 1925 démontre les inconvénients de cette mesure pour la qualité du pain et l'inefficacité de l'exagération du taux d'extraction.

La loi du 31 août 1924, renforçant les droits que les maires tenaient de la loi du 19-20 juillet 1791 en matière de taxation du pain, permet aux préfets de taxer la farine. Elle aboutit à des différences injustifiées dans les tarifs des départements limitrophes, elle provoque des conflits incessants entre les meuniers et les commissions compétentes. Devant l'incertitude de l'avenir, les minotiers réduisent leurs provisions au minimum : ils renoncent à profiter de la baisse pour constituer des stocks. Le cultivateur écoule sa récolte à un prix insuffisamment rémunérateur, et le pain est cher cependant.

Les promesses faites pendant la période électorale de mai 1924 de réformer l'œuvre de « la Chambre du pain cher », aboutissent à la loi du 24 décembre 1924, qui se propose d'assurer dans « des conditions plus favorables l'approvisionnement en blé, farine et pain ». Pour augmenter les importations on rembourse en partie aux meuniers les droits de douane ; mais on entoure ce remboursement de telles formalités, on le paye avec une telle lenteur que les importations diminuent au lieu d'augmenter. Les achats de stocks de prévoyance, prescrits en vue de stabiliser les prix, sont opérés en quantités insignifiantes.

Cet échec retentissant n'a pas découragé la Chambre : elle fait un nouveau bond dans la réalisation du pro-

gramme interventionniste. Une loi du 6 février 1925 poursuit sous des sanctions sévères la déclaration obligatoire des stocks détenus et organise l'achat par le gouvernement de blés étrangers. C'est le monopole du blé que le Sénat rejeta. On oubliait que le seul remède était toujours, comme le rappela M. Méline du haut de la tribune du Luxembourg, l'augmentation de la production jusqu'à ce que nous puissions nous suffire à nous-mêmes.

Le résultat fut que le public des consommateurs rendit les paysans responsables de la cherté dont il souffrait. Il les accusa d'être responsables de la hausse des denrées agricoles et leur reprocha de pratiquer le « malthusianisme économique ». Il leur reprocha l'insuffisance de leur contribution aux charges fiscales (1). Ces critiques déconcertent ; ce paysan que l'on accuse de trop gagner restreint la culture du blé, c'est donc qu'il n'y trouve pas son compte. Il choisit la culture qui rémunère le mieux son travail et ses capitaux.

Et le paysan par ses porte-parole réclame lui aussi. M. le Marquis de Palaminy au VI^e Congrès national de l'Agriculture française en juin 1924, M. le Marquis de Vogüé à la Société des Agriculteurs de France en mars 1925, M. Daniel Zolla dans le *Bulletin du Syndicat central des Agriculteurs de France* du 1^{er} janvier 1925, sous ce titre suggestif *Le respect des intérêts agricoles*, enfin la Déclaration de l'Association générale des producteurs de blés sous la signature de trois agronomes particulièrement compétents : MM. René Aubergé, Henri Girod, P. Halle, font connaître les revendications des agriculteurs. Elles tiennent dans ces quatre mots : la liberté, le juste prix (2), la

1. M. Ange Laubé dans son livre : *Le Paysan français après la guerre*, décrit la situation du « paysan tel qu'on le voit de la ville », et montre tout ce qu'il y a d'erroné dans les reproches qu'on lui adresse.

2. Sur le juste prix, voir la petite brochure de M. Brillaud de Laujardière : *Pour répondre aux attaques dirigées contre les agriculteurs ; le prix du matériel et des produits nécessaires à l'agriculture depuis 1913 jusqu'en 1923*.

stabilité des cours, l'égalité de protection douanière avec les autres producteurs (1).

Ainsi donc quand, en 1925, s'annoncèrent les premiers symptômes de la crise mondiale, le paysan français souffrait de l'étatisme. En principe, on y avait renoncé après la guerre ; en fait, il en est resté de nombreuses traces. La crise économique va à son tour favoriser l'élargissement des fonctions économiques de l'Etat. On trouverait à l'analyse, certaines similitudes entre l'état de guerre et l'état de crise. Dans un cas comme dans l'autre, les nations se trouvent en présence d'un danger estimé menaçant pour la collectivité, et la passivité de l'Etat et l'abandon aux réactions salutaires de la liberté et de la concurrence sont considérés comme impossibles.

II

La crise : la nouvelle politique agricole.

Les difficultés auxquelles se heurta l'agriculture française (2) résultent de la concurrence des pays d'outre-mer. La supériorité des pays neufs correspond à des avantages qu'il est à peine besoin de rappeler : abondance et bon marché de la main-d'œuvre indigène, fertilité exceptionnelle des sols vierges après défrichement, vaste étendue et aménagement presque libre des exploitations, convenance particulière de certains climats à la grande production,

1. Voir la brochure de M. Machefel, *La vérité sur la protection douanière agricole*. Voir également l'ouvrage de M. E. Dannemuller, *La politique du blé*. Voir encore dans *Revue d'économie politique*, mai-juin 1926, un article de M. R. Hoffkan, intitulé : *L'agriculture et l'industrie devant les tarifs douaniers*.

2. Dans *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1930, une série d'articles, signés par MM. Auge-Laribé, P. Caziot, P. Halle, Rouy, exposent la situation et l'avenir de l'agriculture française.

enfin absence de charges fiscales et sociales qui pèsent sur l'agriculture des vieux pays.

Le plus important est sans conteste celui de la main-d'œuvre. Et à ce sujet il ne faut pas oublier que, par suite de la crise de natalité due à la guerre, les jeunes générations qui sont en âge de commencer à travailler vont se trouver particulièrement peu nombreuses. Ce fait n'a pas eu encore de répercussion sensible dans l'industrie, mais dans l'agriculture, où les jeunes gens commencent à travailler plus tôt et où la population a été particulièrement éprouvée par la guerre, l'on constate dès 1930 des besoins de main-d'œuvre très supérieurs à ceux des années précédentes. C'est ce qui explique qu'en 1930 le nombre d'ouvriers agricoles étrangers entrés en France a été supérieur d'environ 18.000 à celui de l'année précédente. Les statistiques des centres d'apprentissage agricole relèvent de façon encore plus précise les conséquences de cette diminution de natalité au cours des premières années de la guerre.

Le problème de la main-d'œuvre agricole avec le développement de l'industrie est fort complexe. Les zones agricoles les plus atteintes par l'émigration sont non les plus proches, mais les plus éloignées des grands centres d'activité industrielle. C'est un fait [que l'on constate dans l'Europe Occidentale : la Haute Ecosse, l'Irlande, le centre et le midi de la France, la vallée des Alpes. Aux abords des agglomérations, des noyaux industriels, la population agricole reste à peu près constante et se renouvelle aisément. Sans doute [l'établissement d'une usine ou d'un groupement industriel dans une région qui n'était qu'agricole y détermine un brusque départ de la population vers l'emploi industriel, mais l'équilibre se rétablit bientôt. En France, dans les régions les plus anciennement industrialisées l'effectif agricole se maintient : il en est ainsi du Nord, de la Lorraine.

C'est qu'autour des régions industrielles, agglomérées, l'agriculture jouit d'avantages tels, sur ses concurrents lointains, pour l'approvisionnement en denrées périssables, et par suite des économies de transport, qu'elle peut payer sa main-d'œuvre plus cher. D'autre part la pratique de cultures mixtes, lui assure un travail régulier et rémunérateur.

Le problème de la main-d'œuvre rurale se confond donc avec le problème du revenu agricole. Si les denrées agricoles sont à la parité des prix du marché industriel, l'agriculteur conserve sa main-d'œuvre. Mais si au contraire l'agriculteur doit à cause de la distance des centres industriels se borner à la culture des produits non périssables la concurrence des pays neufs l'écrase : il ne peut payer assez cher sa main-d'œuvre qu'attirent les salaires industriels.

Cette pénurie de main-d'œuvre entraîne dans ces pays une évolution de l'agriculture vers la production uniforme de certains produits plus faciles à obtenir. De la pénurie de main-d'œuvre, empêchant la variété des cultures, naît une forme de surproduction. C'est l'origine de la surproduction actuelle du bétail, qui résulte de la culture devenue insuffisamment rémunératrice des céréales en général, et surtout du blé. La culture du blé se présente donc comme la plus défavorisée, celle qui souffrira la première du manque de main-d'œuvre et qui supportera le plus difficilement la concurrence des pays neufs. De plus elle est la seule qui soit possible dans une partie importante du territoire français ; d'où l'intérêt vital que présente cette culture pour notre pays.

La crise mondiale de surproduction n'a pas eu tout d'abord de bien grosse répercussion en France si bien que pendant quelques années, de 1925 à 1929, on put croire que la France ne souffrirait pas de la crise. La politique adoptée par les pays exportateurs pour protéger leur agri-

culture encombrée, politique et maintien des hauts prix, permettait au cultivateur français de supporter la concurrence étrangère sans trop souffrir. Il continua donc encore à produire, trouvant dans la consommation nationale le moyen d'écouler ses récoltes.

Cette politique eut les mêmes effets partout. Malheureusement elle ne put suffire longtemps. Cette violation des règles économiques les plus élémentaires, qui prétendait parer à la surproduction en encourageant la production, développa encore la surproduction. Et quand la Russie fut en mesure d'exporter, la politique des hauts prix dut être abandonnée. La crise avait été retardée, mais combien accrue. Et la culture française qui avait jusque-là vendu son blé à des prix progressivement décroissants, mais encore, à peu de chose près, suffisants, fut menacée d'un avilissement des cours qui l'aurait fatalement éliminée du marché, même du marché national.



Dès lors se posait impérieusement la question de faire choix d'une politique du blé (1).

Deux solutions se présentent à l'esprit. La France produit dans des conditions qui sont onéreuses, coûteuses ; elle produit plus cher que les pays d'outre-mer. La production mondiale tend à augmenter ; les possibilités mondiales de production à bas prix sont encore considérables. On pourrait en France adopter une politique de moindre protection. La culture du blé rétrograderait ; elle serait abandonnée par les départements les moins bien placés, ceux qui obtiennent les plus faibles rendements ou qui travaillent dans des conditions trop onéreuses. Le complé-

1. Dans *Revue économique internationale*, juillet 1926 un article de M. Sari intitulé : *La politique agricole de la France*.

ment nécessaire serait demandé à l'étranger qui le fournirait à bas prix. Théorie séduisante si l'on compare les prix de revient du blé en France et à l'étranger, et qui serait avantageuse aux consommateurs.

Une seconde solution consiste au contraire à décider que la France, bien qu'elle produise dans des conditions plus coûteuses que les pays gros exportateurs, doit maintenir sa production de blé et faire face dans toute la mesure du possible à ses propres besoins : c'est la solution traditionnelle. Pour atteindre ce résultat elle ne doit pas se laisser aller à la tentation de se ravitailler à bon prix à l'étranger au détriment de la production nationale : elle doit continuer à protéger sa production agricole.

Cette deuxième solution est celle qui agréée aux producteurs de blé ; c'est celle qu'ils réclament et ils ne demandent pas qu'elle soit poussée à l'absurde, quelle ait pour résultat de faire supporter par le consommateur une charge anormale, excessive.

Cette politique implique de la part des producteurs un effort pour réduire leurs frais de production dans la mesure du possible, un effort pour mieux s'organiser afin de diminuer les faux frais qui grèvent le prix du pain entre le producteur et le consommateur. Cette politique rend indispensable que le consommateur ait la garantie qu'elle ne lui impose pas une charge inutilement excessive ; il faut que cette charge se justifie par d'autres avantages d'ordre général.

Ces avantages sont nombreux et importants. Et d'abord il ne faut pas se laisser tromper par le mirage des prix actuels. Il ne faut pas se laisser leurrer de l'espoir que le marché mondial restera toujours dans la situation actuelle. Les pays d'outre-mer sont décidés à faire l'impossible pour obtenir de meilleurs prix et ils y arriveront tôt ou tard par un contingentement des stocks à exporter ou par la réduction systématique des superficies emblavées.

La comparaison actuelle entre les prix mondiaux et les prix français ne signifie rien, et ne saurait telle quelle déterminer la politique du blé. Il ne faut pas oublier la leçon de prudence que nous avons reçue pendant la guerre. A cette époque l'Europe était obligée de faire appel au blé d'outre-mer. Nos vendeurs qui produisaient avant guerre à 15 ou 16 francs par quintal, qui produisaient alors à un prix un peu plus élevé mais auraient dû se contenter du prix de 22 ou 24 francs-or nous ont fait froidement payer 49 ou 50 francs-or. Le prix du blé français était alors très inférieur au prix mondial. Il ne faut pas perdre de vue que si nous adoptions une politique de ravitaillement par importation nous nous mettrions sous la dépendance de vendeurs qui s'organisent pour reprendre la maîtrise du marché et tôt ou tard nous tiendraient la dragée haute quand nous serions obligés de faire appel à eux.

L'abandon de la culture du blé aurait d'autres conséquences économiques immédiates : 50 % des départements français devraient renoncer à cette culture, 42 départements ont un rendement moyen de 14 quintaux à l'hectare. Dans les autres, les hauts rendements correspondent à des frais de production élevés ; ils seraient eux aussi atteints. L'expérience de la grande crise du siècle dernier nous montre que les premières régions où l'on a commencé à voir des fermes mises en vente et délaissées ont été précisément les régions de grande culture où l'on obtient les rendements les plus élevés ; Seine-et-Marne, Aisne, etc... Ce serait un déficit dans la production de l'ordre de 40 à 50 millions de quintaux dans un pays gros consommateur comme la France. Une telle politique aboutirait au blé plus cher, et survienne le jour où les pays d'outre-mer auraient une mauvaise récolte, ce serait le blé trop cher.

Cet argument économique n'est pas le plus important : il est une raison du maintien de la production française,

raison d'ordre social qui touche à la constitution même de la France. Le blé y est une culture essentielle, fondamentale ; c'est la culture pivot que le paysan français ne saurait abandonner, le maintien de la culture du blé est lié au maintien à la terre, à l'existence même de la paysannerie française. Ce serait se leurrer que d'espérer la voir remplacée par d'autres productions plus rémunératrices ou mieux adaptées aux conditions naturelles. Rien ne peut la remplacer et sa disparition correspondrait à la disparition de l'agriculture elle-même et de la richesse même car pour un grand nombre de nos départements la richesse ne peut être qu'agricole. Toute la politique sociale de la France est en jeu.

La crise mondiale nous donne un avertissement à méditer. Les seuls pays qui arrivent à se défendre sont ceux qui ont conservé un certain équilibre entre leurs forces agricoles et leurs forces industrielles. Renoncer à la politique agricole serait une décision bien grave : pour une diminution immédiate du prix du pain, peut être bien temporaire il serait imprudent de renoncer à maintenir et à défendre au milieu du désarroi mondial notre production de blé.

Les raisons étaient nombreuses et importantes d'adopter une politique de défense de la culture du blé. Et avec la crise agricole mondiale la tâche était rendue difficile. Les pays d'outre mer exportateurs de blé étaient fortement organisés ; la vente du blé était centralisée ; la production y était obtenue dans des conditions économiques extrêmement favorables. Il fallait que le gouvernement prit en mains la défense de l'agriculture : les efforts individuels étaient impuissants devant l'ampleur de la tâche à accomplir ; il incombait à l'Etat de les coordonner.

La politique agricole en 1925 était la conséquence de la période de guerre, Les moyens les plus divers avaient été utilisés pour stimuler la production : ils s'étaient tous mon-

trés impuissants. Animé des meilleurs désirs, l'Etat par ses interventions maladroites avait plutôt gêné l'effet des efforts individuels : on était cependant arrivé à obtenir une production de blé comparable à celle d'avant-guerre avec des réductions dans les surfaces emblavées, grâce à l'amélioration des rendements. Il en restait surtout que l'on comptait beaucoup sur l'Etat et qu'on lui demandait son appui : telle était la conception que l'on se faisait du rôle de l'Etat. Mais les producteurs désiraient une intervention mieux dirigée.

Rien d'étonnant, donc la crise survenant, qu'on ait beaucoup demandé à l'Etat (1). Une première thèse, la proposition en fut faite, consistait à confier à l'Etat purement et simplement le soin de régler la question. C'est la théorie de l'office du blé (2). Cet office était chargé de garantir aux cultivateurs un prix normal suffisant et non excessif ; de régulariser les cours en s'opposant aux mouvements de hausse excessive comme aux effondrements ; d'assurer aux consommateurs un prix du pain ajusté sur le prix du blé en s'opposant aux gains immodérés des intermédiaires.

L'Etat serait le seul acquéreur de la récolte. Il pourrait à l'exemple du Farm Board et du Pool canadien donner aux cultivateurs des avances sans être obligé de prendre livraison de la marchandise dès la récolte. Le prix d'achat serait réglé en fonction des diverses conditions du marché par des commissions comprenant des représentants des divers intérêts en présence : les producteurs, les intermédiaires, les consommateurs.

Chaque année l'office déterminerait au début de la campagne, le déficit de la récolte, et la quantité de blé à

1. Pour une politique agricole. Les revendications des chambres d'agriculture dans le *Monde Nouveau*, numéro d'octobre 1929.

2. La crise du blé et l'office national, article de M. A. R. ndu dans le *Monde nouveau* de juin 1929

importer pour y parer. D'où l'obligation imposée à tous de déclarer les récoltes et les stocks détenus.

L'Etat aurait le monopole des importations : il serait seul acquéreur de blés étrangers. Il n'y aurait plus à craindre des importations immodérées ni la pénurie. L'Etat cédant les blés exotiques à un prix convenu par le comité directeur de l'office du blé, le marché intérieur ne serait pas bouleversé, et ainsi serait assuré un juste équilibre des prix.

Le prix de la farine, celui du pain seraient déterminés comme celui du blé et en rapport avec celui du blé. Tout serait taxé : blé, farine, pain et l'Etat assurerait à tous une équitable rémunération. Telle est la première conception : elle se fait du rôle de l'Etat une conception qui est loin d'être généralement admise.

Une deuxième conception repousse d'idée du monopole, se rallie à la thèse de la liberté réglant le jeu de l'offre et de la demande, des achats et des ventes dans le cadre d'une législation protectrice contre les abus d'où qu'ils viennent. Cette législation devra notamment assurer au producteur la juste rémunération à laquelle il a droit en le protégeant normalement contre la concurrence étrangère. Elle devra en même temps permettre le contrôle des mouvements du marché, de l'activité des intermédiaires afin que leurs intérêts ne les conduisent pas à léser les intérêts des consommateurs. La protection du producteur dans le cadre de la liberté contrôlée s'appuierait utilement sur l'organisation professionnelle.

Entre ces deux conceptions opposées, il y a place pour une série de moyens termes. Sans aller jusqu'à l'office du blé, il y a des partisans du monopole d'importation par l'Etat ; il y a encore des partisans, pour régler le régime des importations, d'un système de licence ou le contingentement. D'autres enfin, s'attachant plutôt au problème du prix sur le marché intérieur, sont partisans d'un régime

de taxation par l'Etat par voie législative sans lui permettre de s'ingérer dans l'achat du blé.

Il était naturel que soit suggéré encore cet autre système faisant une application d'un « procédé renouvelé de l'échelle mobile ». Il consisterait à interdire l'importation du blé étranger tant que le cours du blé ne se maintiendrait pas en France à un taux assurant une équitable rémunération des producteurs. Toutes ces combinaisons présentent de l'intérêt.

Les producteurs repoussent la théorie de l'office du blé. En dehors de toute préoccupation politique, le système de l'office du blé doit être rejeté pour des raisons extrêmement importantes.

On a mis en avant les difficultés qu'il y aurait à faire fonctionner un organisme aussi lourd à manœuvrer que celui de l'office du blé. Sans aucun doute, l'expérience de l'échec du Farm board confirme cet inconvénient, ce serait une œuvre extrêmement délicate à conduire et l'on pourrait se demander si l'achat et la vente seraient mieux réglés par l'Etat que par l'initiative privée. Mais enfin c'est une œuvre qui ne serait pas absolument impossible à l'Etat si elle était indispensable.

Mais d'autres raisons plus profondes l'ont fait rejeter. Le système de l'office du blé se présente en effet comme logique, rationnel : il satisfait notre esprit latin. Il a le tort de ne pas correspondre à la réalité des faits. Le problème du blé n'est pas un problème de mathématiques, c'est un problème qu'on ne résout pas avec des formules toutes faites, mais avec du doigté et du flair, ce qu'exprimait à la conférence du blé à Rome un négociant italien pour combattre la création d'un pool ou cartel international du blé : « tout cela est très beau, parfait, mais ne perdez pas de vue que la politique du blé ne se fait pas avec le raisonnement, mais surtout avec le nez ». La réalité est mouvante : un organisme centralisateur ne saurait jamais posséder, si

parfait soit-il, le flair nécessaire pour conduire sans dommage la politique du blé.

Les éléments d'appréciation sont imprécis : comment connaître surement la production, les besoins, les prix de revient. Or ces données sont essentielles pour asseoir les décisions à prendre. Il y aura, quoi qu'on y fasse, toujours de l'imprévu dans l'appréciation des données du problème, et ces données sont essentiellement variables. Les décisions prises suivront leur cours, puis tout sera renversé par une variation imprévue des conditions du marché. La libre concurrence serait un mécanisme beaucoup plus sensible que ce régime d'Etat.

Les dernières récoltes nous offrent des exemples typiques de ces revirements imprévisibles. Au printemps de 1929 la récolte s'annonçait très mauvaise : l'office du blé aurait donc dû procéder à des importations massives. Or c'est une récolte énorme que l'on a obtenue et son écoulement a été difficile. En 1930, au contraire, la récolte s'annonce belle, elle paraît certaine : il aurait donc dû suspendre toute importation et la soudure aurait été difficile. Cet organisme mastodonte, à supposer même qu'il puisse fonctionner, fonctionnerait souvent à contre temps. Ses erreurs seront irrémédiables ; le système actuel est certes moins parfait, mais assurément moins dangereux.

Voilà une critique fondamentale du système de l'office du blé. En voici une autre qui n'a pas moins d'importance. Cette action de l'Etat garantissant aux producteurs qu'ils vendront leur blé un prix rémunérateur est profondément démoralisante. Ce n'est pas une théorie de progrès. Le producteur ne fera aucun effort pour réduire ses prix de revient, pour organiser la vente de ses produits, pour défendre ses intérêts. L'Etat doit pourvoir à tout. Un tel système accomplirait une transformation de la psychologie paysanne, qui ne serait certes pas une amélioration. Il irait à l'encontre de l'esprit individualiste que nos produc-

leurs des campagnes possèdent jusqu'en ses défauts. Le rôle de l'Etat n'est pas de tuer les initiatives individuelles : l'activité tout entière a son origine dans les individus. L'Etat doit se contenter de lui laisser le libre exercice de leur activité.

Et puis, une politique du blé reposant sur un office d'Etat serait vouée à l'instabilité. Les intérêts à concilier puiseront leur force dans les mouvements de l'opinion, les surenchères politiques et l'individu isolé serait la victime de cet organisme d'Etat.

La solution étatique (1) du problème du blé étant abandonnée, restait la solution individualiste, la solution de la liberté, celle à laquelle on était à peu près parvenu en 1925 : on la continua, en ce sens que comme par le passé elle ne repose pas sur des principes bien définis. A certain moment elle a bien eu un objectif, un but : après la guerre ce but a été d'assurer le ravitaillement en pain à meilleur marché. A partir de 1925 la position a un peu changé : c'est la politique du prix du blé rémunérateur qui a plutôt le dessus. A la politique de consommation a succédé une politique de production. Elle fut la principale conséquence de principe de la crise agricole : elle fut imposée par les circonstances.

En fait nous n'avons pas eu de programme : on ne trouve pas de continuité dans l'œuvre des ministres qui se sont succédé. Tour à tour ils se sont occupés du problème du blé et ont pris des mesures généralement judicieuses. Leur œuvre peut se rattacher autour de certains problèmes que posaient les événements : la question de la documentation statistique, celle de l'encouragement et de l'aide à la production, la question de l'organisation du marché du blé, la question du prix de la farine et du

1. *L'orientation économique de la France et ses relations internationales*, article sous la signature de M. Lair paru dans la *Revue économique internationale* de mars 1928.

pain, enfin la question de la politique des importations.

Il est douloureux de constater qu'en France les ministres responsables de la politique du blé n'aient pas en mains toutes les données du problème. Il n'existe pas au Ministère de l'Agriculture d'organisme possédant la base de documentation indispensable, pour donner à un homme investi subitement de cette importante charge les éléments d'appréciation qui lui seraient nécessaires. A chaque changement de ministère, les groupements professionnels doivent faire à un nouveau personnel l'exposé du problème du blé, car ils savent bien que, sur place font défaut les dossiers qui permettraient de parer aux difficultés.

Sans doute il existe bien quelques statistiques sur les questions agricoles, mais elles sont incomplètes et sans exactitude.

En ce qui concerne les disponibilités, l'intérêt de renseignements exacts n'est pas à démontrer : c'est la base fondamentale de toute politique agricole, sans doute c'est une question difficile à résoudre : il paraît impossible d'être renseigné en permanence sur l'état des quantités de blé dont on peut disposer. Rien d'étonnant donc que les statistiques agricoles prêtent à la critique. Mais on est conduit à constater que personne n'a en mains cette question complexe. Si l'on est aussi mal renseigné c'est sans doute parce qu'aucun organisme responsable n'est chargé de le faire. Personne n'a réfléchi à cette question, personne ne l'a étudiée.

Il serait sage de se renseigner à l'étranger sur ce qui s'y fait ; on pourrait peut-être utilement s'en inspirer. Il serait peut-être possible de tirer parti dans une certaine mesure de la collaboration des organisations professionnelles ; chambres d'agriculture, syndicats, groupements d'entrepreneurs de battage.

Enfin, la crise agricole aidant, l'opinion semble évoluer dans les milieux agricoles en faveur de la déclaration des

récoltes ou des superficies emblavées (1). Si l'on entrait dans cette voie, les résultats obtenus seraient sans doute des plus fantaisistes. Une masse importante des agriculteurs n'est pas encore favorable à la déclaration obligatoire. Cette question mériterait d'être étudiée ; il faudrait s'entendre sur les étapes à franchir, sur les contrôles à organiser, les sanctions à prévoir. Il faudrait un organe qui une fois les décisions prises coordonne les efforts et en permette l'application.

En ce qui concerne les besoins, la documentation est encore plus insuffisante. Il semble cependant que sur ce point elle soit relativement facile à établir. Il n'y a guère il est vrai que la déclaration par les intermédiaires du commerce des blés, meuniers, boulangers. Un service du blé pourrait utilement avec la collaboration de ces commerçants, étudier des méthodes de réalisation pratique ne constituant pas pour les professionnels assujettis au contrôle, une gêne, ne soulevant pas de difficultés exagérées de paperasseries, ou ne faisant pas figure de brimade.

Une autre question statistique capitale est celle des frais de production, et sur ce point encore les renseignements font défaut. Une enquête tentée en 1929 (2) dans tous les départements a donné des renseignements d'une diversité extrême. Comment aurait-il pu en être autrement : il n'existe pas de méthode unique de comptabilité agricole et d'estimation des frais de culture.

1. Cette enquête avait été ordonnée par le législateur (loi du 27 déc. 1927 portant fixation du budget général de l'exercice 1928 art. 110) dans les termes suivants : « Il sera procédé pour l'ensemble du territoire français, par les soins et à la diligence du ministre de l'Agriculture, à un inventaire général de la production agricole, animale et végétale ainsi qu'à une enquête sur les conditions techniques et économiques de l'agriculture française ».

2. En application de la loi du 4 juillet 1931 sur le commerce des vins, le Président de la République sur le rapport des ministres de l'Agriculture et du Budget a prescrit par le décret du 1^{er} août 1931, la déclaration obligatoire des vins récoltés, indépendante des renseignements déjà prévus par la loi réglementant les appellations d'origine (29 juin 1907).

Sans doute les organismes tels que les centres nationaux d'expérimentation agricole, certains offices agricoles régionaux ont cherché à définir les bases d'une comptabilité rationnelle. Mais toutes ces études resteront sans résultat pratique si un service spécialisé ne centralise pas ces renseignements pour en tirer une méthode de comptabilité unique, officiellement consacrée. Et l'existence de cette méthode est la condition *sine qua non* de toute enquête sur les prix de revient. Ainsi seulement le Ministre pourra obtenir cette documentation indispensable pour asseoir sa politique douanière et justifier ses actes auprès de l'opinion publique, pour obtenir son adhésion.

A défaut de ces services de documentation, les gouvernants se sont renseignés auprès des représentants professionnels : tel a été le rôle joué pendant la crise par l'office des céréales panifiables, organisme un peu pompeux, un peu théâtral. On a pu le constater au cours des discussions qui s'y sont déroulées. La conciliation était un peu difficile. Les délégués non contents de défendre les intérêts dont ils ont la charge voulaient ne pas paraître céder aux voisins chargés d'intérêts opposés. Un échec de celui-ci était souhaité comme une victoire par celui-là.

Tel n'était pas le plus grave défaut de l'office des céréales panifiables. Comme dans tous les organismes officiels, les parlementaires y étaient en nombre et ils tenaient, même s'ils ne connaissaient pas la question, à y faire des déclarations. Aucun travail utile ne pouvait sortir de telles réunions. Et si l'on considère que souvent se sont posées des questions douanières, qui par essence ne doivent pas être ébruitées et qu'il est presque impossible de discuter dans une réunion d'office, on ne sera pas étonné que l'on ait vu l'office réuni pour discuter les détails insignifiants alors que les décisions importantes étaient prises en dehors de lui.

Un autre moyen a été utilisé : il le fut notamment

lorsque l'office des céréales panifiables fut convoqué en application de la loi de 1929 pour fixer le pourcentage d'incorporation des blés exotiques. On parla de diverses questions, puis le ministre leva la séance, et au même moment parvenait un communiqué du ministère indiquant que le décret fixait le pourcentage à 3 %. Ce décret avait déjà été envoyé au *Journal Officiel*.

Le procédé de l'office des céréales panifiables se montra donc inutilisable parce que trop lourd. Le ministère de l'agriculture usa d'un système qui marque un progrès sur le précédent. S'il se présente des questions difficiles à trancher, des problèmes délicats mettant aux prises des intérêts opposés entre lesquels le ministre ne sait quelle position prendre, le ministre réunit « en commission spéciale », les représentants en petit nombre de ces intérêts opposés et engage avec eux, sur le point où il veut être renseigné, une discussion aussi étendue que besoin est. C'est ainsi que fut étudiée la réforme de l'admission temporaire et la refonte du règlement de la bourse de commerce.

Le système des commissions spéciales est assez satisfaisant mais il ne saurait dispenser d'un service de documentation statistique. On semble entrer dans cette voie. L'office de renseignements agricoles qui est placé sous la haute main du Directeur de l'agriculture vient d'être réorganisé sur de nouvelles bases en septembre 1931. Jusque-là cet office n'avait manifesté son activité que par la publication d'un bulletin bi-mensuel qui n'était que la réédition du *Journal Officiel* ; il a eu surtout l'avantage de servir d'exemple, d'exemple à ne pas suivre. Tout dépendra de l'esprit dans lequel ce service économique abordera la tâche immense de renseigner le ministre. Il ne suffit pas en effet que ses membres aient reçu un enseignement agromomique supérieur ; ils seraient assez faciles à trouver. Dans son rôle, le jugement, selon le vœu de J. B. Say a une part prépondérante. Il faut que le chef qui devra le

diriger possède cet esprit de synthèse qui éclaire à la fois l'objet poursuivi et la route qui y conduit. Ce service deviendra-t-il peut-être un jour un très grand service ? Ce serait souhaitable. Pour l'instant il faut lui faire confiance. Le décret du 23 septembre 1931 a nommé directeur adjoint de ce service. M. Joseph Brasart, Inspecteur général des associations agricoles, bien connu pour ses travaux au Conseil national économique.

III

Les mesures de défense de la culture du blé.

Les mesures prises par les pouvoirs publics pour amener la production au niveau de la consommation sont extrêmement nombreuses et variées. Les unes sont de nature à intensifier la production, les autres à restreindre la consommation, ou plus exactement à aménager la consommation des ressources dont dispose le pays pour réduire la contribution à demander à l'étranger.

Parmi les mesures de nature à intensifier la production, les unes purement morales sont de purs encouragements sous forme de prix décernés aux producteurs. D'autres apportent à ces mêmes producteurs une aide soit par le développement du progrès technique, soit par l'octroi de crédits pécuniaires.

Les mesures de nature à agir sur les consommateurs se ramènent à prescrire l'introduction de succédanés dans la farine panifiable : farine de seigle, farine de riz, ou à fixer un blutage élevé. Elles ne sont que le maintien pendant une période intermédiaire des mesures de guerre. Le rationnement pratiqué pendant la guerre, seul a disparu avec la fin des hostilités (1).

1. *Comment on pose en France le problème du blé* par M. F. Braconnier dans *Revue universelle* du 15 février 1930.

*
* *

Il importait tout d'abord de réhabiliter la culture du blé et les cultivateurs : il fallait détruire l'impression fâcheuse (1) qu'avaient laissée sur l'âme paysanne les mesures de la guerre et de l'après guerre, mesures dont la maladresse avait contribué à faire considérer la culture du blé comme une culture déshéritée. Il fallait aussi réhabiliter le cultivateur producteur de blé que les mesures de taxation avaient transformé en un personnage enrichi de la misère générale.

Déjà une circulaire du 8 mars 1928, avait encouragé l'institution de concours du blé. Par une circulaire du 27 mars 1929 le ministre de l'agriculture désireux de généraliser et d'amplifier cette mesure jugée salubre, enprescrivit l'organisation dans tous les départements et les dota de ressources spéciales. Des récompenses très importantes, véritables prix d'honneur, devaient être distribuées aux trois meilleurs producteurs de blé de chaque département : le gouvernement espérait ainsi provoquer l'émulation, et contribuer à l'augmentation des rendements.

Pour donner encore plus de relief aux résultats de ce concours, il fut prescrit d'organiser, lors de la distribution solennelles des récompenses, une grande fête nationale du blé. Ces mesures rappellent celles qui furent prises en Italie par le gouvernement fasciste.

Par cette même circulaire, le Ministre prescrivit aux membres des jurys lors de la visite des cultures, et plus spécialement aux directeurs des services agricoles, ainsi qu'à leurs collaborateurs, de noter les améliorations techniques les plus opportunes à vulgariser rapidement dans chaque région. Ainsi étaient acquises les données techniques

1. *Les agriculteurs devant l'opinion*, article sous la signature de M. le Marquis de Vogüé paru dans le *Correspondant* du 25 avril 1921.

d'une orientation judicieuse dans la voie de la plus grande productivité.

* * *

Il restait en effet beaucoup à faire pour la formation technique des producteurs de blé. Ce n'est pas que le cultivateur soit fermé au progrès, qu'il se complaise dans la routine. Mais son métier met en œuvre des données scientifiques qu'il ignore, et qu'il est incapable d'acquérir sans l'aide de l'Etat. C'est ce qui explique le rôle d'éducateur technique dans lequel la tâche de l'Etat reste encore immense.

Beaucoup a déjà été fait dans cette voie, mais l'importance du développement des connaissances agricoles est telle qu'il reste toujours à faire. Le développement de l'enseignement agricole scolaire et post scolaire est toujours d'actualité, et laisse encore une tâche importante à accomplir. Le législateur par la loi du 18 janvier 1929 a étendu à l'apprentissage agricole les dispositions du code de travail applicable au contrat d'apprentissage. Il a prescrit la création par le Ministère de l'Agriculture d'un brevet d'apprentissage et d'aptitude professionnelle par spécialité que doit délivrer un jury départemental. Il espérait ainsi obtenir, des chefs de culture à connaissances plus étendues et faire œuvre utile pour la plus grande productivité future du sol français.

Trop souvent le commerce livre aux agriculteurs des semences ne possédant pas les qualités annoncées, en ce qui concerne leur authenticité et leur pureté. Il convenait de protéger les agriculteurs contre les mécomptes en résultant, en leur permettant de distinguer les fournisseurs consciencieux, et en fournissant à ceux-ci la possibilité de prouver la sincérité de leurs garanties.

Dans ce but, le gouvernement créa un service le contrôle de l'identité et de la pureté de variété des semences. Le

cultivateur peut demander à ce service d'examiner les semences achetées, examen bien inefficace en lui-même, mais auquel il peut demander à son fournisseur de se soumettre, et d'accepter les résultats pour l'attribution éventuelle de ristournes dans le cas de non conformité de la livraison avec l'engagement pris. Cette mesure rappelle celle déjà prise en ce qui concerne la fraude en matière d'engrais chimiques : il était nécessaire de l'adapter aux conditions techniques imposées par la nature des semences. La solution semble heureuse : elle garantit tout au moins la bonne foi, à défaut de sécurité complète dans un commerce dont dépend, en grande partie, la productivité de la culture du blé.

On peut reprocher à notre politique technique, malgré les mesures heureuses qu'elle a provoquées, de manquer d'idée de suite, de coordination. Les efforts sont un peu paralysés par le manque d'organisation dans les meilleures conditions. Et l'on va parfois à des échecs qui détruisent les heureux effets de la propagande. Les offices agricoles font de louables efforts pour développer la consommation des engrais, vulgariser l'emploi des semences de bonne variété. Mais trop souvent ils oublient d'autres conditions indispensables aux bons résultats, comme la lutte contre l'envahissement des mauvaises herbes ou des parasites, la mise en état préalable des terres par le drainage. L'expérience désastreuse de l'invasion du doryphore nous en est une preuve. Il nous manque un organisme central pour tirer des conclusions des expériences poursuivies, assurer la propagande et la publicité, vulgariser les méthodes. Nous souffrons d'un régime au point de vue technique trop décentralisé.

* * *

Du point de vue pécuniaire, l'aide apportée par l'Etat à l'agriculture, n'était plus à créer lorsque survint la crise.

Le crédit agricole était organisé, mais trop peu utilisé. Néanmoins il l'avait été suffisamment pour qu'en soit connu le mécanisme et pour que poussés par les nécessités, les cultivateurs sachent qu'ils pouvaient y recourir.

La source de crédit la plus abondante, à laquelle les agriculteurs peuvent puiser est constituée par le mécanisme des caisses locales et des caisses régionales du Crédit agricole affiliées à la Caisse nationale. S'il est satisfait à certaines garanties nécessaires, des fonds peuvent y être obtenus jusqu'à épuisement des disponibilités qui lui sont affectées, lesquelles sont pratiquement toujours à hauteur des demandes.

La dotation du crédit agricole comprend en effet d'après la loi du 4 mars 1899 une avance remboursable de la Banque de 40 millions ainsi qu'une partie du produit des redevances annuelles que la Banque de France verse au Trésor en application des lois portant renouvellement de son privilège. Depuis l'année 1927 cette partie des redevances attribuée à la Caisse nationale de crédit agricole est les 5/6^e des sommes versées par la Banque au Trésor. Elle comprend encore les crédits votés par la loi du 4 mai 1918, relative à la remise en culture des terres abandonnées. Enfin des avances destinées à faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes sont consenties par la Caisse nationale, en vertu d'une loi de 1923, au moyen de crédits offerts exclusivement à ces opérations et dont le montant total a été fixé à 600 millions.

En outre les caisses régionales reçoivent des fonds en dépôt qui vont toujours en augmentant et ont dépassé en 1930 la somme de 2 milliards 1/2 de francs. Cette source de recettes, complète heureusement les locations faites par l'Etat, s'il était besoin de les compléter.

En effet toutes les fois que le Crédit agricole a eu besoin de ressources nouvelles, l'Etat les lui a accordées. C'est ainsi que par la loi du 15 juillet 1928, une avance de

500 millions lui a été faite pour faciliter l'attribution des prêts à moyen terme, les ressources de la dotation du crédit agricole ayant été reconnus insuffisants pour donner satisfaction aux demandes d'avances à moyen terme des caisses régionales.

Le parlement a mis en outre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole par la loi du 4 août 1929 une avance de 250 millions destinée à faciliter l'attribution des prêts à long terme. Ces deux dotations (15 juillet 1928 et 4 août 1929) sont spéciales dans leur affectation. Les sommes ainsi affectées sont à provenir des avances que la Caisse des dépôts et Consignations fait au Trésor au fur et à mesure de ses besoins, sur le fonds de ses comptes propres ou sur ceux des caisses dont elle a la gestion.

Enfin une loi du 30 mars 1931 a facilité par de nouvelles avances de l'Etat (500 millions) l'attribution de prêts à moyen terme, dits spéciaux au taux de 3 %. Les bénéficiaires de ces prêts sont les agriculteurs de *profession* (5 ans sont exigés), qui ont besoin de crédit pour exploiter un petit domaine comme fermiers, métayers ou petits propriétaires. En sont également les bénéficiaires les agriculteurs qui, ayant éprouvé des pertes résultant de sinistres non assurables, n'ont pu être dédommagés par des secours suffisants de l'Etat. Le taux des avances de l'Etat à la caisse nationale de crédit agricole pour l'attribution de ces prêts est fixé à 1 %.

Toutes ces dotations poursuivent le même but : favoriser la culture, obtenir que les cultivateurs ne soient pas détournés de leur profession parce qu'ils manquent des ressources indispensables pour l'exercer. Les prêts individuels à long terme ont pour objet de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation ou la reconstitution de petites exploitations rurales que les emprunteurs doivent s'engager à cultiver eux-mêmes ou avec l'aide de leur famille. Ils donnent au travailleur agricole la possibi-

lité de devenir propriétaire d'un petit domaine dont l'exploitation peut assurer son existence et celle de sa famille. Les prêts individuels à long terme offrent d'autre part au petit cultivateur déjà établi, les ressources dont il peut avoir besoin pour agrandir son exploitation, l'aménager, notamment construire des bâtiments agricoles. Ils peuvent être même consentis pour l'acquisition ou la construction d'habitation de travailleurs ruraux : ils doivent par là contribuer à arrêter l'exode de la population rurale vers les villes et constituent, outre une aide à la production agricole, un élément d'ordre et de stabilité d'une haute portée sociale.

Le crédit à moyen terme a plus spécialement pour objet de faciliter aux agriculteurs les opérations qui, par leur nature ne permettent que dans un certain délai l'amortissement des capitaux engagés, comme l'aménagement des exploitations rurales, l'achat de bestiaux ou de matériel. Les prêts à moyen terme ont ainsi un rôle important à remplir en permettant à des travailleurs agricoles de se procurer le capital d'exploitation qui leur est nécessaire pour devenir fermiers ou exploiter une petite propriété.

Les prêts à moyen terme peuvent être consentis aux artisans ruraux. Ces auxiliaires des agriculteurs leur deviennent de plus en plus indispensables à mesure que se développe le machinisme agricole, et l'emploi de l'électricité à la ferme. Or précisément ces artisans ruraux diminuent de plus en plus dans les campagnes, par suite de l'attrait d'un salaire plus élevé dans les villes et des distractions qu'ils y trouvent. Les y maintenir était faire œuvre utile à l'agriculture en lui évitant l'obligation de se rendre à la ville la plus voisine à la recherche du mécanicien qui pourra réparer ses machines, et par là en lui faisant réaliser une économie de temps importante. L'établissement de ces professionnels pouvait être facilité par des prêts à court et moyen terme : c'est ce qu'a permis le

gouvernement par le décret du 9 février 1921. Une loi récente du 31 mars 1931 a fait mieux en permettant de leur consentir des prêts à long terme pour leur permettre de faire face à leurs dépenses de première installation.

Les prêts à court terme incombent plutôt aux caisses régionales : elles disposent pour cela de leurs ressources propres, c'est-à-dire des dépôts de fonds qu'on leur confie et du réescompte de leur portefeuille. La caisse nationale de crédit agricole peut d'ailleurs mettre à la disposition des caisses régionales dont les ressources seraient insuffisantes, les excédents de dépôts qui lui sont confiés par les caisses régionales plus favorisées (1).

Pendant les périodes de crise, les prêts à court terme constituent une excellente façon de venir en aide à l'agriculture : il était donc naturel que ce moyen de crédit se développât particulièrement pendant la période critique que passait notre agriculture ; sans modification législative, en faisant bénéficier les caisses régionales de facilités particulières de réescompte auprès des établissements de crédit le gouvernement sut leur donner une activité bien-faisante pour l'agriculture.

Les difficultés auxquelles se heurtait le crédit agricole à court terme étaient les suivantes : elles ont été heureusement résolues par un accord du ministère de l'Agriculture, et des établissements de crédit ; 1° La Banque de France était dans l'impossibilité d'après ses statuts d'accepter comme troisième signature sur le papier présenté au réescompte émanant des coopératives agricoles, celle de la Caisse nationale de Crédit agricole parce que cette caisse est un établissement public. Difficulté portant plutôt sur la forme que sur le fond. Le décret du 4 avril 1929

1. La Caisse nationale de Crédit agricole qui joue pour les caisses régionales le rôle de Caisse de compensation, centralise 270 millions de dépôt dont 30 millions seulement sont employés par les caisses affiliées ; le solde, soit 240 millions, est actuellement disponible. Les ressources ne manquent donc pas pour cautionner le crédit à court terme.

a autorisé cette dernière à faire réescompter les effets qu'elle a en portefeuille. Aussi sur la demande du ministre les établissements de crédit ont consenti à escompter suivant les règles appliquées par eux au papier commercial, les effets portant la signature d'une caisse régionale de crédit agricole. La Banque de France consent à réescompter tel papier qui pourra lui être remis par les établissements de crédit.

2° A une deuxième difficulté s'était heurtée la Société des agriculteurs de France qui a créé elle aussi, tout en gardant son caractère privé, une vaste et utile organisation de crédit national s'étendant à toute la France. La Banque de France ne consentait à accepter à l'escompte, avalisés par la caisse centrale de la rue d'Athènes, que les effets domiciliés dans les frontières de l'Île de France. C'était une anomalie évidente, mais bien explicable par cette règle constante que la Banque de France n'accepte à l'escompte qu'un papier avalisé par des organismes présentant un caractère régional bien défini, estimant que seuls ils sont aptes à s'assurer d'une façon effective des garanties offertes et de la valeur des signatures données. Elle assimilait à une caisse régionale, la caisse centrale de la rue d'Athènes. Heureusement le ministre fit revenir la Banque de France sur cette exigence et dès lors elle se mit à accepter dans les conditions ordinaires le papier à trois signatures présenté par la Caisse centrale de la rue d'Athènes, ce papier émanât-il de coopératives autres que celles de l'Île de France.

3° Enfin le papier émis par les syndicats agricoles d'approvisionnement et d'achat était considéré comme non bancable pour cette raison que les membres de ces syndicats ne souscrivant pas de part pouvaient à tout moment se retirer du syndicat. A l'avenir ce papier après vérification de l'objet de l'opération par les caisses locales et endossé par elles peut être escompté par les établissements de crédit et réescompté par la Banque de France.

Grâce à ces diverses mesures, le papier agricole acquiert une mobilité presque comparable à celle du papier commercial. Et dans une période où par suite de la crise le marché du blé a perdu dans la pratique son caractère mondial, et est fait tout entier de marchés nationaux aussi complètement compartimentés que possible, il était d'une nécessité primordiale pour l'agriculture de lui accorder les facilités de crédit les plus grandes possibles afin de lui permettre de ne jamais être obligée de vendre à contre temps pour faire de l'argent. Ces facilités de crédit se présentent donc comme des conditions de réalisation de la régularité des cours, et des moyens de parer à l'insuffisance de l'organisation du marché.

*
* *

L'organisation du marché est en effet fort défectueuse, ce qui est particulièrement regrettable en temps de crise (1).

Les producteurs ne sont pas outillés et souvent ne possèdent pas de locaux suffisants pour assurer la conservation de leur récolte. Dans les régions où par suite de la rotation des travaux agricoles, on bat le blé immédiatement après la moisson, cette situation se traduit par des offres massives, les cultivateurs jetant sur le marché les blés sortant de la machine, faute de pouvoir les loger ou les conserver dans des conditions satisfaisantes. Ces difficultés s'accompagnent parfois de difficultés financières ; le cultivateur est obligé de se débarrasser de son blé pour faire de l'argent, et le crédit quelque bien organisé qu'on l'estime, exige que le blé warranté puisse être conservé.

Les ventes massives provoquent la baisse des cours ; les

1. Sur les moyens préconisés pour régulariser dans la mesure du possible le cours du blé voir dans *Revue de Paris*, 15 septembre 1930, un article de M. Queuille intitulé : *Le Blé*.

cultivateurs perdent confiance, les offres redoublent, d'où ces fluctuations périodiques, ces grandes baisses et ces pointes de hausses qui démoralisent le producteur et irritent le consommateur. Les vendeurs sont insuffisamment organisés et ne veulent se soumettre à aucune discipline, ils n'ont pas de guide dans leur vente et le facteur psychologique de la panique les fait les victimes de leur esprit d'indépendance.

Du moins vont-ils trouver une contre-partie ? Non, pour leur malheur car depuis la guerre des transformations profondes ont été apportées chez les acheteurs. Autrefois ils étaient nombreux les acheteurs qui prenaient livraison des blés vendus, qui stockaient pendant la période de grosses offres et se substituaient pour la conservation du blé au cultivateur qui a toujours été pressé de vendre. Leur action était celle d'un « accumulateur » de blé, dont le mécanisme économique s'apparente à celui du marché à terme, et fait penser à l'aménagement du lac Blanc et du lac Noir pour servir de régulateur à l'utilisation de la chute de Kembs.

Mais ces petits commerçants ont disparu comme les petits meuniers et pour les mêmes raisons : leurs moyens financiers ne sont plus avec la hausse des prix, suffisants pour leur permettre de jouer leur ancien rôle. Ils ont trouvé plus avantageux de jouer le rôle de courtier, qui ne demande aucun fonds de roulement et que, par maladresse on a rendu fiscalement plus économique. Or le courtier se borne à transmettre des ordres, il ne stocke pas.

Ce qui est encore plus grave, le mécanisme du courtage renforce la hausse ou la baisse quand elle se présente au lieu de l'amortir, ce que fait le petit commerce. En effet le courtier saisi d'une offre de marchandise, la transmet à tous ses acheteurs possibles et cette offre se trouve ainsi multipliée dans son action sur la fixation des prix ; il en est de même de la demande. La multiplication du nombre des

courtiers est une cause de déséquilibre et de trouble sur le marché du blé.

Un autre phénomène corrélatif du précédent fait que le marché est toujours défavorable au cultivateur. Au petit meunier évincé par les conditions économiques, se sont substituées d'importantes sociétés de minoterie qui, peu nombreuses, arrivent facilement à s'entendre et cela sur le dos du cultivateur dont les pertes constituent pour elle un bénéfice. Il leur est facile de commander le marché et de démoraliser le paysan. Elles font le prix du blé à leur convenance. Sans doute par leur organisation technique, par les facilités commerciales dont elles jouissent par suite de leur importance, elles offrent des avantages d'économie qui sont très heureux. Mais cette même puissance rend plus facile leur accord, et le rend plus profitable. Ces facilités se sont même traduites pour elles par une diminution sensible de la protection douanière par le moyen de l'admission temporaire notamment.

Et contre tous ces caractères nouveaux que présente le marché des blés, les pouvoirs publics sont sans action. Il faudrait changer la psychologie de l'agriculteur, œuvre de longue haleine et qui n'entre guère dans les aptitudes des pouvoirs publics. Du moins ceux-ci pouvaient-ils par voie d'autorité adapter aux circonstances le marché réglementé : cela a été fait.

On ne pouvait songer à la suppression du marché à terme pour en prévenir les vices. Ce marché est une nécessité de la vie économique moderne. Il est avantageux que les détenteurs de stocks, producteurs ou industriels, puissent contracter une assurance au marché à terme contre les fluctuations des cours. Il est également avantageux que les obligés par un marché à livrer puissent se couvrir contre les incertitudes de l'avenir. Le consommateur y trouve également l'avantage résultant d'une moindre variation des cours.

Après la guerre, le marché réglementé a subi l'influence de certaines impulsions qui n'étaient pas toujours d'ordre professionnel. Des interventions gouvernementales, parfois assez discutables ont été pour lui une cause de démoralisation. Enfin, les grandes minoteries, disposant de moyens d'action trop puissants, en ont fait mauvais usage et ont pu exercer à certains moments une influence intéressée sur les cours du marché réglementé.

Le mauvais fonctionnement du marché à terme, la folie de la spéculation ont abouti en juillet 1930 au krack retentissant qui rendit plus douloureuse la crise et en précipita et amplifia les funestes conséquences, mais qui décida les pouvoirs publics, à réformer la réglementation de la bourse de commerce. Des garanties rigoureuses ont été apportées dans son fonctionnement; les producteurs, par leur admission au sein des organismes syndicaux de la Bourse du Commerce peuvent exercer un contrôle préventif des exagérations et des excès et les dénoncer en temps opportun à l'opinion publique. Le rôle des pouvoirs publics en cette matière doit se limiter à éviter les excès, à contrôler les opérations et à exiger l'application rigoureuse de la réglementation, il doit surtout laisser possibles les opérations qui correspondent aux nécessités commerciales.

Le nouveau règlement de la Bourse donne satisfaction aux producteurs. Il leur offre les garanties indispensables. Toutefois on estime généralement désirable de compléter l'œuvre accomplie, par la réglementation de la profession des remisiers. Raccoleurs de clientèle, leur multiplication est néfaste. Mais le principal de la réglementation est acquis : sur ce point du moins les pouvoirs publics ont fait ce qu'ils devaient. Malheureusement, ce mécanisme jouerait bien plus parfaitement si les producteurs étaient organisés au lieu de vendre dans l'indiscipline : le marché réglementé n'est que l'instrument. C'est à eux qu'il incombe

de le mettre en action pour assurer leur défense. Ils doivent du moins à la crise d'avoir acquis ce contrôle si souhaitable du marché réglementé : il leur reste de consentir à s'organiser pour prévenir d'autres crises.

*
* *
*

Dans le cadre de la politique protectrice nécessaire pour assurer le maintien de la production française, la question douanière tient une place de première importance. Il s'agit surtout de réaliser la stabilisation des prix des produits agricoles à un taux rémunérateur pour le producteur. Les barrières douanières, isolant le marché français du reste du marché mondial sont, dans les mains des pouvoirs publics, un moyen d'une efficacité non contestable.

Nous ne pouvons rien contre les producteurs des pays étrangers : la lutte est trop inégale, ils sont incomparablement mieux favorisés que les nôtres, mais le maniement de la protection douanière est extrêmement délicat car notre production est en général un peu insuffisante pour faire face à nos besoins, et devient certaines bonnes années excessive. La politique de protection douanière, efficace en temps ordinaire peut, du jour au lendemain si la campagne est excédentaire ne plus jouer son rôle. Aussi, faut-il, suivant les circonstances, adopter des mesures d'application immédiate, et exactement adaptées aux diverses situations.

Pendant les années déficitaires, les importations doivent être à la mesure des besoins du ravitaillement national en quantité et en qualité. Il faut que le mouvement des importations soit fonction exclusivement du déficit à couvrir et qu'il ne soit pas influencé par les intérêts particuliers en opposition avec l'intérêt général. La grande minoterie dont le développement a été consacré par la politique d'après guerre est extrêmement puissante : elle est mieux placée géographiquement et même techniquement pour recevoir

les blés étrangers. Elle a joué son rôle, mais ne répond plus à la situation présente.

D'autre part, il faut faire entrer en ligne de compte la production de l'Afrique du Nord. Cela nous donne une situation forte dans l'état de désorganisation du marché mondial, mais cela nous impose une politique tenant compte de la mise en œuvre de cette source précieuse de produits agricoles.

Enfin, notre production nous donne des blés ne présentant pas toujours des qualités suffisantes et il faut que notre production soit dirigée vers la recherche des blés de qualité ; or, la protection douanière ne peut pas être assez souple pour atteindre ce but. Au contraire, elle aboutit à favoriser la production de blé à grand rendement, donnant une farine n'ayant pas les qualités boulangères exigées pour la panification.

Les producteurs furent d'abord partisans irréductibles de la stabilité du droit de douane. Ils voulaient écarter définitivement le danger des brusques diminutions du droit, qui leur portait un très grave préjudice. L'instabilité en matière douanière est extrêmement dangereuse, elle facilite, quelque précaution que l'on puisse prendre, les manœuvres spéculatives. Et sur un marché aussi nerveux que celui du blé, de telles manœuvres peuvent toujours se développer et les variations douanières risquent d'être provoquées pour être mises à profit par des intérêts particuliers.

Mais les faits ont démontré que cette théorie n'était pas toujours possible en pratique. Avec l'effondrement des cours, continu depuis 2 ans, les droits de douane stables n'étaient pas assez souples pour faire face aux circonstances nouvelles. Il en est résulté le besoin d'instabilité douanière. A l'heure actuelle, le droit de douane peut être relevé en vertu de la loi de cadenas, par un décret pris en

Conseil des Ministres (1) (Loi du 1^{er} décembre 1929, art. 6).

On aurait pu envisager le retour au système de l'échelle mobile qui semble particulièrement s'adapter aux circonstances actuelles : le montant du droit serait fonction, soit du prix intérieur du blé, soit des cours mondiaux. Mais cette formule outre qu'elle consacre le principe de l'instabilité des droits de douane, a toujours donné de médiocres résultats, son application risque de servir trop souvent des intérêts particuliers. Des pressions peuvent être exercées sur le marché intérieur, ou sur le marché ayant pour but de provoquer les variations douanières liées automatiquement aux variations des cours. Les pouvoirs publics perdraient le contrôle de la protection douanière. Les modifications, quand elles sont nécessaires, doivent survenir à l'improviste.

Également séduisante serait la théorie du monopole des importations. Elle se heurte aux difficultés signalées à propos de l'office du blé. Il est encore préférable de voir les risques d'erreurs répartis sur un grand nombre d'individus, sous réserve d'un contrôle aussi sévère que possible ; cela diminue les risques. Le système des licences d'importation a été préconisé également : théorie séduisante en

1. Les droits de douane sont actuellement les suivants d'après le décret du 23 mai 1929 :

Froment, plantin, méteil	Unité de perception	Ancien tarif	Nouveau tarif
<i>Grains :</i>			
Grains concassés et boulangers.	100 kgr.	35	50
Contenant plus de 10 % de farines.		60	80
<i>Farines :</i>			
Au taux de 70 % et au-dessus.		60	80
— de 70 % à 60 %.		72	100
— de 60 % et au-dessous.		80	115
Biscuits de mer et pain.		35	50
Gruaux, semoules, etc.		80	115

théorie, mais qui rend possibles les passe-droits, les faveurs, les recommandations.

Aussi, on se contenta du système qui existait antérieurement, aucune modification de principe ne fut apportée en matière de douane. Le gouvernement relève les droits de douane et le parlement doit intervenir pour sanctionner les relèvements opérés par décret.

Ce moyen manque néanmoins de souplesse. Il ne permet aucune discrimination entre les départements excédentaires et déficitaires. Et surtout avec les variations des cours, le droit de douane n'est pas assez mobile pour être adapté aux circonstances du marché.

C'est au besoin d'accroître la souplesse de la protection agricole, impossible à réaliser par le relèvement du tarif douanier, que l'on doit la mesure récente du pourcentage. Elle résulte de la loi du 1^{er} décembre 1929 relative au commerce des blés, qui autorise le gouvernement par décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, à fixer le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement mettre pour la fabrication des farines qui pourront seules être employées en panification et autres usages alimentaires. Cette mesure s'apparente dans la forme à la mesure de guerre qui imposait l'introduction obligatoire de succédanés dans la farine panifiable.

Les décrets pris en application de cette loi sont nombreux. La procédure employée est aussi souple que possible : un décret simple suffit. Dès que les conditions du marché se modifient, le gouvernement intervient, il réussit ainsi à maintenir le prix du blé au taux qu'il estime souhaitable, et peut contrôler complètement le prix de revient du pain. Malheureusement ce moyen rend possible la fraude qui consiste à introduire dans la farine un pourcentage de blés étrangers supérieur à celui permis : mais cet inconvénient est en grande partie évité par la rigueur

des sanctions dont sont menacés et frappés les fraudeurs (1). Cette innovation est assurément la plus curieuse que présentent les mesures de défense de la protection agricole (2).

Une autre fissure s'offrant aux importations étrangères, résultait du jeu de l'admission temporaire. La modification de ce régime subit des retards assez irritants, car il permettait une fraude pratiquée sur une grande échelle. Jusque-là l'apurement des acquits à caution était facile et permettait d'échapper aux droits de douane. L'admission temporaire dont l'intérêt principal était de donner du travail à l'industrie de la minoterie et faire rester sur le territoire, des issues, des remoulages et des farines basses très avantageuses pour l'élevage, jouait exactement à contre sens. Les farines au lieu d'être exportées restaient sur le territoire sans payer de droit et l'apurement des acquits à caution se faisait en issues et farines basses en compensation des blés exotiques introduits temporairement.

Le législateur, par cette même loi du 1^{er} décembre 1929, donna au gouvernement la possibilité de déterminer par décret le mode de contrôle de l'apurement. Cette menace suffit à prévenir les abus. En effet le ministre convaincu que la qualité et le prix du pain sont mieux réglementés par le jeu de la loi de l'offre et de la demande que par toute mesure de coercition n'usa pas du droit qui lui était concédé, se réservant d'en user pour parer à des circonstances exceptionnelles ou réprimer des abus. Seule l'admission des blés durs dont l'apurement se faisait par

1. Par décret du 31 juillet 1931 tout détenteur à quelque titre que ce soit de blé exotique pur ou en mélange ou de farine de blé exotique est, sous peine de sanctions, tenu de faire la déclaration exacte des quantités qu'il détient.

La loi du 1^{er} décembre 1929 avait soumis à cette obligation les meuniers.

2. Par décret une mesure analogue fut appliquée pour protéger les blés durs algériens, tunisiens et marocains. On fixa les pourcentages de ces blés qui devaient entrer dans la fabrication des semoules et pâtes alimentaires.

l'exportation des semoules ou pâtes alimentaires fut réglementée par le décret du 8 août 1931.

Il importe de signaler, quoique cette mesure n'ait pas été prise pour la protection de l'agriculture, et qu'elle soit due à des considérations politiques, les dispositions du décret du 3 octobre 1930 instituant des mesures de contrôle sur l'importation de certaines marchandises originaires ou en provenance de l'U. R. S. S. Le blé fut compris parmi les denrées dont l'importation fut subordonnée à l'autorisation (1) du ministère du budget, ce qui obligea à accompagner les importations de blé d'un certificat d'origine et de provenance ou à les subordonner à des mesures de contrôle comme le fit l'Union Belgo-Luxembourgeoise. Les dispositions du décret du 3 octobre 1930 ont été abrogées par décret du 11 juillet 1931.

*
* *

Toutes ces mesures douanières ont pour but unique de maintenir la stabilité des prix à un taux rémunérateur pour le producteur. Elles entravent la concurrence étrangère et agissent sur les importations. Habituellement le jeu des lois douanières favorise les exportations, et suffit à parer à l'avalissement des prix résultant d'une récolte excédentaire, lorsque cet avalissement porte le prix du blé à un taux inférieur au niveau mondial.

Les systèmes nouveaux de protection, dont la valeur résulte surtout des pourcentages d'importation, restent sans efficacité pour parer aux inconvénients des récoltes en excédent. La protection douanière est inopérante : elle ne suffit pas à maintenir les prix à un taux suffisant étant donnée la politique agricole adoptée.

1. *Le marché du blé et le régime des licences en France* dans *Vie économique des Soviets*, numéro du 20 novembre 1930.

Les pouvoirs publics parèrent à cette insuffisance par un moyen dont l'action consiste à régulariser le marché du blé. En effet nous n'avons qu'exceptionnellement des récoltes excédentaires : normalement la production du blé est inférieure aux besoins de la consommation. D'autre part le blé est un produit dont la conservation est facile et ne demande pas la mise en œuvre d'une technique compliquée et coûteuse. Dès lors il était naturel que l'on songe à parer aux excédents de récolte, normalement accidentels en développant les moyens de report des récoltes, d'une campagne sur l'autre.

Tel est le but recherché par le législateur qui vota le 30 avril 1930 la loi tendant à la constitution d'un stock (1) permanent de blés et farines et à l'institution d'une prime de conservation. Le Ministre de l'Agriculture devait se concerter avec le Ministre de la Guerre pour déterminer les localités où le stock devrait être déposé, les conditions des adjudications et marchés à passer pour assurer la réunion, la conservation et le renouvellement du stock.

L'intendance fut chargée d'abord de passer des marchés de constitution et d'entretien des stocks de sûreté de blés et de farines destinés à l'alimentation de l'armée. Moyennant une double rémunération (intérêt du capital immobilisé et prime de conservation) l'entrepreneur devait s'engager à entretenir une quantité de denrée blé ou farine dont il demeurerait propriétaire. La durée de conservation était d'une année, et le soumissionnaire généralement pouvait réduire cette quantité progressivement à partir du 4^e mois depuis le début du marché.

Par décret du 6 septembre 1930, fut élaboré par le Ministre de l'Agriculture un plan d'organisation, de stockage et d'échelonnement des ventes basé sur des prin-

1. *Devons-nous constituer en France des stocks de blé*, par M. H. Queui le dans *Le Monde Nouveau*, août-septembre 1930.

cipes différents. Il s'agissait de passer des marchés de gré à gré avec les groupements agricoles régulièrement constitués. Moyennant l'allocation d'une prime d'entretien sur une base nettement déterminée, les groupements devaient s'engager à constituer des stocks et à en effectuer la vente selon un échelonnement convenu : cet échelonnement des ventes est fondamental. Dans la limite des obligations de l'échelonnement, la vente est libre et se fait au mieux des intérêts des sociétaires : ils conservent les risques de hausse ou de baisse. L'administration ne garantit aucun prix ; elle se borne à vérifier l'existence du stock, à contrôler l'échelonnement des ventes et à accorder la prime d'entretien.

IV

L'élevage et la crise.

L'agriculture en France a toujours présenté cette particularité que la culture du blé y est accompagnée de l'élevage du bétail (1). Ces deux formes d'activité se complètent en se juxtaposant dans l'espace. Que pour une raison ou pour une autre la culture du blé soit moins avantageuse, raison technique de moindre aptitude d'un sol donné, raison économique du prix du blé ayant cessé d'être rémunérateur, le paysan français lui substitue l'élevage du bétail. De même, depuis que les progrès techniques ont permis de substituer aux jachères l'amélioration du sol par la culture de la betterave à sucre, cette culture et celle du blé ont été pratiquées complémentirement en se superposant dans l'espace dans la rotation des cultures.

Cette diversité des récoltes que le paysan français tire

1. Sur la *Question du blé et de l'élevage*, voir le discours de M. J. Hennessy, reproduit par *Le Temps* du 23 septembre 1929.

du sol de France lui fait une situation privilégiée par rapport aux cultivateurs qui pratiquent la monoculture. Les pays qui offrent à l'agriculture un climat idéal et un sol généreux pour une catégorie de culture, pratiquent naturellement la monoculture, et pour le produit obtenu bénéficient d'avantages incomparables. Mais par contre, vienne une crise de production ou d'échange du produit dans lequel ils sont spécialisés, ils en souffrent sans avoir la même facilité d'y échapper, souvent même la possibilité.

D'autre part ces pays à monoculture présentent un autre caractère. Spécialisés dans une seule production ils sont peu cléments pour l'homme dont les exigences sont multiples. Ils constituent ce que l'on peut appeler des régions de production et non des régions de peuplement. D'où cette autre différence d'avec les pays à culture variée, où l'homme s'installe, non seulement pour cultiver le sol mais encore pour vivre. Le cultivateur y a une clientèle de consommateurs qu'il ne trouve pas dans les plaines immenses où se cultive le blé. Et les produits divers de la ferme, légumes, laitage, œufs y prennent une valeur qui constitue pour le cultivateur une source supplémentaire de revenus.

Cette dernière source de revenus est loin d'être négligeable en France. Les produits de la ferme sont très recherchés et se vendent à un prix rémunérateur : d'autre part leur production se présente souvent comme une utilisation de denrées qui seraient perdues sans cela, ou qui constituent des récoltes supplémentaires. Mais ils sont tellement divers, leur production tellement dispersée qu'ils sont une poussière de revenus difficiles à chiffrer et très variables suivant la proximité plus ou moins grande des centres urbains. Dans un temps de crise ces produits ont une extrême importance (1) : les Etats-Unis l'ont bien

1. Voir un rapport présenté par M. H. Henry Girard au Conseil National Econo-

compris, eux qui malgré les difficultés résultant de leur climat et de leur sol, poussent leurs agriculteurs à diversifier leur production.

Bornons-nous à suivre le sort de l'élevage du bétail, élément le plus important des ressources agricoles de la France et qui offre en outre cet intérêt d'avoir donné lieu à une politique économique propre.

*
* * *

La France, pour des raisons diverses, a toujours produit beaucoup de viande ; elle en a toujours produit assez pour faire face à ses propres besoins. Elle occupe une place privilégiée en Europe, car plus que tous autres pays elle est tempérée et favorable à la vie au grand air. La douceur de son climat la fait aussi éloignée des froids rigoureux que des chaleurs excessives. Elle est pourvue de riches prairies qui sont disséminées dans toutes les régions et qui conviennent les unes, plus particulièrement à l'élevage, les autres, à l'engraissement. Et puis ces cultures variées auxquelles se livrent nos agriculteurs leur procurent des aliments grâce auxquels ils parfont l'œuvre commencée à la prairie, la complètent, et y suppléent pendant la mauvaise saison.

L'élevage porte sur les bovins, les ovins, les porcins. Les progrès techniques dans cette branche de l'activité étaient avant la guerre analogues à ceux que l'on a constatés dans la culture du blé. L'emploi des machines, des engrais avait augmenté le rendement des terres à blé : les conséquences en avaient été le recul de la culture du blé au profit de l'extension des prairies. En matière d'élevage, les résultats accusent des progrès. On s'est attaché à améliorer les races du bétail par la sélection des reproduc-

mique et qu'il a approuvé dans sa session des 13 et 14 février 1931 sur les produits laitiers, les œufs et volailles. Voir un autre rapport présenté par M. Garcin sur les cultures fruitières, maraîchères et florales.

teurs, et le métissage des races étrangères. On est arrivé à produire des élèves qui ont porté la production française à des limites très élevées. D'autre part, on a atteint à une qualité exceptionnelle qui fait de la viande française un produit de luxe très demandé à l'étranger et de nos élèves des reproducteurs recherchés par les pays où ils peuvent s'acclimater.

Avec la guerre la situation a été bien changée. Les conditions dans lesquelles se sont opérées les réquisitions ont porté un coup terrible à notre élevage. Tout d'abord, personne, y compris l'état-major, n'avait envisagé la possibilité d'une guerre longue, et l'on n'avait pas prévu qu'il faudrait faire face aux besoins dépassant ceux d'une année. Il en est résulté qu'on a réquisitionné bien au delà de ce que pouvait fournir l'exploitation rationnelle du troupeau. Et, de plus, les réquisitions avaient été organisées dès le temps de paix sur un plan d'une extrême maladresse. On avait bien prévu les régions où devraient être opérées les réquisitions Mais ce plan passe-partout n'a pas tenu compte des époques où les réquisitions devraient être opérées et il a fonctionné à contre-temps, si bien que des régions se trouvaient vidées de leur bétail avant qu'il ne soit à point, pendant que d'autres dont le tour de fournir n'était pas venu, étaient encombrées d'un troupeau qui dépérissait faute de pouvoir l'entretenir plus longtemps.

Heureusement, rapidement on s'aperçut des erreurs commises. Mais le mal était irréparable. On se mit à demander beaucoup plus aux importations de viande congelée surtout, et l'on put procéder à la reconstitution du cheptel. Mais la sélection fut moins rigoureuse et si l'on parvint à porter le troupeau à un nombre voisin de celui d'avant-guerre, il ne présentait plus les mêmes caractères de qualité qu'auparavant. Les statistiques officielles sont manifestement erronées (1), ceci est généralement admis.

1. On en donne comme explication que les autorités des pays d'élevage faisaient

Cependant elles accusent encore en 1918 un effectif inférieur à celui de 1913.

On peut du moins, étant donnée cette situation, espérer que le producteur français a pu vendre son bétail un prix suffisamment rémunérateur. Ce serait une erreur de le croire. Sans doute la production de la viande était plus avantageuse que celle du blé, car la taxation n'a jamais théoriquement été appliquée à la production, mais pratiquement le service du ravitaillement réquisitionnait à un prix fixé qui servait de régulateur dans toutes les transactions. Ce prix n'était pas suffisant et l'éleveur, compte tenu de la dévalorisation du franc, recevait trop peu.

Après la guerre la situation ne s'améliora pas, car l'exportation était interdite, sauf pour les reproducteurs. Le troupeau vraisemblablement fut porté à un nombre voisin de celui d'avant-guerre ; peut-être même supérieur, les superficies plus étendues consacrées à la nourriture du bétail en sont une preuve. C'est ce qui explique la baisse survenue sur le bétail en 1927-1928. A cette époque, en effet, l'introduction de viande frigorifiée a bien diminué, car cette viande, inférieure en qualité, se vend un prix à peu près égal à celui de la viande fraîche. La baisse de 1927-1928 est donc imputable au seul excédent de production que n'accusent pas les statistiques et qui joua dans un marché extrêmement sensible, car la frontière était fermée.

L'éleveur réagit par le seul moyen qui restait à sa disposition : il restreignit l'élevage. Mais ce moyen est d'un effet à retardement : on en constate les premiers effets dans la diminution du nombre des élèves de moins d'un an, puis de moins de deux ans. La baisse fut donc inévitable et les éleveurs obtinrent alors, trop tard, l'ouverture des

des déclarations sciemment inférieures à la récolte pendant la guerre pour adoucir la charge de la réquisition, après la guerre parce que l'on redoutait que l'on imposât le bétail.

frontières qui ne fut appliquée qu'au début de 1927. L'élevage était en diminution, c'est ce qui explique la reprise de 1929 après la baisse excessive de 1927 et 1928. Et la conclusion à déduire de ces fluctuations du marché est la nécessité de maintenir la liberté du commerce extérieur, seule susceptible de corriger les tendances excessives dans un sens ou dans l'autre.

Pour l'élevage du mouton, on est à peu près assuré que jamais il ne sera porté au niveau d'avant-guerre malgré les efforts d'encouragement (1) et la propagande. La difficulté que l'on a à se procurer des bergers, les maladies épizootiques et plus particulièrement la douve sont une cause d'abandon de cet élevage. Les vastes terrains qui existaient autrefois ont disparu, cause de la réduction du troupeau. Le seul moyen actuellement praticable de remonter cet élevage est d'inciter les petits producteurs à entretenir quelques brebis : mais alors la question des béliers de race devient prépondérante. Elle ne peut être résolue que par l'aide de l'Etat aux syndicats d'élevage.

La situation du troupeau de porcs est également déficitaire et probablement le restera longtemps. On pensait que le troupeau, décimé par les exigences de la guerre, se reconstituerait rapidement ; il suffisait pour cela d'une récolte abondante de pommes de terre. Il n'en a rien été. Cet élevage demande une main-d'œuvre difficile à recruter. D'autre part, des mesures fiscales maladroites sont venues entraver cette industrie. En effet, on a considéré les éleveurs, les nourrisseurs comme des industriels qui achètent les produits et les font consommer à leurs élèves, au lieu de les considérer comme des producteurs qui utilisent ainsi leur récolte, et on les a taxés au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

1. L'industrie de la laine a consenti à une surtaxe dont le produit est destiné à encourager en France et dans les colonies l'élevage du mouton.

Le résultat est que le troupeau se maintient à un niveau insuffisant et que chaque année nous importons de nouveaux porcs provenant des Pays-Bas et du Danemark et qui, sacrifiés en Belgique, sont expédiés à Paris. Les importations de porc salé ou fumé ont également augmenté. Enfin nous recevons des porcs frigorifiés de Russie et de l'Ukraine. Et l'on ne sacrifie pas aussi largement que par le passé le porc familial; ce qui entraîne à une consommation de viande compensatrice : c'est ce que l'on constate notamment dans le Centre. Notre troupeau de porcs est insuffisant et avec l'invasion du doryphore il le sera probablement de plus en plus.

Donc, dans l'ensemble, il semble que notre approvisionnement en viande se faisait dans des conditions à peu près comparables à celles de notre approvisionnement en blé. Les années clémentes, notre production était suffisante pour parer à la consommation. Mais que la mévente survienne l'élevage était ralenti et à *échéance* c'était de nouveau l'insuffisance de l'offre et la hausse des prix.

La politique à suivre dans cette situation était une politique de liberté des échanges, qui élargissant les limites du marché, permettait d'atténuer les fluctuations de la production par des exportations ou des importations. C'est, en effet, la politique qui fut pratiquée depuis 1927, politique adoptée sur la demande des producteurs et un peu empiriquement, car d'après les statistiques notre production était insuffisante.

La crise, en ce qui concerne la viande, ne présente donc aucun caractère propre : elle est analogue à celle du blé. Elle résulte de la concurrence que font à nos éleveurs, les producteurs des pays neufs, spécialisés dans l'élevage. Mais pour la viande notre production est presque supérieure aux besoins : nous avons besoin d'exporter. Et la production étrangère se trouve grévée de frais importants qui rendent sa concurrence moins facilement victorieuse.

La lutte est donc rendue plus facile, mais, du moins doit-on s'armer pour cette lutte.

*
* *

Dans une époque critique comme celle que traverse notre agriculture actuellement, on déplore plus qu'en temps ordinaire l'inexactitude des statistiques. Il serait souhaitable que les pouvoirs publics et les producteurs soient exactement renseignés sur les ressources de notre troupeau et sur nos besoins globaux. On peut remarquer que ces renseignements, du moins pour les bovins, seraient d'autant plus précieux à connaître qu'ils permettraient de faire choix d'une ligne de conduite : les effectifs des élèves renseignent sur l'état du troupeau utilisable plus tard. Si l'on avait connu avec exactitude l'excédent de troupeau pendant les années 1926-1927 et 1928, les cultivateurs auraient restreint leur élevage à temps, les pouvoirs publics auraient ouvert la frontière et l'on n'aurait pas abouti à la restriction brutale de l'élevage qui nous a conduit à la hausse exagérée de 1929 et 1930.

La France est en mesure de nourrir un troupeau supérieur à celui qu'elle a actuellement, et supérieur à ses besoins. Le surplus doit être exporté. Et pour régler à la fois exportation et production il est indispensable que l'on connaisse à tout moment la situation de la production, les besoins de la consommation, la production et les ressources des pays qui peuvent nous servir de débouchés, leurs besoins.

Nos besoins de renseignements ne peuvent donc être satisfaits que par un organisme international. L'Institut international d'agriculture de Rome pourrait facilement jouer ce rôle. La collaboration des pays et de la France en particulier ne saurait lui faire défaut.

* * *

Le marché de la viande en France présente des caractères qui ont des effets très graves pour le producteur. Il est extrêmement centralisé ; tandis que pour tous les autres produits de première nécessité, il existe en France de nombreuses villes où s'opèrent d'importantes transactions, il n'y a pour le bétail sur pied qu'un seul grand marché qui fixe les prix pour toutes les ventes : le marché de la Villette.

Et les producteurs s'en plaignent : nombreux sont ceux qui estiment que la loi de l'offre et de la demande se trouve faussée. Ce sont les cours publiés du dernier marché de la Villette qui servent de base aux transactions de toute la France. Il semble que l'on réalise les conditions d'un marché unique pour toute la France et donc que la concurrence doive y permettre la libre fixation du prix. Il ne faut pas se fier aux apparences.

Au marché de la Villette le bétail se vend sur pied : il n'est pas pesé vif, du moins au marché, et l'acheteur doit l'acheter au jugé. Impossibilité matérielle de faire autrement : les transactions sont tellement nombreuses ; d'autre part puisque le prix s'établit poids net, ce qui est nécessaire si l'on veut une base d'évaluation indépendante des variations du rendement, et puisqu'une grande partie du bétail est réexpédiée sur la province, il serait inutile de peser le bétail vif, le rendement restant inconnu.

Dès lors la commission des cours qui enregistre les cours pratiqués est obligée de fixer un prix en viande nette sans connaître ni le poids, ni le rendement du bétail, et les commissionnaires en bétail ont beau affirmer que pour le calcul les données sont ramenées mentalement au poids net, cette façon de procéder est tout au moins suspecte et il est naturel qu'elle le soit aux producteurs. Com-

bien il serait plus clairement honnête que le producteur puisse vendre son troupeau soit au poids vif, soit au poids net sur des prix de base nettement établis, mais cela entraverait les opérations de la puissante corporation des chevillards dont les bénéfices sont encore dissimulés à la faveur de la valeur très variable du cinquième quartier.

Le boucher détaillant s'approvisionne auprès du chevillard et va prélever un beau bénéfice, dont la consommation supporte la charge, ainsi d'ailleurs que le producteur car le fossé est creusé plus profond et dans la lutte économique les réactions se répercutent directement de l'un à l'autre, les intermédiaires se faufilant à la faveur de l'équivoque et prélevant toujours un bénéfice plus que suffisant.

Le boucher détaillant dispose pour dissimuler ses bénéfices des différences de qualité et de catégorie des viandes. Quant aux différences de qualité, on s'est aperçu à l'évidence du profit que pouvait en tirer le détaillant quand il s'est agi d'établir le prix de revient de la viande contrairement entre le syndicat des bouchers détaillants et la Préfecture de Police. Les bouchers détaillants dans la façon de présenter les cours ont montré que lorsqu'ils établissent leur prix de vente, ils le font comme s'ils vendaient uniquement de la viande de première qualité alors que le nombre des animaux y répondant effectivement est sur chaque marché fort restreint (1).

C'est pour faire bénéficier le consommateur de la baisse des prix à la production, et par là favoriser la production en stimulant la consommation, que fut créé à Paris le système compliqué reposant sur les deux bases suivantes : 1^o délivrance à l'achat, au boucher détaillant d'une fiche

1. M. Emile Cassez, sénateur de la Haute-Marne, alors qu'il était inspecteur général au ministère de l'Agriculture, avait été chargé d'une enquête sur la qualité de la viande aux abattoirs de la Villette. Il constata qu'il entrait 18 % de viande de première qualité à Paris et qu'il en était vendu 80 %.

d'achat établissant la qualité de la viande mise en vente ; 2° établissement suivant la qualité des prix de détail des divers morceaux. Par ce moyen on poursuivait la suppression du bénéfice exagéré des intermédiaires. Mais il exigeait une surveillance et un contrôle à peu près irréalisables à cause de l'indifférence du public.

Le public est indifférent surtout parce qu'il est ignorant : il n'a pas confiance en lui et ne peut demander l'application du barème. Quelle ménagère n'achète pas aveuglément la viande de son ménage et est capable de reconnaître si le boucher la trompe sur la catégorie de viande. Il est vrai que pour s'y reconnaître, il faut une grande habitude : le public est à la merci du détaillant et les pouvoirs publics sont impuissants à défendre le producteur contre les prélèvements exagérés de l'intermédiaire.

La taxation de la viande devait donc être doublement inefficace. D'abord comme pour le blé parce que la taxation n'a jamais abouti à la baisse du prix, but direct recherché par la taxation : il vaudrait mieux encourager le producteur et le favoriser. Ensuite parce que la taxation était facilement tournée et qu'elle aboutissait simplement à mettre aux mains des intermédiaires un argument de pression sur le producteur ; non seulement elle ne fait pas le bien qu'on attend, mais elle aggrave la situation.

Beaucoup plus efficacement on pouvait apporter une aide réelle aux éleveurs en ouvrant le marché ; c'est la mesure qui entra en vigueur en 1927 emporta la dernière restriction du marché de la viande. Elle était alors très appropriée à la situation de l'élevage : une surproduction modérée existait, d'autre part les producteurs étrangers habitués à vendre très cher, ne se rendaient pas encore compte que nous arrivions à les concurrencer.

La situation s'améliora mais la mesure avait été prise trop tardivement. Les producteurs avaient déjà réagi contre la mévente, en restreignant l'élevage on aboutit à

une pénurie de l'offre et donc au renchérissement en 1930. Et dès lors la situation sur le marché international fut changée pour deux raisons tendant au déséquilibre dans le même sens : les prix se relevant en France, les exportations sont plus difficiles par suite de la concurrence étrangère qui au même moment avec la baisse des prix résultant de la crise mondiale était au contraire décidée à vendre.

Bientôt la protection douanière fut insuffisante. Le gouvernement par décret du 26 mars 1931 releva les droits de douane, sur les porcs et les viandes de porcs fraîches, réfrigérées ou congelées. Mesure dont l'application fut faite avec une extrême maladresse et qui fut vivement critiquée par les défenseurs de l'élevage. Elle fut d'ailleurs sans efficacité pendant longtemps, et provoqua même une baisse temporaire assez sensible et l'occasion de gains pour la spéculation.

ANIMAUX DE FERME (*Nombre en milliers au 31 décembre*).

	Bovins		Ovins	Porcins
	Total	Elèves de moins de 1 an		
1913....	14.788	2.013	16.131	7.036
1921....	13.343	1.928	9.600	5.166
1922....	13.576	1.913	9.782	5.196
1923....	13.749	1.940	9.925	5.406
1924....	14.025	2.014	10.172	5.802
1925....	14.373	2.095	10.537	5.793
1926....	14.482	2.064	10.775	5.776
1927....	14.941	2.112	10.693	6.019
1928....	15.005	2.052	10.415	6.017
1929....	15.631	2.871	10.452	6.102

Le marché international fut rapidement fermé à nos éleveurs : ils ne pouvaient pas supporter la concurrence.

Notre marché intérieur fut même envahi par les importateurs étrangers. C'est que la situation avait évolué. L'ouverture des frontières n'était plus à la hauteur des exigences de la protection de notre production ; un décret du 30 septembre 1931, réglant l'importation en France de certaines marchandises étrangères, limita les importations de bétail et donna au ministre de l'Agriculture la possibilité de fixer les contingents à admettre. Il le fit par un arrêté du 30 septembre 1931 (1) valable jusqu'au 31 décembre 1931 (2). Ce qui montre l'opportunité de la mesure c'est qu'un arrêt inséré au *Journal officiel* du 26 novembre, fait connaître que les contingents d'importation de viande sont épuisés (3).

Ainsi la situation faite à l'agriculture française par la crise, est profondément démoralisante. La concurrence est invincible : quels que soient les efforts de notre agricul-

1. Les contingents sont les suivants : bœufs 23.000 quintaux, vaches 14.000, taureaux 6.000, etc..., porcs 30.000 quintaux... Viande fraîche 39.000 quintaux viande congelée 30.000 quintaux, etc.

2. En fin 1931, une baisse sensible fut marquée sur la viande, due à l'arrière-saison ensoleillée, succédant à un été pluvieux. Si le temps humide s'était prolongé on aurait fait sortir des herbages sans à-coup comme auparavant, les animaux mal engraisés mais suffisamment chargés en viande, et l'on n'aurait pas eu à déplorer la chute verticale des prix. Le retour au beau temps a eu pour effet de mûrir, en très peu de temps tous les animaux qu'on avait conservés jusque-là, de sorte que tous se trouvèrent prêts au même moment à être jetés sur le marché.

3. Dans l'application, le système du contingentement ne se présente pas aussi simple et efficace qu'il paraît. On put constater un dépassement considérable des contingents de viandes importées pendant le mois d'octobre 1931, dû à l'empressement des importateurs et à la lenteur des formalités administratives. Pour les seuls porcins, les douanes ont relevé 49.176 quintaux vifs, alors que le contingent prévu était de 3.000 quintaux pour le trimestre. Le système présentait donc là un point faible. Pour y remédier un arrêté ministériel du 19 novembre a prévu que les importations contingentées seraient subordonnées à la présentation d'une autorisation d'importation délivrée sur l'avis favorable d'une commission présidée par le directeur-adjoint de l'agriculture, dans la limite des quantités prévues, étant entendu que les quantités pour lesquelles l'autorisation a été délivrée, viennent en déduction du total prévu pour la période en cours. Ce nouveau système est entré en application le 1^{er} décembre 1931.

ture pour contracter son prix de revient, elle est d'avance vaincue et abandonnée à elle-même elle va à la ruine. L'exemple de l'agriculture anglaise nous menace.

Mais, nous voulons l'éviter. Il faut que l'agriculture reste la principale source d'activité et de profits : le bien-être général en dépend. Il faut maintenir notre pays dans cette situation privilégiée de pays à économie complexe, et équilibrée, comme son climat est divers et tempéré. Il ne faut pas que l'industrie prenne une importance exagérée aux dépens de l'agriculture : toute sorte d'activité doit suivre un développement parallèle. La France possède des richesses extrêmement diverses : il ne faut en laisser aucune inexploitée, ce serait l'appauvrir. Suivant les conditions économiques, les unes peuvent être avantagées par rapport aux autres ; il faut que l'Etat, exécuteur de la volonté générale, et pour le bien commun, agisse pour rétablir l'équilibre momentanément troublé. C'est l'intérêt de tous : un jour c'est une branche de l'activité qu'il protège et soutient par les ressources de l'autre. Demain les rôles seront renversés.

Nos gouvernants partagent cette conception, ils ont pris en main la défense de l'agriculture dont l'existence même risque d'être mise en jeu. Ils ont adopté une politique de défense qui répond exactement à la situation. Chez nous il ne s'agit nullement de crise de surproduction agricole : notre production est inférieure à nos besoins. Il s'agit de défendre notre agriculture contre un avilissement anormal des prix mondiaux.

En l'occurrence, les seules mesures efficaces étaient une politique douanière largement protectionniste, et même les restrictions des importations. Ce sont celles qui ont été adoptées.

On peut déplorer que ces mesures soient en opposition avec une politique extérieure faite de collaboration internationale. Mais notre position économique nous impose

cette politique égoïste, qui nous est favorable. Il appartient aux nations qui doivent bénéficier de la liberté des échanges internationaux de donner l'exemple d'une politique plus libérale.

CHAPITRE VI

La crise agricole dans les conférences internationales.

Depuis bien des années déjà, il existe des organismes agricoles internationaux (1); on peut dire cependant que l'agriculture n'est véritablement entrée dans le plan international que depuis 1927.

A la conférence économique de 1927, le compartiment (2) agriculture a été formé à côté du compartiment commerce et du compartiment industrie, et grâce à leur valeur remarquable, les représentants des agriculteurs sont arrivés à faire admettre quelques principes, trop oubliés malgré leur évidence.

Le premier de ces principes est que la majeure partie des travailleurs qui peinent sur la surface du globe est formée par les agriculteurs, que la masse des produits qui sort de leur travail est la plus importante de ceux qui sortent de l'industrie humaine et que les échanges de produits agricoles contre les produits industriels constituent la base même du commerce.

Le second principe est le suivant : il y a une interdépendance entre l'industrie, le commerce et l'agriculture,

1. Avant 1914 il y avait déjà deux grandes institutions agricoles. La première est la *Commission internationale d'agriculture*, qui date de 1889 quant à l'idée de 1891 pour sa réalisation. Elle est due à Jules Méline. Elle comprenait à l'origine des délégués de 30 pays. Elle tenait tous les deux ans, dans une capitale d'Europe un congrès agricole international.

En 1905 fut créé à Rome l'*Institut international d'agriculture* qui s'installa dans la Villa Borghèse. Le Roi d'Italie donna sur sa propre cassette une somme considérable pour la création de cet Institut.

2. Le Bureau international du travail, créé par le pacte de 1919, a compétence sur l'agriculture, compétence discutée, niée, qui a été finalement décidée et délimitée par la Cour de La Haye. Une commission mixte se réunit tous les ans où sont examinés les problèmes du travail susceptibles d'intéresser à la fois l'institut de Rome et le B. I. T.

et il est vain d'imaginer qu'un de ces trois éléments peut prospérer indépendamment des autres.

Or, à cette époque, le monde et l'Europe sont tant au point de vue agricole qu'au point de vue économique dans une situation bizarre ; chaque nation se renferme chez elle. Le traité de Versailles a créé en Europe des nations supplémentaires ce qui a étendu les barrières douanières que par ailleurs pour se défendre chaque pays a élevées. Dans la situation économique tout le monde veut tout produire, tout vendre, tout avoir chez soi, tout exporter, importer le moins possible.

D'autre part, avec le développement de l'humanité auquel on est arrivé, la question économique domine toutes les autres. Et l'on peut affirmer que si le monde n'arrive pas à régler à l'amiable, bien entendu en y mettant le temps, la question économique, le monde ne peut pas vivre dans la paix. La crise en jetant les économies nationales les unes contre les autres et, opposant les intérêts rend extrêmement urgent le règlement amiable. Les conditions actuelles en donnant à l'agriculture droit de cité, ont porté la question agricole sur le plan international ; la crise fournissait matière à discussion.

L'œuvre des diverses nations pour résister à la crise économique se résume de la part des nations exportatrices en un développement de l'étatisme ; partout l'Etat s'est plus ou moins complètement substitué aux particuliers, et s'est chargé du soin de diriger le commerce des grands produits agricoles, spécialement du blé ; chez les nations importatrices on assiste à une organisation comparable afin d'opposer aux vendeurs une égale force de résistance et les nations productives du blé en quantité suffisante pour qu'elles puissent espérer se suffire, se souviennent encore de l'époque où pendant la guerre elles étaient tributaires de l'étranger : elles s'organisent stimulées par la crise pour tâcher d'obtenir leur indépendance alimentaire.

Cette lutte aboutit partout aux mêmes résultats ; la fermeture générale des divers pays, fermeture aussi parfaite que possible, pour y vivre sous un régime d'économie fermée. C'est dans le cadre national que va dès lors se développer la crise agricole, encore plus que la crise en général. Et, il est assez curieux de constater que l'époque qui a vu naître une organisation internationale voit en même temps réduire le plus possible les échanges internationaux.

Ce n'est pas que les organismes internationaux soient restés inactifs ; d'ailleurs les temps étaient favorables, avec le développement de l'étatisme pour que ces organismes soient mis en branle. D'autre part, l'Europe divisée en deux Europe, qui se complètent parfaitement, devait, poussée par son égoïsme continental (1) tâcher de réaliser un accord dans un cadre plus étroit que le cadre mondial. Ses conditions économiques propres l'y invitaient ; l'égoïsme américain retranché derrière sa doctrine de Monroë le permettait ; le souvenir des exigences des pays exportateurs pendant la guerre l'y incitait.

Aussi sur le plan international la crise agricole a donné lieu à deux mouvements différents ; un mouvement international proprement dit dont l'organe agissant est le Comité économique de la S. D. N. ; un mouvement européen dont l'origine vient des pays exportateurs de l'Europe et qui se rattachera à la S. D. N. par l'attache du mouvement politique européen de l'Union Européenne. Ces deux mouvements vont se développer parallèlement, souvent s'opposer entre eux, toujours s'opposer aux tendances nationales ; cependant on aboutira à des résultats, modestes il est vrai mais cependant... encourageants.

1. Sur la « mévente du blé et la solidarité européenne » voir dans *Revue Politique et Parlementaire* du 10 mai 1931 un article sous la signature de M. Simon Aberdam.

**TABEAU CHRONOLOGIQUE DES COMITÉS ET CONFÉRENCES
AYANT ÉTUDIÉ LA QUESTION DE LA CRISE AGRICOLE
EN 1930-1931.**

Comité économique de la S. D. N. dans sa 31^e session du 10 janvier 1930.

Conférence préliminaire en vue d'une action économique convertie tenue à Genève du 17 février au 24 mars 1930.

Conférence de la petite entente tenue à Shoske Pleso du 25 au 27 juin 1930.

Conférence de Bucarest du 22 au 24 juillet 1930.

Conférence de Snsaia du 31 juillet au 1^{er} août 1931.

Conférence de Varsovie du 28 au 31 août 1930

Conférence assemblée de la S. D. N. septembre-octobre 1930.

Conférence de Bucarest du 18 au 31 octobre 1930.

Conférence d'experts agricoles.

1^o Réunion de Varsovie du 10 au 13 novembre 1930.

2^o Conférence des Instituts d'exportation tenu à Belgrade le 12 novembre 1930.

3^o Comité permanent d'études des pays agricoles.

1) Session à Bucarest 16 et 18 février 1931.

2) Session à Belgrade du 23 au 25 avril 1931.

Deuxième conférence internationale en vue d'une action économique convertie, tenue à Genève du 17 au 28 novembre 1930.

Commission d'études pour l'Union européenne, deuxième session à Genève du 16 au 21 janvier 1931.

Travaux pour la création d'un crédit agricole international accomplis à la conférence de Paris février; de Rome en mars 1931.

Première conférence européenne de céréales tenue à Paris, 23 à 25 février 1931.

Deuxième conférence européenne des céréales tenue à Paris, 26 au 28 février 1931.

Conférence internationale du blé à Rome, 26 mars-2 avril 1931.

Troisième session de la Commission d'Etudes pour l'Union européenne, 15 février, 21 mai 1931.

Conférence des Etats exportateurs de blé tenue à Londres 18-23 mai 1931.

Les conférences et réunions nombreuses et de tout ordre (nous en donnons ci-contre une liste incomplète), qui

depuis le début de 1930 ont tendu leurs efforts vers le remède à apporter à la crise agricole, ont été provoquées à l'origine par les Etats de l'Europe centrale, orientale, sud-orientale, l'Europe agricole, l'Europe B. de M. Delaisi. Quelques-unes ont groupé les représentants en plus ou moins grand nombre mais exclusivement des Etats de l'Europe, d'autres uniquement mais plus complètement des Etats Européens, d'autres enfin ont un caractère proprement mondial et ont groupé les représentants de tous les pays du monde qui produisent en quantité notable des céréales, spécialement du blé.

Les Etats exportateurs de l'Europe se sont d'abord entendus pour relever le prix des céréales ; mais ils ont vite reconnu que les mesures ainsi prises ne pouvaient avoir qu'un effet limité et qu'il leur fallait s'entendre avec leurs clients naturels, les Etats industriels de l'Europe occidentale. Puis à leur tour, les Etats européens, exportateurs ou importateurs de céréales, ont dû constater une fois réunis que la liaison économique entre le continent européen et les pays d'outre-mer était trop étroite pour qu'on puisse se passer de leur assentiment ou de leur collaboration. L'Europe peut seule décider et réaliser des mesures par lesquelles la partie la moins éprouvée, la plus riche, vienne en aide à la partie la plus éprouvée, mais elle est incapable de résoudre seule le problème dans son ensemble.

Plus le nombre des participants aux conférences est grand, plus il est difficile de tomber d'accord sur le texte d'une résolution. A Bucarest, à Sinaïa, à Varsovie, à Belgrade, l'accord s'est assez facilement établi entre les Etats agricoles et ils sont arrivés à régler leurs exportations et à supprimer la concurrence qu'ils se faisaient entre eux.

A Genève en janvier 1931, à Paris en février, les Etats Européens tant importateurs qu'exportateurs, ont arrêté les moyens d'assurer l'écoulement des excédents de récolte

et le principe du crédit agricole international n'a déjà été obtenu qu'après de longs mois de discussions et après une agitation énergique menée par les Etats agricoles.

A Genève en septembre et novembre 1930 et à Rome en mars 1931, dans des réunions où les pays d'outre-mer ont pu se faire entendre, les intérêts se sont montrés extrêmement divers et opposés. Dans la question du traitement préférentiel à accorder par les Etats de l'Europe importateurs, aux céréales des Etats européens exportateurs, on s'est heurté à la conception de la clause de la Nation la plus favorisée inconditionnelle de la S. D. N. et l'on n'a pu conclure. Il en est de même sur la question de la réglementation internationale de la production et du commerce du blé.

On peut dire cependant que les efforts des Etats agricoles n'ont pas été vains. Voici comment M. Adam Rose, le principal délégué Polonais à plusieurs de ces conférences dans un discours prononcé à Belgrade, a résumé le but poursuivi et les résultats atteints. « En se réunissant pour la première fois il y a sept mois à Varsovie, les pays agricoles ont émis comme revendications principales ce qui suit :

1^o L'organisation des exportations des céréales d'une manière évitant la concurrence mutuelle entre pays participant à la conférence sur des marchés de tiers pays;

2^o La base de la vie économique des pays agricoles de l'Europe doit être affermie par l'affluence de crédits agricoles internationaux;

3^o Il était nécessaire d'instituer des tarifs préférentiels en faveur des céréales de provenance européenne;

4^o Lors des discussions devant les forums internationaux et tout particulièrement auprès de la S. D. N. les intérêts de l'agriculture doivent être traités à pied égal avec ceux des autres branches de l'activité économique.

Si, maintenant, sept mois plus tard, nous examinons les

résultats obtenus par notre travail en commun, nous devons constater ce qui suit :

1^o Les exportations de céréales ont été organisées à fond dans tous les pays participants, de telle sorte que maintenant, nous sommes en mesure de suivre une politique d'exportation uniforme ;

2^o Nous avons lieu de croire que la Banque hypothécaire internationale sera un fait d'une importance fondamentale pour l'avenir de notre agriculture ;

3^o Il y a un an il était à peu près impossible de demander ouvertement l'institution de droits préférentiels, à l'heure actuelle la majeure partie des pays importateurs de céréales ont avoué la justesse de cette revendication, et les pays extra-européens, ont renoncé à leur opposition de principe à cette revendication

4^o Des questions intéressant l'agriculture ne cessent de faire l'objet de conférences internationales et elles seront continuellement discutées à l'avenir si les pays agricoles continuent à maintenir leur front unique. »

Cette action européenne dans ce qu'elle a de plus positif est l'œuvre de la France. C'est à l'impulsion française qu'est due l'union européenne qui a entrepris l'assainissement de la situation économique des pays du centre et de l'Est. En outre dans ses relations avec les pays agricoles particulièrement ceux du Sud-Est européen la France, grâce à ses capitaux disponibles, peut apporter un puissant service à ces pays. C'est encore la France qui par son mémorandum constructif « apporte des solutions promptes et rapides aux problèmes les plus urgents qui se posent actuellement en Europe sur le terrain économique ».

Sur la base des propositions françaises a été réglée la question du Crédit agricole (1).

1. Voir sur « La Société internationale de Crédit hypothécaire agricole » un article de S. van Aberdam, dans *Revue politique et parlementaire* du 10 novembre 1931.

En ce qui concerne les tarifs préférentiels, la solution adoptée répond aux difficultés de la situation actuelle ; on ne consent à des dérogations qu'à titre exceptionnel et temporaire. Il est entendu d'autre part que les concessions faites en contre-partie ne doivent pas avoir de caractère préférentiel.

La question de la réglementation de la production n'a pu être résolue à cause de l'attitude de la Russie, par des moyens d'autorité. Les oppositions des Etats-Unis excluaient les contingentements. Convaincue qu'elle ne pouvait aboutir, la Conférence décida à l'unanimité la création d'une Commission, comprenant des représentants des Nations exportatives qui jouerait le rôle de centre général d'informations relatives au blé, qui suivrait à chaque instant l'état des stocks et des récoltes probables, et qui chercherait les moyens de réaliser de nouvelles utilisations industrielles des céréales. Résultat modeste mais qu'il ne faut pas sous-estimer : la réglementation du marché du blé par voie d'entente internationale est une conception nouvelle qui a besoin de beaucoup de temps pour mûrir et triompher des résistances. La Commission a du moins l'avantage, par sa seule existence, de laisser le problème toujours posé, en attendant qu'intervienne une solution.

Les efforts ainsi tentés nous acheminent-ils vers l'atténuation, sinon la disparition de la crise agricole, pour les Etats européens en particulier ? On peut en douter.

Il reste encore à reporter sur la campagne 1931-1932 des excédents bien élevés, les plus élevés qu'on ait jamais eus ; d'après l'Institut international de Rome, ils étaient au 1^{er} août 1931 de 135 millions de quintaux chiffre record, au lieu de 114 millions au 1^{er} août 1930, 121 en 1929, 69 en 1928.

On ne connaît encore les résultats de la récolte de 1930-1931 qu'approximativement : elle est estimée à peu près égale à celle de 1930 soit 1.009 millions de quintaux. Les

surfaces emblavées dans le monde, Russie exceptée, sont à peine inférieures à celles de 1930 : 95 millions d'hectares au lieu de 99 ; cette différence est d'ailleurs compensée par la Russie qui envisageait une augmentation de 6 millions d'hectare mais qui n'a pas pu l'atteindre.

Quant aux prix des produits, dont dépend la capacité d'achat des agriculteurs, ils sont aussi bas que jamais, et continuent à être très inférieurs à ceux de l'industrie. Il est vrai que l'on estime actuellement à sa juste valeur l'importance de l'agriculture dans l'économie générale.

La politique favorable à l'industrie a opéré la réorganisation de l'industrie au détriment de l'agriculture ; on reconnaît l'erreur que l'on a commise et l'on s'aperçoit que l'agriculteur est non seulement un producteur mais encore un consommateur, un consommateur nombreux que représente dans l'ensemble plus de la moitié de la population.

*
* *
*

Toutes les mesures prises par les différents Etats pour conjurer les dangers que la crise fait courir à leur agriculture aboutissent à les faire vivre dans un isolement de plus en plus complet qui contraste avec le régime de collaboration internationale, auquel on tend sur le plan politique.

Chaque Etat cherche son équilibre économique sans se préoccuper de l'équilibre mondial. On entre ainsi dans une nouvelle phase de la crise économique, celle des économies fermées.

Alors que le progrès de la civilisation a toujours jusqu'ici coïncidé avec l'extension des relations économiques internationales, on assiste à une régression. Les Etats vivent sur eux-mêmes, ferment leurs frontières, et ne

laissent passer que ce qui est indispensable aux besoins de leur population.

Le bouleversement économique actuel nous fait reculer vers le passé le plus lointain de notre histoire économique. Depuis que la vie industrielle s'est développée, on n'a jamais contesté la nécessité de relations économiques internationales et de l'extension commerciale vers l'extérieur. De tout temps on a proclamé que le commerce international est l'application de la division du travail à la vie économique des peuples et constitue tout à la fois une entr'aide et une interdépendance. Tous les efforts de toutes les nations s'opposent actuellement à ces échanges, affolés par les menaces de la crise et pour en prévenir les méfaits.

Chaque Gouvernement ne manquera pas de rejeter sur le voisin la faute première, l'impulsion initiale d'où est sorti tout ce mouvement. En réalité il s'agit là d'un réflexe : le mouvement est instinctif et généralisé, c'est la défense spontanée pour tenter d'échapper au péril. Tous les pays craignent de voir leur production nationale submergée par la concurrence étrangère. Ils se prémunissent contre les procédés de dumping qu'utilisent ceux qui ont besoin de franchir les barrières douanières, et l'on aboutit à une lutte économique mettant en œuvre les moyens que l'on croyait relégués dans un lointain passé, pour essayer d'instaurer une économie fermée.

Les arriérés procédés du mercantilisme ont été remis en vigueur. On ne s'est pas contenté du protectionnisme le plus exagéré qu'on ait jamais connu par les droits de douane. Ce moyen était insuffisant dans les circonstances actuelles ; voulant le retour à l'économie fermée du moyen âge, on a employé les prohibitions, atténuées il est vrai, sous la forme du contingentement des marchandises étrangères.

Dans des circonstances normales ce mode de protection

est parfaitement injustifiable. Il ne faut pas d'ailleurs en dissimuler les inconvénients. Il présente ceux qui sont communs à tous les systèmes de protection et il en comporte d'autres qui lui sont propres.

Il nous ramène à un régime de guerre. La consommation est rationnée par l'Etat qui est incapable de suivre ses besoins divers et changeants : les contingentements ne pouvant suivre les oscillations de la courbe de la demande, la commandent.

Le régime des licences et des certificats d'origine amène des complications administratives et tous les abus de l'ingérence administrative dans la vie économique. C'est un régime obsidional, destructeur de la liberté. Il ne saurait se justifier qu'en cas de péril, pour protéger une forme d'activité essentielle pour un pays.

Mais comme moyen temporaire, destiné à être supprimé le plus tôt possible, le contingentement est à certains égards préférable aux tarifs douaniers. Il pousse moins à la hausse des prix et à leur maintien à un niveau élevé. En canalisant les courants de quelques denrées importantes il peut contribuer à stabiliser le marché. Les producteurs étrangers qui se sentent visés sont invités à réfléchir et à comprendre que ce n'est pas par le dumping mais par l'assainissement de leurs propres conditions et production qu'ils amélioreront leur situation. Car c'est là, la leçon du passé est formelle, le remède à la crise.

Dès lors n'est-il pas surprenant que l'on puisse relever dans les motion votées en 1931 dans les assemblées d'élus cantonaux, cette formule : « l'humanité est éprouvée aujourd'hui par un mal aussi singulier qu'il est inattendu : elle plie sous le faix de l'abondance ». Cependant il n'est pas nouveau et les crises de surproduction n'ont rien de singulier : leur retour est fréquent et presque régulier et depuis un siècle tous les sept ou huit ans l'humanité plie sous le faix de l'abondance. Et l'on en conclut générale-

ment en préconisant des mesures toujours du même ordre : il faut discipliner la production, il faut organiser l'économie sur le plan national d'abord, sur le plan international ensuite » !! On ne craint pas d'anémier le corps économique en cherchant à l'enfermer dans le corset de la contrainte universelle. Mieux encore : on veut modifier son ordonnance et le jeu de ses organes par voie d'autorité.

Cependant les circonstances ne sont pas tellement exceptionnelles, qu'il faille tourner le dos aux expériences du passé. Or ces expériences nous apprennent toutes que le retour à l'équilibre économique en période de crise est assuré automatiquement par le jeu du mécanisme des prix. La baisse des prix, en réduisant les profits, tend à supprimer les excédents de la production et à orienter celle-ci dans le sens des besoins de la consommation.

Mais il faut reconnaître que ce mécanisme régulateur a été singulièrement faussé par l'interventionnisme abusif qui a sévi depuis la guerre. Les pouvoirs publics, ou des groupes de producteurs ont essayé dans maints domaines, surtout dans celui des matières premières et des produits agricoles, de fixer le prix et des niveaux artificiels.

De plus les peuples en s'entourant de barrières douanières comme s'ils voulaient constituer autant de mondes économiques fermés ont cloisonné le marché international. Les pratiques de dumping et les fluctuations monétaires peuvent être considérées comme des réflexes de défense contre l'étouffement. Le mécanisme de prix ne joue plus sans à-coup et sans retard.

Mais le mal, on doit l'avouer, est si profond (les erreurs commises ont été si graves) que le retour à la liberté en déchaînant la masse écrasante des stoks accumulés, achèverait sans aucun doute de désorganiser les marchés. Il est légitime et nécessaire de procéder par transition. Et l'œuvre à accomplir sera longue. On est encore si loin

du but final ! Espérons qu'on a atteint l'extrême et que pendant la deuxième phase de la crise qui s'ouvre nous allons nous acheminer vers le retour progressif à l'équilibre économique des temps de prospérité d'avant-guerre.

Vu : le Président de la thèse,

R. PICARD.

Vu : le Doyen,

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- La crise agricole*, publication de la Société des Nations. Comité économique, vol. I, 1931.
- Les grands marchés de matières premières*, par F. Maurette. Armand Colin, Paris, 1925.
- Le retour à la terre et la surproduction industrielle*, par Jules Meline. Librairie Hachette, Paris, 1905.
- Pour et par la terre*, par Victor Boret. Librairie Payot, Paris, 1921.
- Les problèmes actuels de l'agriculture*, par Henri et Joseph Hétier. Librairie Payot, Paris, 1923.
- Le paysan français après la guerre* par Michel Augé-Laribé. Librairie Marcel Rivière, Paris, 1923.
- La politique républicaine*, par divers (Augé-Laribé, etc). Librairie Félix Alcan, 2^e édition, Paris. 1924.
- La crise économique britannique au XX^e siècle*, par A. Siegfried. Armand Colin, Paris, 1931.
- The agricultural crisis and the way out*, par Cloudesley Brereton.
- The economies of Farm Relief*, par le prof. Seligmann. Columbia University Press, New-York, 1929.
- Revue Politique et Parlementaire.*
- Revue d'Economie politique.*
- Revue internationale d'agriculture.*
- Le Monde nouveau.*
- Revue économique internationale.*
- Etc., etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — La production des produits agricoles, la crise.....	15
CHAPITRE II. — Conséquences de la crise agricole pour les pays exportateurs d'outre-mer. Les mesures de défense.....	45
CHAPITRE III. — La crise et les pays exportateurs de blé de l'Eu- rope centrale et orientale.....	67
CHAPITRE IV. — Les pays de l'Europe occidentale et la crise.....	83
CHAPITRE V. — La France et la crise.....	99
CHAPITRE VI. — La crise agricole dans les conférences internatio- nales.....	163
CONCLUSION	173
BIBLIOGRAPHIE.....	178

